





# L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'INSULAIRE, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (CORSE).

Le projet de loi présenté à la dernière session, relatif au port de Bastia était accompagné d'un plan des travaux à exécuter par l'administration, n'avait été considéré que comme provisoire. Aussitôt que le projet de loi fut voté, le ministre des travaux publics donna des ordres pour qu'un plan définitif fût promptement rédigé et soumis à un dernier examen du conseil général des ponts et chaussées. Ce plan, qui servira aux travaux à exécuter, est terminé aujourd'hui et avant d'être envoyé à Paris, il a dû être soumis, d'après les règlements, à une nouvelle enquête de la part de la commission nautique et de la chambre de commerce de Bastia. Cette double enquête a eu lieu la semaine dernière et n'a soulevé aucune objection, aucune observation, ce plan nouveau, définitif, nous pouvons dire, n'étant que l'application des principes qui avaient été adoptés et avaient rallié tous les esprits.

Il faut maintenant que ce plan subisse un dernier examen de la part du conseil supérieur des ponts et chaussées; alors l'adjudication pourra être faite. Mais, avec les lenteurs administratives ordinaires qui demandent du temps, il s'écoulera bien encore quelques mois avant qu'on puisse mettre la main à l'œuvre. Cependant tout fait espérer qu'au mois de mai, la campagne pourra s'ouvrir; les ateliers des travailleurs qui devront être nombreux, pourront être commencés; les matériaux apportés et ainsi se réaliseront les espérances de la commune de Bastia qui, dotée enfin d'un port digne de ce nom, dû à la munificence du gouvernement et des chambres, pourra voir s'ouvrir devant lui et dans l'intérêt de notre pays, les destinées nouvelles qui lui sont réservées.

## COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER GAVINI.

Audience des 19, 20, 21, et 22.

La commune de St André à long-temps égarée par de sanglantes inimitiés. Les Valéry et les Ferrali étaient en guerre ouverte; et à chacun de ses partis tenait une nombreuse adhésion. Les Ferrali, dont le camp était le moins fort, s'étaient placés sous la protection de bandits redoutables; et, dans leur intérêt, le fameux *Tambone*, depuis exécuté à Bastia, jetait l'effroi au sein de ces populations, lorsque le 16 décembre 1833, un village de Cotone, Jean-Baptiste Ferrali est mortellement blessé d'un coup d'arme à feu, au moment où il dépassait le seuil de sa porte. — Quel était l'auteur de cet attentat? Quelque temps incertaine, la voix publique accuse bientôt Félix Valéry dont l'innocence ne tarde pas à être reconnue. — Un autre individu est ensuite poursuivi; mais les preuves sont insuffisantes et ce procès tombait déjà dans l'oubli, lorsque dans une rixe qui s'engage à Cotone, Dominique Zuccai est tué par Ercolano Ercolo; en même temps, le frère de la victime, Don Pierre Zuccai, tuait Pierre-Toussaint Ercolo et il blessait aussi Philippe-Marie Santolini.

Arrêté et traduit aux assises, Ercolo était condamné à 5 ans de prison, tandis que, volontairement constitué prisonnier entre les mains de M. Virgitti, lieutenant des Voltigeurs corses, Don Pierre Zuccai était reconnu, par le jury, coupable de meurtre et tentative de meurtre provoqués, et la cour d'assises le condamnait, le 26 septembre 1843, à 3 ans d'emprisonnement. Zuccai subissait sa peine à Nîmes, lorsque des révélations sont faites à la justice et l'assassinat de Jean-Baptiste Ferrali est attribué à ce détenu. Ercolo le dénonce à M. le procureur général, et en même temps la veuve de Ferrali adressait au garde des sceaux un mémoire par lequel elle demandait une instruction nouvelle et des poursuites rigoureuses contre Don Pierre

Zuccai. — La justice informe. Ercolo est entendu; il prétend que Zuccai lui a fait l'aveu de son crime. Des témoins sont désignés par Ercolo: ce sont deux Corses comme lui détenus à Nîmes. Interrogés, Marinetti et Taddei, viennent à l'appui du témoignage d'Ercolo. — Mais tandis que ces déclarations étaient recueillies à Nîmes, l'instruction se poursuivait aussi en Corse. Quelques témoins affirmaient que Zuccai a maintes fois avoué sa culpabilité: on disait même que Don Pierre se trouvait un jour en compagnie d'un voltigeur, lorsque, venant à passer à côté de Zuccai, la veuve de Ferrali lui aurait dit: *il ose servir le roi, lui qui n'est qu'un assassin.*

Il y a plus encore; un témoin prétend avoir vu un homme en gilet à pens près de la maison Ferrali; il dit même avoir remarqué qu'au moment où l'assassin rechargeait son arme, des papiers étaient tombés de sa poche, et le lendemain il retrouvait dans cet endroit un placentant l'extrait de naissance de Zuccai, un mémoire par lequel ce même Zuccai demandait à entrer dans le bataillon des voltigeurs corses et enfin une lettre de recommandation à l'appui de cette demande. Ces papiers, recueillis par un cousin germain de la victime, n'ont pourtant pas été remis à la justice. Perpoli prétend les avoir rendus, deux jours après l'événement, à un nommé Lanfranchi, oncle de Zuccai.

Ces indices étaient plus que suffisants pour amener la mise en accusation de Don Pierre Zuccai. L'affaire allait être jugée, lorsque l'accusé produisit des pièces devant établir sa justification. On suspend, on informe; ces pièces sont authentiques. — C'est d'abord une lettre par laquelle le témoin Taddei dit à M. le juge d'instruction de Nîmes que sa déposition contre Zuccai est mensongère: « Je cède aux remords qui assiegent ma conscience: dans l'espoir d'être appelé en témoignage en Corse, j'ai adhéré aux instances d'Ercolo, j'ai accusé un innocent. » — Ercolo succombait à une douloureuse maladie: avant de mourir, il fait appeler le directeur de la maison centrale et en présence de cet employé il retracte son accusation contre Zuccai: comme Taddei, il déclare que Zuccai ne lui a fait aucune révélation. — Quelque temps suspendus, les débats s'ouvrent enfin, et pendant quatre jours ils ont occupé le jury.

Nous n'essaierons pas de dire les divers incidents qui ont surgi dans le cours de ces quatre audiences: tantôt c'était l'accusé dévoilant les immoralités de quelques témoins: tantôt un curé et un maire, s'invectivaient en pleine séance, et leurs scandaleux débats excitaient l'hilarité générale. — Disons cependant, et disons-le avec douleur, ce que l'on a surtout remarqué dans cette grave affaire, c'est l'influence des faux témoins tant à charge qu'à décharge.

A l'audience du 23, dans un réquisitoire qui a duré trois heures, M. Levia a retracé les diverses charges qui ont pesé sur l'accusé: Zuccai vif, emporté, aux antécédents peu honorables, était l'ennemi des Ferrali: ceux-ci l'avaient menacé de mort: ils devaient le faire tuer par les bandits: Zuccai les a prévenus, il a assassiné J. B. Ferrali. — L'accusé l'a dit à plusieurs témoins: le maire de la commune l'atteste formellement: d'autres témoins disent aussi que Zuccai leur a fait l'aveu de sa culpabilité. — Cette culpabilité devient plus évidente encore par ces écrits qui tombent de la poche de l'assassin, et qui devaient nécessairement lui appartenir. M. Levia demande un verdict de condamnation.

M. X. Casabianca jeune, et après lui, M. Casabianca aîné plaident en faveur de Zuccai: ils disent que d'infâmes calomniateurs s'acharnent à la perte de l'accusé: déjà le complot est dévoilé; celui qui l'avait formé, en constatant l'existence, à son lit de mort. — L'accusé doit dès lors être déclaré innocent.

Répondant à l'accusation, les défenseurs soutiennent que rien n'est plus douteux que cette circonstance, si capitale, des écrits qui seraient tombés de la poche de l'assassin: d'abord de paroles écrites ne se tiennent pas ainsi, au moment où l'on va commettre un assassinat; et du reste, le témoin qui dépose de ce fait, Perpoli, est cousin germain de la victime: si réellement ces papiers avaient un moment été en sa possession, il les aurait remis à la justice; il n'eût certes pas négligé ce moyen d'arriver à la reconnaissance de l'assassin de J. B. Ferrali. — Si Zuccai, ajoutent les défenseurs, était réellement l'assassin de Ferrali, il ne se serait pas volontairement constitué en août 1843: aucune poursuite n'aurait été dirigée contre lui à l'occasion de l'attentat de 1833; encore trois mois, et la prescription était acquise: et n'eût-il pas mieux valu pour lui, d'attendre dans les maks l'expiration des dix années après lesquelles, il était à l'abri de toute poursuite? Calomnie, Zuccai prouve son innocence: il doit être acquitté.

Après le résumé des débats, le jury prononce un verdict négatif, et Zuccai a été acquitté: il a pourtant été retenu en prison, d'où il partira pour Nîmes, à l'effet d'y expier le crime pour lequel il a été une première fois condamné.

Audience des 24, 26 et 27.

Le matin du 23 mai 1844, Charles Trinità, jeune propriétaire de Sarrola et Carcopino, se rendait à son champ: lorsqu'il traversait la grande route près du pont *De la mezza via*, un coup de fusil part du maks qui borde le chemin, et Trinità tombe baigné dans son sang. Ses compagnons de voyage entourent aussitôt l'infortuné blessé qui meurt en disant: *Je n'avois point d'ennemi, je suis victime d'une erreur.*

Cependant, comme pendant le carnaval, Trinità avait pris part à une légère querelle qui eut lieu à Sarrola, quelques jeunes gens de ce village sont un instant arrêtés par les voltigeurs accourus sur les lieux du crime: mais presque aussitôt, ils sont mis en liberté, leur innocence étant manifeste. — Trinità ressemblait à ce qu'il paraît, et par la taille et par la démarche, et surtout par ses vêtements à Pettinelli Ange-François, dit Angiolello, beau-frère, mais ennemi de Sauveur Battistelli. L'on pense aussitôt, que trompé par la ressemblance, un berger, camarade de Battistelli, Antoine Antonetti, se faisant l'instrument de la vengeance de Sauveur, avait fait feu sur Trinità croyant immoler Pettinelli. Cette voix publique devint si menaçante que Battistelli et Antonetti prennent aussitôt la campagne, et une instruction est dirigée contre eux: elle constate des faits accablants pour les deux accusés.

Angiolello Pettinelli avait épousé Angèle Battistelli, sa sœur de Sauveur. Trois mois après cette union, Angèle qui quittait le toit conjugal pour aller vivre à Vargiaro dans la maison de campagne du sieur Follacci. Bientôt après, l'on ne s'entretenait que des relations intimes de Follacci et de la femme Pettinelli. — Celle-ci est pourtant encore recueillie par son mari qu'elle abandonne de nouveau, après huit jours de cohabitation. Angèle retourne à Vargiaro où elle trouve installée toute sa famille. Peut-être le sieur Follacci cherchait-il à justifier la présence dans sa maison d'une femme qui n'était pas son épouse légitime. Sauveur Battistelli avait souvent manifesté des intentions hostiles contre son beau-frère: il n'est pas digne d'approcher de ma sœur, disait-il un jour. — Dans le commencement du mois de mai 1844, Pettinelli, attaqué par un chien du sieur Follacci lance une pierre à cet animal dont les cris attirent l'attention de Battistelli: portant aussitôt la main sous sa veste, Sauveur veut en venir aux prises avec son beau-frère: mais des gens de bien s'interposent et Battistelli rentre dans l'auberge d'où il avait entendu les cris du chien, s'écroulant en se versant à boire, *Je veux que son sang coule comme ce vin.* — Le 20 mai, le garde champêtre rencontre Battistelli en compagnie du jeune Antonetti, berger et, comme Sauveur, au service du sieur Follacci: tous deux armés de fusil, ils annoncent que bientôt quelqu'un va périr. — Le lendemain 21, ce même garde champêtre les voit se diriger vers une embuscade, où, le 22, il constatait que deux hommes avaient été placés en guet-à-pens. — C'est de cette même embuscade que les deux accusés s'é-

de l'Académie, paru dans l'année qui puisse disputer le prix à ceux qui l'ont précédemment obtenu, le premier prix demeure décerné à M. Augustin Thierry, auteur d'un ouvrage intitulé: *Récits des temps mérovingiens*; le second, à M. Barin, auteur de l'ouvrage intitulé: *Histoire de France sous Louis XIII.*

Programme des prix proposés pour 1846.

L'Académie avait proposé, pour sujet du prix de poésie pour 1845, la *Découverte de la vapeur*. Ce prix n'ayant pas été donné, le même sujet est remis au concours pour l'année 1846. Le prix sera une médaille d'or de 2,000 fr.

Les ouvrages envoyés au concours ne seront reçus que jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1846.

Prix proposé pour 1847.

L'Académie propose, pour 1847, un prix de 5,000 fr., prélevé sur les fonds disponibles de la fondation de M. de Montyon, pour être appliqué à une ou plusieurs traductions d'ouvrages moraux de l'antiquité, ou des littératures modernes étrangères qui auront paru dans le cours des deux années précédentes.

Le concours sera fermé le 1<sup>er</sup> janvier 1847.

Prix proposé pour 1850.

L'Académie propose un prix de 10,000 fr. pour une œuvre dramatique en cinq actes et en vers, composée par un Français, imprimée, représentée et publiée en France, et qui joindrait au mérite non moins grand d'être utile aux mœurs et aux progrès de la raison.

L'Académie s'occupera du jugement d'après lequel le prix sera décerné, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1850.

Les membres de l'Académie française sont seuls exclus de ce concours.

— L'administration des douanes a publié le tableau comparatif des principales marchandises importées en France pendant les dix premiers mois de 1845, 1844 et 1843, avec l'indication des droits perçus.

Le total des droits perçus, s'est élevé pendant le mois d'octobre de 1845, à.....F. 13,614,630  
1844, à..... 13,175,356  
1843, à..... 14,398,463

Ils se sont élevés pendant les dix premiers mois de 1845, à..... 119,474,792  
1844, à..... 125,947,455  
1843, à..... 127,901,802

— On lit dans le *Morning Chronicle*:

« La société pour décourager le duel, autrement dit société contre le duel, vient de publier un rapport. Cette société travaille utilement et sans ostentation à une grande réforme morale et sociale. La société compte aujourd'hui plus de 500 membres. Tous, en devenant membres de la société, ont déclaré qu'ils ne se battraient jamais en duel. Parmi ses membres, on compte lords Westminster, Eldon, Effingham, Burlington, Robert Grosvenor, Teignmouth, Glenelg, Stourton, Arundel et Surrey, Ebrington, Sandon Ashley et Morpeth; sir Robert Inglis, sir Thomas Acland, sir Thomas Acland, sir Thomas Baring, sir Harry Verner, sir Lancelot Shadwell, M. William Couper, membre du parlement, et le colonel Vernes, membre du parlement.

« Le duel est un vice de mode: quand de tels noms s'inscrivent contre le vice, il y a tout lieu d'espérer une guérison radicale. Il est à remarquer que, dans la liste des membres, il y a un grand nombre d'officiers de terre et de mer, y compris 17 amiraux et 20 généraux. Ainsi, ce sont deux professions qui avaient contribué à créer ce faux point d'honneur qui s'efforçait aujourd'hui de le détruire. »

— Nous trouvons dans la *Patrie* de curieux détails sur la manière dont les Chinois ont accueilli divers objets emportés par M. Renard, délégué du commerce de Paris.

Les Chinois aiment les armes; mais les armes à bon marché, les fusils simples, ceux de Saint-Etienne, par exemple. Un modèle de 12 francs a beaucoup plu. Ils achètent les armes blanches autant pour orner les magasins que pour leur défense.

Ils ont bien accueilli les boutons ronds dits *grelots*, ciselés, dorés en vert ou argentés. Ils ne veulent que des des coupes semblables à ceux des tailleurs. Comme ils ont des doigts petits et très effilés, il leur faut des modèles comme ceux qui conviennent ici aux femmes. En Chine, ce sont les hommes qui confectionnent les vêtements des deux sexes et les broderies en tous genres qui sont beaucoup portées.

Les Chinois n'aiment pas les couteaux-poignards; ils recherchent au contraire les couteaux de poche dits *jambettes* à deux ou trois lames, ainsi que les jolis petits ciseaux de dames. Contrairement à ce qui se passe pour d'autres articles, il faut ici des articles de choix, car les Chinois excellent dans la contellerie commune.

Dans la cristallerie, ils aiment les objets peints, des tabatières en cristal. Malheureusement ils ne sont pas à fabriquer tous ces objets depuis quelque temps. Ils ont un sable excellent.

Ils préfèrent nos confiseries à celles des Américains, qu'ils trouvent molles et gluantes.

Dans la lithographie, ce sont les sujets colorés d'histoire, de guerre, d'amour, etc., qui plaisent le plus. Les odalisques, les batailles, les baigneuses, la *Esmeralda*, ont eu du succès.

Ce sont les Danois qui ont saisi le goût des Chinois dans les liqueurs. Leur *cherry-cordif*, leur *cherry-brandy* (cerises à l'eau-de-vie) ont de la vogue. Le parfum-amour, le cassis, le carapan, ne sont pas dédaignés; mais l'antiseptique n'a pas le moindre succès.

Les boîtes à musique se vendent bien. Il vaut mieux les faire en bois blanc, que les Chinois remplacent par un travail en laque; bien entendu que les airs doivent être patriotiques et chinois!

Dans la parfumerie, la poudre qui fait pousser les cheveux réussit parfaitement. Les compositions qui noircissent sont d'un grand usage.

Les Chinois ont beaucoup goûté les poupées élégantes; les jeunes maris, les belles dames, etc., excitent l'admiration des visiteurs.

La joie tournure des nouveaux parapluies leur plaît infiniment.

Ce sont les Anglais qui leur vendent toute la quincaillerie, bien différente d'ailleurs de l'outillage de nos ouvriers.

Les Chinois est en général coutumier et peu changeant. La grande majorité est pauvre et renchérit le bon marché.

## VENTE AU PROFIT DE L'ÉTAT.

Par acte en date du 16 décembre 1845, enregistré et transcrit, passé pardevant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Calvi, le sieur Colonna-Leca, Joseph, propriétaire à Lemio, a cédé à l'État, pour la somme de 18 fr. 72 c. non compris celle de 36 fr. pour dommages de toute nature, 3 ares 12 centiares de terrain labourable, situé au lieu dit *Zappoli*, territoire d'Oeci, nécessaire au rétablissement du chemin vicinal de cette commune, intercepté par les travaux de construction de la route royale n° 197, de Calvi à Corte, par Ponte alla Leccia.

L'avis ci dessus est donné pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 et 19 de la Loi du 3 mai 1841. La sous-Préfet de Calvi, Signé J. A. POMPEI.

## EXTRAIT PRESCRIT PAR L'ART. 42 DU CODE DE COMMERCE.

Suivant acte, sous seing privé, daté de Marseille, le 11 décembre 1845 portant la mention: enregistré à Marseille le douze décembre 1845 fol. 132 v. c. et suivant; reçu cinq francs cinquante centimes signé Sigaut, il a été formé une société, en nom collectif, pour le terme de dix ans et un mois qui ont commencé le 30 novembre 1845 pour finir le 31 décembre 1855 entre MM. Tranquille - Dominique Illiani, gérant de la société Illiani et compagnie de Toulon (Var) demeurant à Corte (Corse), Jean Morelli, négociant, à Henr Long, mécanicien, Jean-Baptiste Lieutaud, propriétaire, Frédéric Martin, maître d'hôtel, ces quatre derniers, demeurant à Marseille, Antoine Gayol, propriétaire, demeurant à la Pomme, territoire de Marseille, et Félix Castellini, négociant, demeurant à Bastia (Corse), sous la raison sociale *Illiani Morelli et compagnie*. MM. Illiani et Morelli auront la gestion et signeront pour la société. Le capital social est de quatre vingt dix mille francs, qui sera fourni par chacun des dits MM. Morelli, Long, Lieutaud, Martin, Gayol et Castellini, M. Illiani devant fournir son industrie.

Pour extrait conforme

Signés: T. D. Illiani, Morelli, F. Martin, F. Castellini, Antoine Gayol, Henry Long, Lieutaud.

Paris, à la Librairie Agricole, quai Malaquais, 19. En guise de, chez tous les Libraires et Correspondants du Goupinet central de la Librairie.

MAISON RUSTIQUE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Publié en 5 Vol. in-4° avec plus de 2,500 gravures. Mise en vente du tome 5 et dernier, *ENCYCLOPÉDIE D'HORTICULTURE*, avec 500 grav. représentant les instruments, plantes, légumes, serres, jardins, etc. Chaque vol. 12 fr., les cinq vol. 39 fr. 50 c.

## JOURNAL D'AGRICULTURE PRATIQUE ET DE JARDINAGE

Publié sous la direction du Dr BIXIO, par les rédacteurs de la MAISON RUSTIQUE. Un cahier de 90 pag. in-4° par mois, avec gravures Prix, franco 12 fr. par an.

## Prix UN FRANC la vingt-deuxième édition de LA CONSTIPATION DÉTRUITE

SANS LAVEMENTS, SANS MÉDECINE ET SANS SAIGNS.

se vend chez tous les libraires et à la maison Warton, à Paris, 68, rue Richelieu, l'exposition d'un moyen NATUREL, simple et infailible (très simple) et sans seulement de vaincre, mais aussi de détruire complètement la Constipation rebelle; suivi de nombreux certificats de médecins célèbres et d'autres personnes de distinction. La même, franco par la poste, 1 fr. 50 p., à envoyer en un bon sur la poste. (Affranchir.)

## A LA LIBRAIRIE FABIANI, RUE DES JÉSUITES A BASTIA.

## LIVRES D'ÉTRENNES.

## OUVRAGES D'ÉDUCATION

Cartonnés en reliés

Depuis 90 c. jusqu'à 6 francs le volume.

## OUVRAGES ILLUSTRÉS.

## ALBUMS KEEPSAKES.

## LIVRES DE PRIÈRES

FRANÇAIS OU ITALIENS

de tous formats reliés en basane, veau, chagrin et en velours, avec coins et fermoirs en argent ou vermeil.

## OUVRAGES

## DE LA COLLECTION CHARPENTIER

brochés ou cartonnés.

## Cartes de Visite imprimées

à 2 fr. 25 c. le cent.

## PORT DE BASTIA.

## ARRIVÉES.

Naples, 18 décembre, balancello St Henri, sicilien, de 39 tx, c. Mattaresi, en lest.  
Livourne, 19 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, français, de 31 tx, c. Bertocci, pass. et diverses.  
Civitavecchia, 19 id. brick-golette St Antoine, français, de 48 tx, c. Mecolin, pozzellana.  
Porto-vecchio, 20 id. mistick Conception, français, de 30 tx, c. Bonelli, blé.  
Porto-vecchio, 20 id. bateau Jeune Cléante, français, de 21 tx, c. Petit, orge.  
Toulon, 22 id. brick-golette Constance, français, de 39 tx, c. Valri, houille.  
Alger et Cagliari, 23 id. bat. à vap. Vantour, de l'État, 160 ch. c. Seps, lieutenant de v. en rade.  
Du Cap-Corse, du littoral et de la plage 14 bâtiments, avec vin, bois et charbon.

## DÉPARTS.

Marseille, 19 décembre, bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx, c. Bugliani, diverses.  
Marseille, 19 id. paquebot Bastia, français, de 120 ch. c. Santi, lieutenant de v., dépêches.  
Livourne, 19 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, français, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.  
Livourne, 20 id. brick-golette Conception, français, de 60 tx, c. Ersi, en lest.  
Naples, 21 id. balancello St Henri, sicilien, de 39 tx, c. Mattaresi, anguilles vivantes.  
Ile-Madeleine, 22 id. gondole Assomption, français, de 12 tx, c. Zicco, farine.  
Porto-vecchio, 22 id. bœuf Précurseur, français, de 25 tx, c. Gentil, farine et div.  
Au Cap-Corse, et au littoral 12 bâtiments, avec blé et diverses.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.



taient dirigés, que le coup d'arme à feu a été tiré sur l'infortuné Trinità.

Ces indices ont amené la mise en accusation de Battistelli et Antonetti. — M. le procureur du roi d'Ajaccio avait même accusé de complicité le sieur Follacci l'amant d'Angélique Pettinelli, le maître de Sauveur et d'Antoine; il paraissait même que les fusils dont Battistelli et Antonetti étaient ordinairement armés, avaient été achetés par le sieur Follacci. Cependant la chambre de conseil a rendu en sa faveur une ordonnance de non lieu que la cour a confirmée. — D'un autre côté, en présence même de la gravité des témoignages, Battistelli, traduit aux assises, était acquitté le 22 mars dernier : Antonetti comparait à son tour devant le jury lequel, malgré le réquisitoire de M. le procureur général, a prononcé le soir du 27 un verdict de non culpabilité. — M. Suzzoni qui déjà avait obtenu l'acquiescement de Battistelli plaide aussi pour Antonetti.

La tempête du 23 dernier n'a pas été seulement funeste pour la tartane le *Précurseur* du port de Bastia. Un autre navire appartenant également à notre ville, le brick-gabette la *Conception* revenait de Marseille avec un chargement pour Bastia, lorsque la tempête l'a pris en flanc et l'a poussé sur les côtes de Livourne où il s'est brisé contre les rochers. C'est à peine si on a été assez heureux pour sauver l'équipage.

Le cabinet de sir Robert Peel est définitivement reconstitué avec les mêmes éléments. Le duc de Wellington et ses autres collègues rentrent avec sir Robert Peel. Nous avons dit que lord Stanley seul se retirerait; sa retraite est maintenant officielle, et M. Gladstone a, mardi, dans le conseil tenu à Windsor, prêté serment comme ministre des colonies.

Il ne reste plus à remplir que la place honorifique qui était occupée par lord Wharncloffe, celle du président du conseil.

(Débat.)

Par ordonnance royale du 22 décembre, les conseils municipaux qui seraient élus intégralement le 1<sup>er</sup> janvier, ne seront pas assujétis au renouvellement, par moitié, qui doit s'effectuer dans le courant de 1846. Le tirage au sort, ayant pour objet de déterminer la première moitié sortante de leurs membres, aura lieu lors du renouvellement de 1849.

Si, d'ici à l'époque qui sera fixée pour le renouvellement triennal de 1846, le nombre des places vacantes dans un conseil municipal exige que le conseil soit porté au complet, il sera procédé de suite au renouvellement de la moitié sortante, puis à la nomination aux places vacantes dans l'autre moitié du conseil.

Le vapeur le *Tage*, capitaine Verspecke, est arrivé cet après-midi des côtes d'Espagne.

A son passage à Gibraltar, le capitaine Verspecke a appris la perte totale du bateau à vapeur le *Papin*, qui portait à Mogador le consul français et son état-major.

Tout le monde a pénétré à l'exception de quelques hommes que les Arabes ont recueillis sur la côte.

On manque de plus amples détails. Un vapeur anglais était parti de Gibraltar pour sauver les débris du *Papin* échoué sur les rochers de la côte ouest d'Afrique.

(Nouvelles.)

M. Vosgin, ingénieur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe, vient d'être nommé ingénieur en chef. Il restera attaché à la construction du nouveau port de Bastia.

Par décision ministérielle du 13 décembre courant M. Bonfanti commis entretenu de 2<sup>e</sup> classe de l'inspection militaire employé à Bastia a été promu à l'emploi de commis entretenu de 1<sup>re</sup> classe.

Une lettre d'Alger, publiée par le *Constitutionnel*, annonce que le fameux Bou-Maza, cet arabe fanatique qui a soulevé un si grand nombre de tribus contre la France, aurait été tué par les Flittas. Ce serait là un important événement qui faciliterait la pacification de l'Algérie.

#### DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Paris, 27 décembre, 2 heures du soir.

Le Roi vient d'ouvrir la session des Chambres; S. M. a été accueilli par les plus vives acclamations.

— Le courrier de Paris, par voie de Lyon, nous a

fait défaut. Tandis qu'à Marseille nous jouissons d'une température printannière, l'influence de l'hiver se fait sentir sur les routes dans le Nord.

(Nouvelles de 29.)

Le n° 548 du recueil des actes administratifs contient la circulaire suivante de M. le préfet de la Corse, à MM. les sous-préfets et maires du département.

Ajaccio, le 14 décembre 1845.

Messieurs,

« A peine arrivé en Corse, j'ai reconnu qu'un des premiers éléments de prospérité manque à ce département, les voies de communication. Sans moyens de transports prompts et faciles, point d'agriculture, point d'industrie, point de commerce, et dès lors point de prospérité possible. Le gouvernement dans sa sollicitude pour ce pays fait ouvrir à grands frais des routes royales qui doivent le traverser en sens divers, mais ces routes destinées à changer un jour la face de la Corse ne serviraient qu'à mettre en rapport quelques villes importantes et ne seraient d'aucune utilité pour les communes de l'intérieur, si celles-ci ne faisaient tous leurs efforts pour se rattacher par des chemins vicinaux à ces grandes voies de communication, et sortir de l'isolement dans lequel elles sont restées jusqu'à ce moment, et qui les rend presque étrangères les unes aux autres.

« En effet, quel aspect présente l'intérieur de l'île? Comment le commerce, l'industrie, l'agriculture pourraient-ils y prendre quelque développement? Dans la plus grande partie des communes, souvent même dans celles qui sont les plus voisines des routes royales, on ignore ce que c'est qu'un chemin vicinal. Sauf de bien rares exceptions, les voies auxqueltes on donne ce nom sont quelques sentiers larges d'un ou deux mètres, inaccessibles aux voitures, et dans les neuf dixièmes des communes des sentiers à peine tracés au milieu des montagnes, bordés de précipices, et que le voyageur à pied comme à cheval ne parcourt qu'en tremblant. Comment l'aisance, la civilisation pourraient-elles pénétrer dans des villages qui ne peuvent que difficilement établir des relations avec eux? Les produits d'un sol riche et fécond sont forcément consommés sur les lieux mêmes, ou s'ils sont vendus, ce ne peut être qu'à vil prix, car les frais de transport absorbent une grande partie de leur valeur. De là, disons-le, une des premières causes de la pauvreté de la Corse.

« Améliorer, créer, multiplier les voies de communication est donc le premier besoin de ce département. Satisfait ce besoin est dès lors le premier devoir du magistrat qui l'administre, et second, appuyer l'administration, celui de tous les Corsiens qui aiment sincèrement leur pays. Je satisfaisrai ce besoin, au moins en partie, j'en ai la conviction, car je compte sur le concours actif de MM. les Sous-Prefets et de MM. les Maires, et j'aime à croire surtout que les populations des campagnes sentant leur position, comprenant leurs véritables intérêts, feront tous les sacrifices nécessaires pour réaliser mes projets.

« Le succès de cette tâche que nous devons tous nous imposer et qui présente, je le sais, de grandes difficultés, dépend d'abord du bon emploi des ressources dont nous pouvons disposer, ensuite de la direction qui sera donnée aux travaux. Il faut qu'ils soient combinés de manière à ce que chaque localité en travaillant dans son propre intérêt, travaille en même temps dans un intérêt commun, et que toutes les opérations dans chaque circonscription tendent à un même but.

« A cet effet, j'invoque MM. les Maires à indiquer sur le tableau ci-joint : 1<sup>o</sup> le chemin vicinal classé qui de leur commune peut conduire le plus directement, et à moindres frais à la route royale ou départementale la plus voisine; 2<sup>o</sup> les communes intermédiaires sur le territoire desquelles il faudra passer pour arriver à la route précitée et qui ont intérêt à suivre la même direction pour se rendre au même point.

« En faisant communiquer d'abord avec les grandes routes les communes qui en sont les plus voisines et en reliant à celles-ci les communes plus éloignées qui peuvent s'y rattacher, nous obtiendrons, je l'espère, des résultats prompts et satisfaisants, puisque partout les travaux seront dirigés avec ensemble, dans une même direction et dans le même moment. Il restera sans doute quelques lacunes à combler entre les communes, quelques difficultés pourront s'élever, mais avec de la persévérance et de la fermeté nous les ferons disparaître. D'un autre côté des subventions pour travaux d'art seront accordées à titre d'encouragement sur les fonds centralisés aux communes qui feront le plus de sacrifices pour leurs chemins vicinaux.

« Telle est la marche que je me propose de suivre et qui a déjà obtenu l'assentiment du conseil général.

« Quant aux ressources dont nous pouvons disposer, elles consistent principalement, je pourrais presque dire uniquement dans le produit de l'impôt des prestations en nature. Jusqu'à ce moment peu de travaux importants ont été exécutés à l'aide des prestations. Je suis loin d'en faire un reproche à MM. les maires. Chacun sait qu'ils ne peuvent posséder les connaissances qu'on ne doit exiger que des hommes de l'art, et que d'ailleurs leurs occupations personnelles, la nature même de leurs fonctions gratuites, ne permettent pas qu'on leur impose une surveillance pénible qui en outre les exposerait à des luites, à des contestations fréquentes avec leurs administrés. C'est pourquoi partout on a senti la nécessité de les faire secondar et suppléer par des agents salariés, spécialement

chargés de diriger et surveiller l'emploi des prestations.

« Les agents auxiliaires, sous le titre de surveillants, dont on s'est servi dans ce département n'ont pu en général rendre tous les services qu'en devrait en attendre. Rétribués par les communes, sans instruction spéciale, pris en quelque sorte au hasard, à l'instant même de l'emploi des prestations, ils dévotaient au effet être peu propres à remplir les fonctions qu'on leur confiait. Ce sont ces considérations qui m'ont engagé à proposer au conseil général d'instituer un corps d'agents-voyers cantonaux rétribués sur les fonds départementaux, astreints à résider constamment dans le canton où dans la circonscription qui leur sera assignée. Ces agents au nombre de 55 seront nommés par nous, après avoir préalablement subi un examen de capacité dans un concours qui sera ouvert à Ajaccio, le 10 février prochain. Répartis en six grandes circonscriptions, ils seront eux-mêmes dirigés par six agents-voyers départementaux nommés également à la suite d'un concours. Enfin deux agents supérieurs seront chargés sous nos ordres de surveiller et contrôler toutes les opérations des agents subordonnés.

« Telles sont, messieurs, les mesures que j'ai cru devoir adopter, et dont j'ai lieu d'espérer de bons résultats. « J'invite en conséquence, MM. les maires à faire publier et afficher immédiatement les deux arrêtés que je leur transmets et à remplir le tableau ci-joint, devant indiquer le chemin de leur commune qui peut conduire le plus directement à la route royale ou départementale la plus voisine. Cet état devra être envoyé à MM. les sous-préfets avant le 10 janvier prochain et parvenir à la préfecture avant le 15 du même mois. « Recevez, Messieurs, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

FRESNEAU.

Cette circulaire est suivie de l'arrêté que nous avons donné dans notre précédent numéro et de celui dont les dispositions suivent :

Art. 1<sup>er</sup>. Le personnel des agents-voyers du département de la Corse sera composé de la manière suivante :

1<sup>o</sup> Un agent-voyer en chef chargé de la vérification de tous les projets à soumettre à notre approbation, de la haute surveillance du personnel de la voirie vicinale, et d'assurer l'exécution de toutes les mesures que nous lui prescrivons dans l'intérêt du service.

2<sup>o</sup> Un agent-voyer contrôleur chargé spécialement d'inspecter et de vérifier tous les travaux exécutés sous la direction des agents-voyers départementaux et généralement de secondar et suppléer l'agent-voyer en chef.

3<sup>o</sup> Six agents-voyers départementaux dont les fonctions consisteront à diriger et surveiller les agents-voyers cantonaux dans la circonscription qui leur sera assignée et partout ailleurs où les besoins du service l'exigeront; à faire les études et les projets qui leur seront demandés pour l'établissement et l'amélioration de la voirie vicinale, et à assurer l'exécution de ces projets lorsqu'ils auront été par nous approuvés.

4<sup>o</sup> Cinquante-huit agents-voyer cantonaux dont les fonctions seront déterminées par un arrêté spécial. Tous les agents-voyers ci-dessus mentionnés prêteront serment devant l'autorité compétente, à l'effet de constater toutes contraventions à la voirie vicinale.

Art. 2. Le traitement de l'agent-voyer en chef et celui du contrôleur seront ultérieurement déterminés, ainsi que leurs indemnités de transport.

Le traitement de chacun des six agents-voyers départementaux sera fixé à mille francs. Néanmoins ces agents pourront, à raison des services qu'ils auront rendus dans l'accomplissement de leurs fonctions, être divisés en trois classes auxquelles seront affectés des traitements gradués dont le minimum ne sera dans aucun cas au-dessous de mille francs.

Indépendamment de leur traitement, les agents-voyers départementaux recevront une indemnité de trois francs pour chaque jour de déplacement prescrit par nous.

Art. 3. Il sera ultérieurement pourvu aux emplois d'agent-voyer en chef et agent-voyer contrôleur.

Les six agents-voyers départementaux seront nommés après que nous nous serons assuré de la capacité des postulants à la suite d'un concours qui sera ouvert à l'hôtel de la préfecture le 6 février 1846.

Art. 4. Pour être admis au concours, les postulants devront être âgés de 21 ans au moins et de 45 ans au plus. Leurs demandes d'admission devront indiquer l'époque et le lieu de leur naissance, leur domicile, leur profession actuelle et les emplois qu'ils auront précédemment remplis. Elles seront accompagnées d'un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par le maire de la résidence du postulant.

Ces demandes nous seront transmises par l'intermédiaire de MM. les sous-préfets ou de MM. les maires, ou bien elles seront déposées directement à la préfecture avant le 10 janvier 1846.

Art. 5. Il sera donné avis aux postulants de l'admission ou du rejet de leur demande.

Art. 6. Les examens de capacité auront lieu oralement et par écrit sur les matières suivantes, devant une commission dont les membres seront désignés par nous :

1<sup>o</sup> Les principes de la langue française ;  
2<sup>o</sup> L'arithmétique et le système légal des poids et mesures ;  
3<sup>o</sup> Les éléments de géométrie ;  
4<sup>o</sup> Le dessin graphique et le lavis ;

5<sup>o</sup> Le lever des plans au graphomètre ;

6<sup>o</sup> Le nivellement au niveau d'eau, et le rapport de cette opération ;

7<sup>o</sup> Notions sur le tracé, l'exécution et l'entretien des routes ;

8<sup>o</sup> Le calcul des déblais et remblais ;

9<sup>o</sup> Notions sur les qualités et les défauts des matériaux, et sur leur emploi dans les maçonneries, charpentes, etc.

Les concurrents devront, en outre, pouvoir répondre aux questions qui leur seront adressées sur les modes de fondation et de construction des ponts en pierre et en charpente, ainsi que sur l'établissement des divers ouvrages d'art dépendant des routes.

Art. 7. Le présent arrêté sera imprimé en placard pour être publié et affiché, à la diligence de MM. les maires, de toutes les communes du département : il sera aussi inséré au recueil des actes administratifs.

Fait en l'hôtel de la préfecture, à Ajaccio le 10 décembre 1845.

FRESNEAU.

## Nouvelles diverses.

— Le *Moniteur algérien* et les autres journaux d'Alger du 13, nous sont arrivés au soir 21. Nous n'y remarquons aucune nouvelle intéressante. On était toujours à la poursuite de l'émir, qui fut constamment devant nos troupes. La colonne du lieutenant-général Bedeau s'est dirigée vers Boghar, où elle est arrivée le 8. Avant de quitter Goudjilah, elle a détruit plusieurs ateliers d'armuriers qui y étaient déjà organisés : 260 bois de fusils éparpillés d'autres objets propres à la fabrication des armes sont devenus la proie des flammes.

M. le lieutenant-général Bedeau a quitté Boghar le 9, se dirigeant vers le Hamza avec de nouvelles forces. Il a dû y rallier le 11, la colonne de Séid. Ces troupes réunies vont agir contre les Beni-Djaada et les punir de leur récente défection. Le général Marey est resté à Boghar avec une brigade suffisante pour observer le Sud.

(La Patrie.)

— Un journal d'Alger, l'*Akhbar*, du 7 décembre, a de Tunis une lettre dans laquelle on lit :

« Le grand-seigneur vient de conférer à Sid-Amed, bey de Tunis, le titre de visir, pour lui et ses descendants. De magnifiques cadeaux accompagnaient le diplôme impérial. La cour du bey est dans l'allégresse. Mais toute cette joie a encore été augmentée par la nouvelle que le roi des Français avait accordé à Ahmed-Pacha le grand cordon de la Légion d'Honneur. Le bey est dans le ravissement, et les Français se ressentent de ses bonnes dispositions à l'égard de la France. »

— On annonce que M. Canin-Guidaine prépare une nouvelle ordonnance de douane, qui serait destinée à paraître d'ici à quelques jours.

(Époque.)

— Par décision du ministre des finances, la ville de Carcassonne a été désignée pour lieu de réunion où devra s'assembler prochainement la commission chargée de présenter au gouvernement un rapport sur les qualités des bois résineux indigènes comparées à celles des bois exotiques. Les expériences devront être aussi multipliées que possible et faites non seulement sur les bois indigènes du département de l'Aude, un de ceux où les forêts d'essences résineuses paraissent offrir le plus de ressources, mais encore sur les bois étrangers qui sont importés dans les divers ports du midi, notamment à Toulon. Des instructions postérieures détermineront l'époque, l'ordre et la durée des travaux de cette commission, qui intéressent si vivement l'avenir de notre marine.

— D'après les derniers avis reçus en Angleterre, du territoire même de l'Orégon, jusqu'à la date du 28 juillet dernier, les Américains sont en possession de tout le pays au sud de la Colombie. Étant en majorité et régis par une constitution semblable à celle de l'état d'Yowa, les Américains de l'Orégon nomment tous les officiers publics, tous les juges, etc., et font exécuter les lois. Les employés de la compagnie de la baie d'Hudson favorisent le projet de la formation d'un état indépendant, et un grand nombre d'Américains se sont également prononcés dans ce sens. Le parti de l'indépendance et celui de l'annexion se balancent à peu près, et si un nombre suffisant d'Américains se laisse attirer dans les rangs des indépendants pour assurer la majorité à ces derniers, il sera fait une déclaration d'indépendance embrassant tout le territoire en litige, combinaison dans laquelle les colons, jouant le rôle de juge, avalleraient l'ultime et laisseraient une échelle à chaque plaideur, c'est-à-dire à la Grande-Bretagne et aux États-Unis.

— La France annonce la mort du schah de Perse, Mouhammed-Mirza, et ajoute à cette nouvelle, dont nous

lui laissons toute la responsabilité, des détails qui tendraient à y donner un certain caractère de vraisemblance. La mort de Mouhammed-Mirza aurait été le signal de troubles sérieux en Perse, et plusieurs des trente-cinq princes, fils d'Abbas-Mirza, et par conséquent frères de l'empereur décedé, disputeraient à son fils la succession au trône. La guerre civile aurait déjà éclaté, et une partie du pays serait en conflagration. Le désordre paraîtrait toutefois ne pas s'être étendu à la capitale (Téhéran), où une régence s'organiserait par les soins du comte de Medem, ambassadeur de Russie, et de son collègue l'envoyé britannique. Les correspondances et les journaux de l'étranger que nous recevons aujourd'hui ne font pas mention de ces événements.

SYRIE. — La Gazette d'Augsbourg publie une correspondance datée de Beyrouth, 26 novembre. La tension en est malheureusement d'accord avec les tristes nouvelles reçues par d'autres voies; le pillage, le meurtre, le viol, continuent à servir d'escorte au désarmement, et un long cri de douleur retentit dans toute la montagne. Le correspondant de la Gazette d'Augsbourg affirme que les Mualmans, les Druses et les Mualalis ont conservé leurs armes, et que les chrétiens seuls ont été obligés de les livrer. Les chefs druses, dit-il, continuant à se promener armés, ainsi que leurs serviteurs, à Beyrouth même, pendant que les malheureux chrétiens, humilisés et désormais sans défense, n'ont plus qu'à tendre la gorge à leurs bourreaux. Il est toutefois un district situé près de Tripoli, où, comme nous l'avons annoncé nous-mêmes dernièrement d'après le *Times*, les chrétiens ont refusé de se laisser désarmer. Instruits des cruautés commises dans les autres districts contre leurs co-religieux, ils sont tombés avec fureur sur les soldats turcs et en ont écharpé plusieurs centaines. La position que les chrétiens occupent au nombre de trois ou quatre mille est d'ailleurs si forte qu'il faudrait cinquante mille hommes pour les réduire.

HAÏTI. — Le navire la *Renaissance*, parti d'Aquin (St-Domingue) le 28 octobre dernier, vient d'entrer au Havre. Le gouvernement d'Haïti a pris des dispositions pour opérer, au besoin, une levée en masse, afin de marcher sur la république dominicaine. Une proclamation du président Pierrot enjoignait tous les étrangers de quitter sous quinze jours le territoire dominicain, s'ils ne veulent être traités en ennemis par les troupes haïtiennes. Le commerce maritime continue à se plaindre des exactions fiscales d'un gouvernement intelligent, dont toutes les mesures semblent inspirées par une haine brutale et irréfléchie contre les étrangers.

— La dernière séance de l'association du *repeal*, qui a lieu à Dublin le 15 décembre, a offert un grand intérêt en ce sens qu'elle a fourni à M. O'Connell l'occasion de formuler sa profession de foi au sujet du changement de ministère. Après sa fanfare accoutumée en l'honneur du *repeal* quand même, le grand agitateur abordant la question du jour, s'est écrié :

« L'ancien ministère n'a rien su ni rien voulu faire. Milord duc (le duc de Wellington) et tant d'autres nobles propriétaires auraient, sans doute, perdu à ce que les ports fussent ouverts; il est vrai que le peuple y eût gagné, cela ne faisait pas le compte du ministère Peel, qui s'est brisé; il s'est brisé non par la puissance de ses adversaires, car il disposait d'écrasantes majorités dans les deux chambres. Quelle force mystérieuse a donc fait tomber en dissolution ce corps vigoureux en apparence? Me taxera-t-on de superstition, eh bien! je n'en dirai pas moins que je considère la chute du ministère Peel comme l'acte de la bienveillante Providence, et aussi prophétiserai-je que des actions de grâces lui soient rendues pour ce bienfait. Les anciens ministres, quand il s'agissait de faire le mal, étaient toujours sûrs de s'entendre, témoin la résolution de massacrer le peuple à Clontarf; mais vous eussiez pu, milord duc de Wellington, remettre votre épée dans le fourreau; à défaut de votre lame, la famine eût décimé le peuple, si Dieu vous avait conservé au pouvoir! (Applaudissements.)

« Le misérable ministère de Peel a été renversé, Dieu merci! Mais quel sera notre attitude envers le nouveau cabinet, envers lord John Russell? Nous soutiendrons cet homme d'état puisqu'il a l'intention d'ouvrir les ports et de donner du pain au peuple Irlandais; oui, je soutiendrai lord John Russell et je regarderai comme un devoir d'aller siéger au parlement pour me poser en champion de la ligne: Tout député Irlandais qui ne voudra pas voir mourir de faim ses compatriotes suivra mon exemple. Agir autrement, ce serait commettre un meurtre. Je n'hésite donc pas, je le répète,

à déclarer, sans transiger sur le *repeal*, que l'on me verra au parlement appuyer lord John Russell, Cobden et Bright, qui ont la hardiesse de se prononcer pour l'abolition d'un odieux monopole. »

Après avoir passé en revue diverses mesures d'intérêt local qu'il se proposait de demander à lord John Russell, et parmi lesquelles figure en première ligne un bill destiné à transférer de Londres à Dublin le siège des commissions de chemins de fer d'Irlande, O'Connell a terminé ainsi sa harangue :

« Le plus grand bien que le ciel pût nous départir serait de nous doter d'un bon gouvernement qui travaillerait dans l'intérêt du pauvre et de l'affamé. Si lord John Russell agit ainsi, il sera populaire, et je lui transmettrai ma toque verte. »

— Le *Moniteur de l'Armée* confirme que la division de troupes hors Paris, placée sous le commandement de M. le lieutenant-général Schneider, sera dissoute à dater du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Ces troupes passeront sous les ordres de M. le lieutenant-général commandant la 1<sup>re</sup> division militaire.

— Les soins qu'apporte le gouvernement à rechercher et à récompenser par des récompenses honorifiques les actes de courage et d'intrepidité qui ont pour mobile un généreux dévouement, produisent chaque année des résultats précieux auxquels on ne saurait trop donner de publicité. Il y a dix ans, les médailles décernées au nom du roi pour les belles actions s'élevaient à peine à deux cents; aujourd'hui ce nombre est plus que doublé.

En 1845, il a été distribué 495 médailles, dont 13 en or et 482 en argent; parmi ces dernières, 104 sont de première classe, et 378 de deuxième. Elles se répartissent ainsi qu'il suit :

188 à différents citoyens ou fonctionnaires publics qui ont sauvé la vie à . . .	287 personnes.
114 à des militaires en activité . . .	111
51 à des sapeurs-pompier . . .	15
9 à des douaniers, gardes forestiers et autres agents . . .	40
25 à des marins . . . . .	101
4 à des ecclésiastiques . . . .	3
5 à des femmes . . . . .	7
9 à des enfants . . . . .	12

Tot. 495 médailles décernées, 576 pers. sauv.

Il résulte de ce résumé que le nombre des personnes sauvées dépasse d'un sixième environ celui des titulaires des médailles, et que notamment, pour la catégorie des marins, il est quadruplé. Si les sapeurs-pompier, qui s'exposent journellement avec tant de courage, figurent dans les sauvetages pour le chiffre relativement le moins élevé, il faut songer que la nature même de leur service les appelle à braver le danger beaucoup plus fréquemment pour la conservation des choses que pour le salut des personnes. Enfin, c'est avec un bien vif intérêt qu'on voit signalés sur ce tableau quatre ecclésiastiques, cinq femmes et neuf enfants, qui ont sauvé en tout vingt-deux personnes. Parmi les femmes, on remarque deux jeunes filles âgées de moins de vingt ans; et, parmi les enfants il en est qui avaient à peine atteint leur dixième année.

— En 1829, le nombre des ménages inscrits dans tous les bureaux de bienfaisance de Paris s'élevait à 30,361; en 1831, à 31,723; il ne s'élève plus, d'après le recensement de 1844, qu'à 29,676. Il y a donc pour l'ensemble de Paris une grande amélioration, puisque le chiffre des pauvres est inférieur quoique la population ait augmenté d'un cinquième.

(Journal des Débats.)

— Comme il était facile de le prévoir, la fabrication du sucre indigène a commencé la nouvelle campagne 1845-46 sous d'heureux auspices. Voici en effet les premiers résultats statistiques recueillis par l'administration et publiés dans le *Moniteur*.

Il y avait, à la fin de novembre, 296 fabriques en activité et 9 fabriques en non activité mais ayant des sucres en charge; c'est 10 fabriques en activité de plus que l'année dernière à pareille époque et 17 fabriques en non activité de moins. Ces chiffres sont la mesure des progrès dans la situation actuelle de l'industrie sucrière.

Les autres renseignements contenus dans le tableau publié par l'administration ne présentent qu'un intérêt secondaire à cette époque encore peu avancée de la campagne. Disons donc, pour mémoire seulement, qu'à la fin de novembre les charges étaient de 11 millions de kilogrammes et demi, à peu près au même taux que l'année dernière; que la mise en consommation n'était que de kilogrammes, ou 1,700,000 kilog.



# L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉJOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (Corse).

Mon gouvernement s'est appliqué à poursuivre l'exécution de grands travaux que vous avez votés. Les mesures nécessaires pour les conduire à leur terme vous seront proposées. Nous aurons ainsi en peu d'années donné à la France, d'une part, de puissantes garanties de sécurité, de l'autre, les moyens de déployer son activité économique et de répandre le bien-être dans toutes les parties de notre territoire et dans toutes les classes de la population. Et en même temps que ces importants résultats ont été atteints, la situation de nos finances est devenue de jour en jour plus satisfaisante.

Les lois de finances et diverses lois, qui ont pour objet d'introduire dans l'administration des améliorations importantes, vous seront incessamment présentées.

Je continue à recevoir de toutes les puissances étrangères des assurances pacifiques et amicales. J'espère que la politique qui a maintenu la paix générale, à travers tant d'orages, honorerait un jour la mémoire de mon règne.

L'amitié qui m'unit à la reine de la Grande-Bretagne, et que récemment encore elle m'a si affectueusement témoignée, et la confiance mutuelle de nos deux gouvernements ont heureusement assuré les bonnes et intimes relations des deux États. La convention conclue entre nous pour mettre au terme à l'odieux trafic des esclaves reçoit en ce moment son exécution. Ainsi, par la coopération cordiale des forces maritimes des deux États, la traite sera efficacement réprimée, et en même temps notre commerce sera replacé sous la surveillance exclusive de notre pavillon.

J'ai lieu d'espérer que l'action commune de la France et de l'Angleterre amènera, sur les rives de la Plata, le rétablissement des relations commerciales régulières et pacifiques, unique but de nos efforts.

« Des événements que je déplore, mais qui ont fait éclater de nouveau l'héroïsme de nos soldats, ont troublé nos possessions d'Afrique. J'ai pris des mesures promptes pour que la domination de la France y conservât partout la force et l'ascendant qui lui appartiennent. Avec l'aide du temps, notre persévérance énergique fondera la sécurité et la prospérité de l'Algérie.

à placer dans la tour de chargement un appareil ingénieux pour faire monter le minéral et le charbon jusqu'au guelard. Le produit journalier s'élève déjà à soixante et dix quintaux métriques, et ce chiffre sera incessamment doublé. La qualité de la fonte est même supérieure à celle que l'on avait précédemment obtenue quoique égale aux meilleures fontes de la Suède. On s'en sert avec le plus grand succès pour la fabrication des tôles et des aciers. Le directeur a conclu des marchés pour plusieurs milliers de tonnes avec des maîtres de forge du Nord et de l'Isère; il ne peut suffire aux commandes. Aussi la société a-t-elle résolu de construire un second haut fourneau et des feux d'affinerie. Ces travaux seront exécutés dans le courant de cette année.

L'usine de Toga a besoin chaque jour d'un bâtiment de cinquante tonnes pour ses approvisionnements de charbon et de minéral et pour l'expédition de ses fontes à Marseille. De là le mouvement extraordinaire qu'elle a imprimé à notre marine marchande, mouvement qui sera accru de moitié par la construction d'un second haut fourneau. La création de cette industrie, qui est destinée à recevoir de vastes développements, a été un immense bienfait pour notre ville.

Nous ne laisserons point échapper cette occasion de payer un juste tribut d'éloges au fondateur de l'usine de Toga, à M. de la Gironière, que nous avons vu avec regret quitter la direction de cet établissement, à une époque, où il semblait devoir recueillir le prix de son activité et de sa persévérance. Nous savons que les motifs les plus honorables ont dicté cette détermination. Il a eu à lutter contre des obstacles de tout genre dans un pays où la science de la métallurgie était presque inconnue, où il fallait tout créer. Pendant les trois années et demie qu'il a passées parmi nous, M. de la Gironière, par sa loyauté, son désintéressement, par l'affabilité de ses manières, s'est attiré à juste titre l'estime et l'affection publiques. C'est un hommage que s'est plu à lui rendre dans un procès récent, à l'une des audiences de la cour royale, M. le premier avocat général, qui n'a été que l'organe de la population de Bastia tout entière.

Nous lecteurs n'auront point, sans doute, oublié le navire le *Précurseur*, du port de Bastia, qui fut, le 23 décembre dernier si maladroitemment secouru par le vapeur le *Vautour*. On était sans nouvelles de ce bateau lorsque le 29 on a appris ici qu'il avait été sauvé. Voici les circonstances les plus importantes de cet événement.

Il paraît que le *Précurseur*, une fois abandonné par le *Vautour*, fut poussé au large, mais pendant la nuit le vent étant passé du sud-ouest au nord, le *Précurseur* fut sans doute repoussé vers les côtes de la Corse, puisque le 26 décembre matin, les employés de la douane de Solenzara aperçurent le navire à l'horizon. Aidé d'une longue vue, le sieur Ruggeri, brigadier des douanes de Solenzara, se convainquit bientôt que c'était un navire abandonné. Malheureusement il n'y avait pas de barque sur la côte et il fut impossible d'aller à l'aide du *Précurseur*. Toutefois le brigadier Ruggeri avait pris toutes les mesures pour travailler au sauvetage du navire s'il venait à échouer sur la côte. Le lendemain 27 le *Précurseur* était encore en vue à 4 kilomètres à peu près de Favona. Le brigadier Ruggeri envoya ses employés de ce côté et s'y rendit aussi lui-même. Fort heureusement que l'esquif le *St Jean Baptiste*, du port de Bonifazio, capitaine Miller, arrivait à Favona. Il fut donc possible d'aller au secours du *Précurseur*. C'est ce que l'on fit; quand on fut près du navire, le brigadier, bien que la mer fût devenue très grosse, parvint à s'élever sur le *Précurseur* et ayant reçu un câble jeté du *St Jean-Baptiste*, on put dès lors remorquer le navire et le conduire ainsi jusqu'à Portovecchio. On rencontra encore, fort heureusement, près de Pinarolo un autre esquif du port de Bonifazio.

Pour les personnes habituées à pressentir les événements politiques d'après les prédictions ou les espérances des journaux de l'opposition, grand sera dû être leur étonnement quand elles auront eu connaissance des premiers votes de la chambre des députés. Le ministère, d'après ces feuilles, était plus que jamais à la veille de sa chute. Voilà quatre ans que cette prophétie se faisait : cette année elle devait infailliblement s'accomplir. Toutes les précautions étaient prises. Toutes les nuances de l'opposition s'étaient entendues. Un candidat, homme fort honorable du reste, avait été adopté, de manière à prévenir toutes les divergences. Le succès était donc assuré, si succès il devait y avoir. Eh bien ! tout a été ruiné; toutes les espérances ont été dissipées, et au premier tour de scrutin, à une majorité supérieure à celle de l'année dernière, M. Sauzet a été proclamé d'emblée président de la chambre. Il y a un an que M. Sauzet n'avait été nommé qu'au second tour de scrutin et à la majorité relative de 48 voix. Cette année, il l'est au premier tour et à la majorité relative de 60 voix, 213 voix contre 147 accordées à M. Dufaure.

Ce premier succès de l'opposition conservatrice a été suivi d'un second, d'un troisième et même d'un quatrième. Les quatre vice-présidents, portés par elle, ont été nommés. L'année dernière l'opposition avait obtenu la nomination du 1<sup>er</sup> vice-président : cette année rien. Il en a été ainsi pour les secrétaires : un seul membre de l'opposition a été élu et cette nomination avait été acceptée, sans donner aux opérations du bureau toutes les garanties d'impartialité.

La constitution des bureaux a amené les mêmes résultats. Sur dix-huit nominations, seize appartenant au parti conservateur; deux seulement à l'opposition. Enfin la nomination de la commission de l'adresse a fait sortir neuf membres, dont huit appartenant encore à cette même opinion conservatrice, et dont le 9<sup>m</sup> M. St Marc Girardin, est loin d'être un opposant quand même, un opposant que l'opposition puisse sérieusement réclamer. Les autres membres de la commission sont MM. Doyeyrmon, Delessert, Couture, Vitet, Bignon, J. Lefebvre, Desmoussaux de Givré, d'Angerville. Les candidats de l'opposition ont obtenu 140 voix à peu près contre 210 qu'auraient eues les candidats conservateurs. On le voit, les votes de la chambre se suivent, s'enchaînent, s'expliquent et se fortifient les uns les autres.

A cela il doit y avoir une raison et il nous semble qu'il est facile de la trouver. Le pays est calme aujourd'hui. Toutes les grandes et difficiles questions ont été tranchées. Dans l'intervalle des deux sessions le ministère a obtenu des résultats tel que l'abolition du droit de visite, qui ont dû satisfaire et rassurer. De là alors l'adhésion que la majorité, plus forte, plus unie que l'année dernière, a accordé au cabinet. Le calme général du pays, que le discours de la couronne s'attache à reproduire, a donc exercé son influence au palais Bourbon, comme ailleurs, et l'on n'a pas compris le désir des journaux de l'opposition qui voulaient qu'on soulevât de nouvelles tempêtes pour agiter le pays, probablement pour donner une satisfaction à leurs impatiences et à leurs prophéties qui resteront démenties par les faits, sans que l'opinion publique s'en montre bien inquiète ou bien mécontente.

## OUVERTURE DE LA SESSION DE 1845.

### DISCOURS DU ROI.

« Messieurs les pairs, messieurs les députés.

« En vous réunissant autour de moi, je suis heureux de penser que nous pouvons nous féliciter ensemble de l'état général de notre patrie. J'ai la confiance que l'accord des pouvoirs de l'État et le maintien de notre politique d'ordre et de conservation assureront de plus en plus le développement régulier de nos institutions et le progrès de la prospérité nationale.

## L'INSULAIRE FRANÇAIS.

de moins qu'en 1845; enfin que les droits perçus par le fisc étaient d'environ 9 millions de francs, ou 2 millions de plus qu'en 1845.

Les 305 fabriques de sucre de betterave sont réparties entre les départements dans la proportion qui suit: 143 dans le Nord, 62 dans le Pas-de-Calais, 34 dans l'Aisne, 27 dans l'Oise, 3 dans le Puy-de-Dôme et 24 dans quatorze autres départements.

La nouvelle direction du COURRIER FRANÇAIS a déjà annoncé qu'elle resterait fidèle aux traditions de Benjamin Constant et de Chateaubriand, et le rapide succès qu'elle obtient le Journal, les nouveaux abonnés qui viennent chaque jour s'inscrire en grand nombre prouvent que le public a parfaitement compris.

Au nombre des améliorations importantes que le COURRIER FRANÇAIS annonce, on doit remarquer que pendant tout le temps de la session de nombreux suppléments seront publiés de telle façon que les débats des chambres soient donnés aussi complètement que possible.

Incessamment le COURRIER FRANÇAIS sera imprimé en caractères neufs. De plus, les abonnés du COURRIER FRANÇAIS recevront, chaque mois, des primes consistant en ouvrages de nos meilleurs écrivains.

Rien n'a été négligé pour que la REDACTION LITTÉRAIRE du COURRIER FRANÇAIS se distingue autant par la variété que par l'élévation.

Le COURRIER FRANÇAIS publie en ce moment un très beau et très curieux roman, STELLA ET VANESSA, par M. LÉON DE VAILLY.

Les nouveaux abonnés qui s'inscriront à partir du 16 décembre ou du 1<sup>er</sup> janvier prochain recevront gratis et franc de port, tout ce qui aura paru de STELLA ET VANESSA.

Immédiatement après STELLA ET VANESSA, le COURRIER FRANÇAIS publiera la MARQUE AU DIABLE, par GEORGES SAND, et les VAMPIRES, suite des amours de Paris, 6 volumes par M. PAUL FÉVAL.

En outre, le COURRIER FRANÇAIS publiera, pendant le cours de la session une série de TRAITÉS PARLEMENTAIRES, par M. PAULIN LIMAYRAC.

A partir du 29 décembre 1845, le COURRIER FRANÇAIS publiera une édition complète des DÉPARTEMENTS et un BULLETIN COMMERCIAL, INDUSTRIEL ET AGRICOLE.

Le prix de l'abonnement pour les DÉPARTEMENTS EST POUR UN AN 48 FR. — SIX MOIS 24 FR. — ET TROIS MOIS 12 FR.

On s'abonne à Paris, au bureau du Journal, rue de Boulogne, 25 et dans les départements chez les directeurs de postes et aux bureaux des Messageries.

## L'ESPRIT PUBLIC

journal quotidien à 42 fr. par an (format du *Siccle*) se recommande également par la netteté et l'indépendance de sa politique, confiée à la direction de M. Charles Lesseps, ancien rédacteur en chef du *COMMERCANT*, et par l'intérêt de sa rédaction littéraire. Son intéressant feuilleton de BELLE-ROSE, qui lui donne en prime à ses nouveaux abonnés, va être suivi d'autres ouvrages non moins remarquables, signés des noms les plus populaires. Les MÉMOIRES AUTHENTIQUES de M<sup>le</sup> Lenormand (seule publication faite par les héritiers) paraissent surtout devoir exciter vivement la curiosité publique.

Les bureaux sont à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 13. — On s'abonne également chez tous les Directeurs des postes, et dans tous les bureaux des Messageries Royales et Générales, qui transportent l'argent sans aucune addition de frais. — Prix, pour les départements: 42 fr. par an, 21 fr. pour 6 mois, 10 fr. 50 c. pour 3 mois. (Voir aux ANNONCES.)

## ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE BASTIA.

Du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 1845.

### NAISSANCES.

Solotti Michel, rue des Zéphirs. — Belloni André, rue St-Joseph. — Scarpellini Noël, rue du Môle. — Raffalli Angelina-Marie, rue St-Joseph. — Poggi Maria-Nonciade-Philomène, rue des Terrasses. — Domi-

nicali Marie-Henri, fille naturelle reconnue, rue Colonnella. — Grimaldi Pascal, rue de la Paroisse. — Grimaldi François-Antoine, rue du Môle. — Gianni Nicolas, rue du vieux marché. — Severone Joseph-Marie, rue du vieux marché. — Poggioli Dominique-Nicolas, rue des Zéphirs. — Vinciguerra Jean-Antoine, rue St-Nicolas. — Oliva Antoine-Pierre, rue du Môle. — Simon-pieri Marie-Marthe, rue St-Joseph. — Sarti Denis, rue de la Paroisse. — Bastide Marie-Josephine, rue Fontanaccia. — Verzura Marie-Epiphanie, rue du vieux marché. — Sodini Urbain-Optat-Thiburse, fils naturel reconnu, rue St-Jean. — Bastelica André-Augustin, rue St-Jean. — Mariani François-Marie-André, rue St-Angelo. — Bianchi Joseph-Marie, rue St-Charles. — Salvarelli Marie-Angeline, rue du Pontetto. — Delcoro Adolphe-Roch-Jean, rue Chiappa. — Castaldi Marie-Quille-Dominique, rue des Zéphirs. — Fontana Marie-Lucie, rue du vieux marché. — Casula Sébastien, rue des Zéphirs. — Alfonsi Noël, rue Sasso. — Budani Marie-Lucie, rue St-Joseph. — Dechenoux Eugénie-Nathalie, rue des Zéphirs. — Pomicelli Marie-Innocente, rue Napoléon. — Lambert Marie-Adélaïde-Josephine, rue Napoléon. — Mangetti Charles, rue Gabelia. — Lonata Jeanne, rue de la Fontaine neuve. — Loquente Natalie-Apollonie, rue Spinola. — 6 enfants trouvés.

MARIAGES.

Le 1, Dellacasa Antoine, pêcheur, 48 ans, veuf, et dame Galeazzi Marie, ménagère, 46 ans, veuve, rue des Zéphirs. — Le 6, Sanguinetti François, maître cor-donnier, 28 ans, et demoiselle Catone Catherine, 28 ans, rue St-Jean. — Le 7, Sigaudy Jean-Louis-Ernest-Manuel-Honoré, docteur en droit et avocat général à la cour royale de Bastia, 34 ans, et mademoiselle Podestà Anne-Marie-Antoinette, rentière, 19 ans, rue du Môle. — Le 8, Zacks Henry-Robert, canonier vétérinaire, 45 ans, et dame Andreani Marie-Gentile, ménagère 57 ans, veuve, rue St-Joseph. — Le 8, Venturi Paul, journalier, 34 ans, et demoiselle Gasparini Marie, ménagère, 16 ans, rue de la Paroisse. — Le 13, Dedias Antoine-Laurent, vigneron, 29 ans, et demoiselle Dias Marie-Mag-deline, tailleur, 21 ans, rue Napoléon. — Le 18, Lombardi Sébastien-Laurent, négociant, 26 ans, et demoiselle Maureau Rose-Josephine-Julie-Honorine, propriétaire, 20 ans, rue de la Traverse. — Le 18, Braccini Noël, forgeron, 21 ans, et demoiselle Paganini Elisabeth, ménagère, 20 ans, rue Napoléon. — Le 24, Salicetti Etienne, négociant et propriétaire, 29 ans, rue des Zéphirs. — Le 30, Tommasi Louis, avocat à la cour royale de Bastia, 31 ans, et mademoiselle Félicité, Al-mée Arena, propriétaire, 18 ans, rue St-Angelo. — Le 31, Briz Jean-Félix, gendarme à pied, 30 ans, et demoiselle Riella Marie, ménagère 22 ans, rue St-Angelo.

DÉCÈS.

Modena Romulus, 10 mois, rue des Zéphirs. — Antonetti Paul, laboureur, 50 ans, Hospice civil. — Ben-zech Jean-Jacques, caporal au 10<sup>e</sup> 23 ans, Hôpital militaire. — Zuani Marie, 3 ans, rue de la Place d'arme. — Bousquet enfant mort né de l'évêché. — Musci François-Antoine, journalier, 18 ans, Napoléon. — Valentini Marie-Fiora, veuve, née Subero, 51 ans. — Casanova Marie-Catherine, 10 ans, rue Turquino. — Gacciapiu Engeline-Marie, 22 ans, rue du Guadello. — Ciprari Marie-Antoinette, 2 mois, rue St-Joseph. — Meria Noël, 7 mois, rue Colonnella. — Guist Louis, commerçant 45 ans, Hospice civil. — Simonpieri Marie-Marthe, rue St-Joseph. — Lombardi Angeline fem-me Rossi, 45 ans, rue Collo. — Raffalli Blaise Juge de paix à Bastia, 71 ans, marié, rue Fontanaccia. — Ma-caluso Marie-Assomption, 23 ans, rue St-Charles. — Andreotti Attilio, cultivateur, 26 ans, Hospice civil. — Sanguinetti François, tailleur d'habits, 63 ans marié, rue des Zéphirs. — Djalma Aroquive 21 ans, rue St-Joseph. — Pietri Pierre-François, 2 mois, rue du Môle. — Bonaldi Jean, mulâtre, 26 ans, rue de la Paroisse. — Escalier Josephine, 16 ans, rue de la Paroisse. — Parodi Anne-Marie, veuve Molinari, 76 ans, rue Napoléon. — Pettinelli Jean-Martin, laboureur, 24 ans, rue St-Joseph. — Franchi Philippe, 43 mois, rue Colonnella. — Vanni Charles, laboureur, marié, 34 ans, Hospice civil. — Cormalacci Marie-Benoîte, 3 mois, rue du Môle. — Busi Marguerite, 5 ans, rue St-Angelo.

## SIROP D'ÉCORCES D'ORANGES,

de J. P. LAROSE pharmacien à Paris.

Les expériences de M. le baron Lefèvre, docteur en médecine de la Faculté de Paris, prouvent son efficacité dans l'absence d'appétit, mauvaise digestion, convalescences traînantes, langueur, dérèglement, constipation, débilitation organique, gastralgie, gastrite aiguë ou chronique, 3 fr. le flacon avec la notice sur son application. On évite les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Larose. Dépôt chez M. Pometti pharmacien à Bastia. (7637.)

## LA CRÉOSOTE-ZILLARD contre les

## MAUX DE DENTS

enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive, et guérit la carie des dents gâtées. 2 fr. le flacon avec instruction. Pharmaciens dépositaires : MM. Sampaolo à Ajaccio; Pometti à Bastia; Sanguinetti à File-Rousse. (7635.)

## PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES

Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

## LA LETIZIA

Partira de Bastia pour Marseille dimanche 4 courant à 8 heures du matin.

## PORT DE BASTIA.

### ARRIVÉES.

Marseille, 24 décembre, bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx, c. Bugliani, divers. — Marseille, 25 id. paquebot Bastia, français, de 120 ch. c. Santi, lieu. de v. dépêches. — Livourne, 25 id. bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 28 tx, c. Battisti, div. et pass. — Cette et Portoferrajo, 26 id. brick G. Sebastiani, français, de 119 tx, c. Valzi en lest. — Rio, 26 id. brick-golette Antoinette, français, de 51 tx, c. Belgodere, minéral. — Livourne, 28 id. mistick Assomption, français, de 29 tx, c. Stretti, avoine, blé. — Marseille, 31 id. paquebots Bastia, français de 120 ch. c. Santi, dépêches. — Du Cap-Corse, du littoral et de la plage 10 bâtiments, avec vin, bois, charbon, dalles etc.

### DÉPARTS.

A la mer, 24 décembre, bat. à vap. Vautour, de l'État, de 160 ch. c. Leps lieu. de v. — Marseille, 26 id. paquebot Bastia, français, de 120 ch. c. Santi lieu. de v. dépêches et pass. — Livourne, 27 id. golette Assomption, français, de 42 tx, c. Thiers, en lest. — Livourne, 27 id. bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 28 tx, c. Battisti, passagers. — Marseille, 28 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, français, de 104 tx, c. Valzi, divers. — Ajaccio, 29 id. bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx, c. Bugliani, divers. — Livourne, 29 id. gondole Assomption, français, de 10 tx, c. Rutali, huîtres. — Au Cap-Corse, au littoral et à la plage 12 bâtiments, avec blé divers et en lest.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

## JOURNAL POLITIQUE ET QUOTIDIEN

42 fr. par an; 10 fr. 50 c. par trimestre (format du *Siccle*).

## L'ESPRIT PUBLIC

a conquis en deux mois une haute position dans la presse parisienne; ce journal se recommande en première ligne par la netteté et l'indépendance de sa politique, confiée à la direction de M. Charles Lesseps, ancien rédacteur en chef du *COMMERCANT*. Ses TABLETTES POLITIQUES hebdomadaires, destinées à introduire le public dans les secrets intimes de la politique non officielle et toujours fécondes en révélations piquantes, ont acquis une vogue que l'on ne saurait contester, ses nombreux articles sur l'Université, la science, la littérature, etc., ont été lus avec un intérêt croissant; qu'il nous suffise de citer pour la critique et les mélanges : MM. de Cormenin, Gustave Planche, Henri de Latouche, Adolphe Dumas, etc.; pour les romans et nouvelles Charles R. baud, etc. Au nombre de ses publications prochaines, l'ESPRIT PUBLIC compte les MÉMOIRES AUTHENTIQUES de mademoiselle Lenormand (seule publication faite par les héritiers). On s'abonne chez tous les directeurs de postes. Tous les bureaux des messageries de la rue Notre-Dame-des-Victoires, et des Messageries générales de France, Caillard et comp., dans les départements, reçoivent aussi les abonnements à l'ESPRIT PUBLIC, au prix de 10 fr. 50 c. pour trois mois, 21 pour six mois, et 42 fr. pour l'année, et sans aucune addition de frais pour port d'argent et commission. Toute demande d'abonnement non accompagnée du paiement sera considérée comme non avenue. On peut aussi envoyer des mandats sur Paris. Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées. Il sera donné aux nouveaux abonnés, pour trois mois, le feuilleton de BELLE-ROSE, par M. Amédée Achard, dont la publication s'achève. Les nouveaux abonnés, pour six mois au moins, recevront, en outre, FONTAINE-AUX-PERLES, par M. Paul Féval, ANDRÉ DEL SARTO, par M. Alexandre Dumas; LE VIOLON DE FIDELIO, par M. Edouard Ourliac.



cio, le St Philippe, patron Mussi, qui prisa son secours avec empressement. La cargaison du *Précurseur* paraît n'avoir souffert aucune avarie; le navire lui-même était intact, sauf à l'abord où il a légèrement souffert. Nous ne saurions trop féliciter le brigadier Ruggieri qui par son sang froid et son dévouement, est parvenu à sauver le *Précurseur* qui aurait pu venir se briser à la côte.

## COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER GAVINI.

Audience du 29.

En 1843, deux jeunes gens de Bocognano, Paul-Antoine Piarchi et Ignace Vizzavona échangeaient quelques soufflets. Cette vieille animosité devait se ranimer un an plus tard, et amener les plus terribles conséquences.

Le 12 janvier 1844, Vizzavona et Pietri, dit Castagnino, son ami, sortaient du village, lorsqu'un instant arrêtés devant la maison de M. le juge de paix, ils sont assaillis par un chien; pour l'éloigner, Pietri le couche en joue, au moment où les propriétaires de cet animal, les frères Piarchi, se présentaient devant le fusil de Castagnino. Effrayé de cette attitude, Jacques Piarchi demande à grands cris le secours de ses frères. Paul-Antoine se jette sur Pietri; une lutte s'engage et les deux combattants sont poussés vers une ruelle. En vain Pietri s'efforce-t-il de faire comprendre à Paul-Antoine qu'il n'en voulait pas à ses jours, qu'il avait seulement voulu faire peur au chien, Piarchi exige que Castagnino lui remette son arme: pour le rassurer entièrement, Pietri cède son fusil au nommé Marcaggi, témoin de cette scène.

De retour sur la place de M. le juge de paix, Paul-Antoine voit Vizzavona qui, appuyé contre un mur, paraît se tenir en défense. — Piarchi se précipite sur lui et saisit par le canon le fusil dont Vizzavona tient encore la crosse. Les deux ennemis sont en présence: ils veulent vider leurs querelles sans témoins: ils conviennent de quitter le village et se rendent seuls à Macinico, Piarchi tenant encore par le canon le fusil de Vizzavona.

On n'entend point de déplorer aucun malheur à Antoine-Dominique Piarchi ne fut accouru, armé d'un fusil au secours de son fils; avec lui ses deux autres fils se mêlent à une lutte qui devenait ainsi inégale, puisque Vizzavona, seul, avait contre lui Paul-Antoine Piarchi, armé d'un pistolet, et maître, pour ainsi dire, du fusil d'ignace; Charles Piarchi, un stilet à la main, tenait au collet Vizzavona, qu'Antoine Dominique couvrait en joue avec son fusil; tandis que, un peu plus loin, Jacques Piarchi, lui aussi armé d'un fusil, s'apprêtait à faire feu. Heureusement pour Vizzavona, presque en même temps que les Piarchi, survinrent aussi à Macinico Pietri et Mathieu Tavera, tous deux désarmés; et avec eux Marcaggi, tenant encore le fusil de Castagnino. Des explosions se font entendre. — Charles Piarchi est mortellement frappé d'une balle de pistolet; il expire quelques heures après, accusant de sa mort Antoine Pietri dit Castagnino. — Antoine Dominique, blessé d'un coup de fusil, n'a survécu que 17 jours à sa blessure. Pendant que Mathieu Tavera s'efforçait de désarmer Jacques Piarchi, Paul-Antoine qui avait vu tomber son père, s'empare du fusil que Marcaggi avait, quelques instants avant reçu des mains de Castagnino, il fait feu sur Tavera qui est blessé par de petits plombs de chasse; Paul-Antoine tire aussi sur Castagnino qui, comme Tavera, est atteint de plusieurs petits plombs. — Quelques minutes après, Vizzavona faisait constater qu'il avait reçu des coups de stilet et une balle de pistolet.

Il était difficile d'attribuer à chacun la part qu'il avait prise dans cette mêlée. Cependant aucune responsabilité ne pouvait peser sur Tavera, ni sur Jacques Piarchi. Antoine-Dominique et Charles avaient succombé à leurs blessures, la justice n'avait dès lors plus à s'occuper que de Paul-Antoine Piarchi, de Pietri et de Vizzavona: tous, ils sont mis en accusation; Pietri et Vizzavona pour avoir ensemble et de complicité donné la mort au père et au fils Piarchi; Paul-Antoine pour avoir tenté de donner la mort à Pietri et à Vizzavona, d'abord et à Mathieu Tavera ensuite.

Traduit aux assises, Paul-Antoine Piarchi, avoue avoir tiré sur Pietri; mais son père se mourait, et à côté de lui son fils Charles rendait le dernier soupir! Le jury, admettant l'excuse de la légitime défense a acquitté Paul-Antoine sur le chef de tentative de meurtre commise sur Pietri et Vizzavona; mais, tout en le dé-

clarant innocent de la seconde tentative commise sur Tavera, le jury reconnaissant Paul-Antoine coupable de blessures simples sur le même Tavera, et il admettait même l'excuse de la provocation. — Aussi à l'audience du 18 mai 1844 Piarchi est-il condamné à 6 mois de prison.

Castagnino Pietri se constituait volontairement prisonnier le 10 septembre suivant, malgré la déclaration de Charles Piarchi il était acquitté, le ministère public ayant abandonné l'accusation.

Vizzavona seul gardait encore la campagne, devenu le compagnon du fameux Bastianesi, il n'abandonnait plus ce contumax. Aussi, si l'on en croit les agents de la force publique, Vizzavona se trouvait à la Trova le 22 juin 1844, lorsque trois bandits commandés par Bastianesi se battaient pendant deux heures contre un détachement de voltigeurs corses.

Arrêté, Vizzavona comparait enfin aux assises; il doit y rendre compte et du meurtre d'Antoine Dominique, et de quatre tentatives de meurtre commises sur quatre agents de la force publique.

M. Sigaudy a soutenu l'accusation: il n'a pas insisté sur le meurtre de Charles, les débats ayant été établis par Paul-Antoine son frère pouvait seul en être l'auteur. Quant aux autres chefs d'accusation, M. l'avocat général les croit suffisamment établis, il demande que le jury le reconnaisse avec lui.

M<sup>re</sup> Casabianca aine et Casabianca jeune, plaident pour Vizzavona. Le meurtre d'Antoine-Dominique est certain: mais, assailli par quatre individus, Vizzavona pouvait et devait repousser leur agression; ce crime a été commandé à l'accusé par la nécessité de défendre ses jours: il doit être acquitté. Pour ce qui est de l'attaque de la Trova, les voltigeurs placés à une certaine distance de ceux contre lesquels ils faisaient feu, ont pu se tromper sur l'identité de leurs adversaires, d'autant plus qu'il était presque nuit alors que se livrait le combat de la Trova.

Dans tous les cas, disent les défenseurs, si la culpabilité de Vizzavona devait être admise pour le fait de la Trova, il est naturel de penser que les voltigeurs, ont les premiers fait feu sur les bandits, que dès lors le crime de ces derniers devient excusable. Les avocats ajoutent que si l'on ne reconnaît pas la légitime défense dans le fait du 12 janvier, l'on ne peut au moins se dispenser d'admettre l'excuse de la provocation.

Ce dernier système a été accueilli par le jury, et Vizzavona, reconnu coupable du meurtre d'Antoine-Dominique Piarchi, et des quatre tentatives de meurtre sur les voltigeurs corses, le tout à la suite de provocation violente, a été condamné à quatre années d'emprisonnement. — L'audience s'est terminée à dix heures du soir.

## Audience des 30 et 31.

Percepteur des contributions à Bonifacio. Emmanuel Rù avait fait dans le pays d'importantes acquisitions. Vieillard presque octogénaire, il aimait pourtant encore à surveiller par lui-même la culture de ses propriétés, et le 10 juillet dernier, il était avec son domestique, Egidio Lena, à sa campagne de *Costarana*, lorsque, vers 6 heures, deux hommes se présentent à lui pour demander le chemin de la montagne. Poursuivis par la justice, disaient-ils, ils attendront la nuit pour voyager avec plus de sûreté. — A huit heures, Rù fait observer à ses hôtes qu'ils peuvent enfin se retirer. — Oubliant alors tout sentiment d'humanité, ces bandits contraignent ce malheureux vieillard et son domestique à marcher devant eux. Après quelques heures de pénible voyage à travers des makis fort épais, l'on arrive à la fontaine de Macillara, où l'on prend quelques moments de repos. — Rù supplie alors les bandits de le transporter sur le chemin de Bonifacio: ses souffrances sont horribles, il ne peut plus avancer. Mais il n'était pas encore au bout de ses tourments: forcé de marcher toute la nuit, sous les coups de crosse que lui appliquent ces lâches assassins, Rù et son domestique se reposent le jour suivant dans un bois, où, un peu de pain d'orge forme leur unique nourriture. — A la nuit l'on se remet encore en marche, et le lendemain matin on s'arrête dans le bois de *Figarella* près de Figari.

Les bandits dévoilent leurs pensées: ils disent à Rù qu'il n'obtiendra sa liberté qu'au prix de 10,500 fr. — Rù écrit à sa femme pour lui faire part de sa triste position, et demander la rançon qu'on exige de lui. Lena doit partir pour Bonifacio chargé du message pour M. Rù, mais les bandits lui imposent une guide c'est Jean-Pierre Lucciani de Poggia (Figari). — Devant Lena, Lucciani paraît résister d'abord; mais les bandits le menacent de leurs stilets et Jean-Pierre se soumet. —

Le lendemain, réponse de M. Rù constatant l'impossibilité où elle se trouvait de faire parvenir sans mai au delà de 1,000. — Nouveaux insinuations de Rù; en même temps que les bandits chargeaient le maire de Figari le sieur Finidori de recevoir les 10,500 fr. et de les leur remettre dans le bois de Figarella.

Après bien des difficultés, le soir du 16, M. Rù a pu se procurer une somme de 5,000 fr. — Guidé par Lucciani, le sieur Finidori se rend au bois. — Cachés derrière un buisson, les bandits lui font compter l'argent; mais la somme n'est pas complète, ils veulent dès lors retenir Rù jusqu'à ce qu'on leur ait compté les 5,500 fr. qui manquent à la rançon par eux fixée. — Le maire de Figari n'écoutant que son courage dit aux bandits qu'il va leur reprendre l'argent qu'il vient de leur compter; il ose même les menacer de les poursuivre d'outrance. — Les bandits après quelque résistance consentent enfin à donner la liberté à cet infortuné vieillard qui, rentré le 17 à Bonifacio, se mourait quelques mois après ces tristes événements.

La conduite de Lucciani a paru équivoque, aussi, est-il aussitôt arrêté et avec lui, le maire de Figari. Cependant une ordonnance de non lieu a été rendue en faveur de Finidori; tandis que Lucciani était renvoyé devant le jury sous l'accusation de complicité de séquestration de personnes et de vol à main armée.

M. Levie soutient l'accusation: il est impossible que l'accusé se soit trouvé par hasard dans le bois où les bandits sequestrent l'infortuné Rù. Lucciani connaissait les signes de ralliement de ces criminels, il a dû être leur complice ou tout au moins il les recelait. Il doit dès lors être condamné ne fût-ce que pour le délit de recel.

M. Giordani présente la défense de Lucciani. Il soutient que l'accusé n'a pas été le complice des bandits, Lucciani ne s'est pas présenté dans la propriété du sieur Rù, il ne les a pas accompagnés alors que le vieillard était conduit dans le bois. Il n'a dès lors pas aidé à la séquestration. Quant au vol, il n'a été que l'instrument passif des bandits qu'il a rencontrés par hasard lorsqu'il revenait de son aire. — Dans le système de la défense, Lucciani n'a jamais recélé des bandits qu'il voyait pour la première fois. M. Giordani demande l'acquiescement de son client.

Reconnu coupable de recèlement de criminels, Lucciani a été condamné à 2 ans de prison.

L'on est encore à se demander quels sont les auteurs de cette extorsion de la somme de 5,000 fr. Dans la procédure il est bien parlé du contumax Vaggiannelli; mais rien de positif n'est encore établi et dans tous les cas il resterait toujours à rechercher l'autre coupable.

## Audience du 2 janvier 1846.

Bondini Antoine, lucquois, établi à Zigliara depuis quinze ans environ, n'avait point d'ennemis. Cependant le 25 février 1845, au lieu dit *Siligaja* il tombait frappé d'un coup d'arme à feu.

La voix publique accusa aussitôt de ce lâche assassinat le nommé Pierre Bozzi, dont les mauvais penchants étaient assez connus. Des indices fort graves ne devaient bientôt laisser aucun doute sur la culpabilité de cet homme, qui, quinze jours avant l'événement, à la suite d'une très légère altercation avait menacé de la mort celui qui devait devenir sa victime. — Effrayé de l'attitude de son adversaire, Bondini se met sous la protection de la famille de Bozzi lui-même; mais le lendemain l'accusé disait en passant sous les fenêtres de cet étranger: *tu as averti mes parents, mais je ne serai content que lorsque je t'aurai envoyé une bonne balle dans la poitrine.*

Le jour de l'événement, Bozzi se rend chez Bondini, et demande au jeune fils de ce dernier de lui désigner l'endroit où son père se trouvait. — Quelques heures après, Bondini était assassiné.

A ces indices, déjà si graves, venait se joindre une circonstance accablante pour l'accusé: le jour même de l'événement Bozzi prenait la campagne. Bientôt il devient un bandit redoutable; il enlève des femmes sur lesquelles il assouvait de coupables desirs, et il paraît même que depuis le 25 février, d'autres crimes contre les personnes lui ont été imputés.

Arrêté, Bozzi comparait aux assises, se renforçant dans un système de dénégation absolu. Cependant les débats ne permettent plus le doute. Bozzi aurait fait avec plusieurs témoins l'aveu de sa culpabilité. Aussi M. Sigaudy n'a pas de grands efforts à faire pour soutenir l'accusation.

Sans abandonner entièrement le système de son client, M. Casabianca aine s'attache principalement à démontrer que le crime reproché à l'accusé peut ne

pas être un assassinat: une rencontre a eu lieu, quelques mots ont dû être échangés et si l'on ne peut établir la provocation, au moins faut-il écarter la préméditation et admettre les circonstances atténuantes.

Reconnu coupable d'assassinat avec circonstances atténuantes, Bozzi a été condamné aux travaux forcés à perpétuité et peines accessoires.

Audience du 3 (1<sup>re</sup> affaire).

Paul François-Marie de Vescovato est accusé d'assassinat. Il comparait aujourd'hui aux assises; mais l'absence de quelques témoins essentiels a motivé le renvoi de cette affaire à une autre session.

Même Audience (2<sup>e</sup> affaire.)

C'est encore l'absence de quelques témoins qui fait renvoyer à une prochaine session la connaissance du procès instruit contre Jean Baptiste Scapula, de Bastelica, accusé d'assassinat.

La session du 4<sup>e</sup> trimestre 1845 a été close.

## Nouvelles diverses.

— Le *Moniteur* publie les harangues officielles adressées au roi à l'occasion du jour de l'an et les réponses de S. M.

Voici le discours prononcé par le nonce apostolique au nom du corps diplomatique.

«Sire, à cette occasion solennelle de l'année naissante, le corps diplomatique s'empresse toujours avec une vive satisfaction de vous offrir les vœux les plus sincères pour la prospérité complète de votre majesté, de votre royale famille et de la France.

«La durée prodigieuse de la paix générale, est la preuve la plus éclatante de la haute sagesse de votre Majesté et des autres souverains, et du parfait accord de leurs cabinets. La reconnaissance du monde entier ne peut être égale que par la grandeur des bienfaits qu'il en reçoit.

«Protégée du Ciel cette œuvre sublime ne cessera point de produire ses merveilles.

«Après vous avoir félicité comme roi, le corps diplomatique se plaît infiniment à vous féliciter comme père.

«De nouvelles joies de famille se sont succédé même récemment comme gage de bonheur à votre auguste famille, en grandissant par le nombre de ses membres, grandira par le mérite de leurs actions et votre Majesté jouira pendant longtemps encore de toutes les consolations désirables pour son cœur paternel.

«Avec les vœux et les félicitations du corps diplomatique, dignez, sire, agréer l'hommage de son profond respect.»

## Le roi a répondu :

«J'éprouve toujours une grande satisfaction en recevant les félicitations que vous m'apportez au nom du corps diplomatique.

«Je suis bien touché de vous entendre apprécier comme vous venez de faire, mes constants efforts pour prévenir et écarter tout ce qui pourrait attirer sur la France et sur le monde le fléau de la guerre, et pour cultiver et prolonger autant que cela dépend de moi, l'heureux accord qui subsiste aussi complètement entre tous les souverains et tous les gouvernements. Je m'unis à vous bien sincèrement pour remercier Dieu de l'avoir aussi efficacement protégé. Chaque nouvelle année de paix qu'il nous accorde est un gage de plus de sa stabilité; et quand, regardant en arrière, nous comptons avec bonheur les nombreuses années de paix dont nous avons joui, nous pouvons lire dans l'avenir avec la même confiance et présager au monde une longue continuation de ce grand bienfait.

«Je suis bien sensible à ce que vous me dites pour mes enfants et à la part que vous prenez aux consolations qui à plu à la providence de m'accorder dans l'accroissement de ma nombreuse famille, et c'est avec plaisir que j'en recois l'expression par votre organe; j'en remercie le corps diplomatique au nom de la reine et de tous les miens.»

— Rien n'a encore transpiré sur le résultat de l'entrevue qui a eu lieu à Rome entre le pape et l'empereur Nicolas. La *Gazette d'Augsbourg* du 22 décembre, reçue ce matin à Paris, annonce qu'elle possède des renseignements sur cette conférence, mais qu'elle en ajourne la publication. En attendant, le séjour du czar en Italie paraît avoir contribué à la révélation de certains détails assez curieux sur sa vie intime. L'empereur, dit-on, couche sur un coussin de cuir rempli de toin,

ayant une paire de pistolets à son chevet et un gros chien dans son appartement. La crainte d'une mort violente semble le préoccuper beaucoup. Les officiers de sa suite tremblent devant lui et ne lui parlent qu'avec des démonstrations de respect dont aucune autre cour d'Europe n'offre l'exemple.

## On lit dans les Débats :

«Les deux ententes du Souverain-Pontife avec l'Empereur Nicolas sont ici l'objet de toutes les conversations. On ne sait rien encore à cet égard officiel et de précis. Seulement on s'accorde en général, dans toutes les lettres reçues de Rome, à dire que c'est le Souverain-Pontife qui a pris l'initiative et a placé de prime abord la conversation sur le terrain des affaires religieuses. Il a tenu au czar un langage très ferme, affectueux et sévère, empreint d'une profonde tristesse, et qui a produit, dit-on, sur Nicolas une vive impression. Lors de la première entrevue, le Souverain-Pontife avait sur sa table deux ukases rendus par l'Empereur Nicolas, et dont l'un a demandé la révocation. Ces deux ukases non seulement enlèvent au pouvoir civil toute espèce de juridiction sur les affaires religieuses des communautés chrétiennes en Russie, et investissent le clergé gréco-russe, mais encore ils lui confèrent le droit sans appel d'appliquer les peines pour tous les délits en pareille matière, contrairement aux ukases de Catherine II et d'Alexandre.

«Le Souverain-Pontife, en se séparant de l'Empereur, lui a remis une note où se trouvent exposés les griefs du Saint-Siège contre le chef de la religion grecque. L'Empereur avait pris S. S. de ne point se déroger pour lui rendre sa visite, et en effet le Pape n'est point allé le voir. Les cardinaux Lambruschini, Bernetti, Acton et Mezzofanti, membres du gouvernement papal, sont les seuls cardinaux qui soient allés chez S. M. L. Le cardinal Lambruschini a eu plusieurs conférences avec l'Empereur et avec M. de Nesselrode, son ministre des affaires étrangères. Parmi les prélats romains de Rome, M. Antonelli, trésorier, et M. Spada-Medici, président des armées, sont allés faire leur cour à S. M.

«L'Empereur, dans ses promenades dans Rome, était vêtu d'un simple paletot gris, et n'avait avec lui qu'un aide de camp habillé en bourgeois. Quoiqu'il se soit montré généreux, qu'il ait fait beaucoup d'acquisitions de statues, de tableaux, de mosaïques, et qu'il ait fait même d'assez larges aumônes, la population romaine lui a fait en général un accueil froid et assez peu respectueux. On assure notamment qu'à la promenade du Piccio, où sa voiture suivait, comme celle d'un simple particulier, la file des équipages, il n'a été salué d'aucun cri, et les promeneurs ne se sont même pas découverts sur son passage. Cette attitude de la population romaine a paru beaucoup étonner l'Empereur.

«Le *Journal de Débats* répond aux critiques qui ont été faites du discours du trône. L'opposition, dit-il, voudrait du bruit, du théâtre, comme le 1<sup>er</sup> mars pouvait lui en fournir: le gouvernement préfère le calme et la simplicité. La phrase tant critiquée par le *Constitutionnel*, parce qu'elle substitue la politique de conservation à la politique libérale, renferme néanmoins l'éloge de nos institutions et un appel à leur développement régulier: est-ce que l'opposition voudrait autre chose?

«Quant à nous, ajoutent les *Débats*, ce que nous approuvons dans ce discours, c'est précisément le ton simple et vrai qui y règne. On prétend que l'opposition veut faire du bruit; soit, cela la regarde! Qu'elle joue la passion! qu'elle feigne de grandes colères! qu'elle tire de sa poche tous ses vieux projets de réforme, comme si le pays soupirait après une réforme radicale de nos lois et de nos institutions! Ce bruit factice tombera bien vite, ces fausses passions resteront sans écho. Le gouvernement a parlé le langage qui convient au pays, un langage digne et calme. Il laisse à l'opposition le sile tragique quand elle n'est pas au pouvoir et le style des bulletins quand elle y est.»

«Buenos-Ayres et Montevideo. — Le transport *Resistance*, arrivé récemment de Montevideo à Plymouth, avait à bord le capitaine sir Thomas S. Pauley, du vaisseau de S. M. britannique *Curacao*. Le capitaine Pauley est porteur de dépêches importantes de M. Onseley et de l'amiral Inglefield.

«Le *Resistance* a également apporté en Angleterre quelques paquets de lettres et de journaux qui, indépendamment des faits déjà connus, annoncent que Rosas serait déterminé à empêcher de vive force le passage de l'expédition anglo-française, qui cherche à remonter le Parana pour se mettre en communication

avec le Corrientes. Montevideo commence à respirer. On se ferait difficilement une idée des souffrances endurées par cette héroïque population, dit une lettre citée par le *Times* on ne rencontre que visages livides et affamés. On jugera du point où la disette a été portée pendant le siège par ce fait que la denrée alimentaire la plus habituelle, le bœuf frais, qui en temps de paix ne se vend jamais plus d'un *farthing* (2 liards) la livre, était montée jusqu'à quatre shillings (près de 100 sous).

Rosas fait tout ce qu'il peut pour empêcher les familles étrangères de quitter Buenos-Ayres; mais l'émigration continue, et l'on s'attend à la voir empêcher par un édit. Le ministre des États-Unis, M. Brent, qui avait jusqu'ici soutenu le parti de Rosas, a failli se brouiller avec le dictateur, parce que celui-ci avait refusé de permettre l'embarquement de plusieurs dames américaines qui désiraient retourner dans leur pays. Le général Paz est toujours dans l'Entre-Rios, à la tête d'une force considérable, et, s'il était mieux pourvu d'armes et de munitions, ce serait un auxiliaire précieux pour l'intervention. «Enfin, ajoute le correspondant du *Times*, on n'a jamais eu une plus belle occasion de pacifier la Plata et d'en finir avec Rosas.»

«Le 6 décembre dernier, il s'est passé à Motril, en Espagne, aux environs de Malaga, un fait de piraterie qui rappelle les anciennes habitudes des Maures d'Afrique. Motril, situé vis-à-vis des côtes de ce pays, avait été un des derniers lieux qu'abandonnèrent les Maures lors de leur expulsion du royaume de Grenade. De temps à autre ils y faisaient des expéditions. Mais dans la nuit du 5 au 6 décembre, ils firent une descente qui devait jeter la terreur dans plusieurs familles. Ils parvinrent à s'emparer de douze jeunes filles qu'ils ont amené en captivité avec eux. Motril est cependant situé à un kilomètre du bord de la mer et cette descente annonce de la part des Maures une audace et une confiance qu'il est difficile de s'expliquer aujourd'hui. Motril, par malheur, se trouvait sans garnison, toutes les troupes étant concentrées dans les villes principales et c'est peut-être cette circonstance qui aura enhardi les pirates.

## On lit dans le Messager :

«Le gouvernement a reçu aujourd'hui la pénible nouvelle de la perte du bateau à vapeur le *Papin* et de la moitié du personnel embarqué sur ce navire. Voici les détails parvenus sur ce douloureux événement :

«Parti de Cadix le 5 décembre, à deux heures après midi, la corvette à vapeur le *Papin*, destinée pour le Sénégal, avait fait route, jusqu'au moment de son échouage, au sud-ouest-demi-ouest.

«La mer avait été belle pendant les journées des 5 et 6, et ce n'est que dans la nuit suivante que le vent, passant à l'ouest, fut d'une force et d'une violence extrêmes. Le samedi 6, à onze heures et demie du soir, le navire fit côte à neuf milles au nord de Mazagan, sur une côte de sable, à deux ou trois encablures au plus de terre.

«Le commandement de machine en arrière ne put être exécuté, les aubes étant déjà ensablées; cependant le navire résista pendant trois heures aux violentes secousses que lui imprimait une mer excessivement grosse. «A quatre heures du matin, le 7, le navire était plein d'eau, son pont balayé par la mer.

«A cinq heures, la cheminée tombait et écrasait plusieurs personnes dans sa chute.

«A cinq heures et demie, M. Marey-Monge, consul de France à Mogador, qui se trouvait à l'extrême arrière du navire, fut lancé par une lame dans la cale, et y périt. M. Dieni, lieutenant de vaisseau second, éprouvait quelques instants après le même sort.

«Plusieurs personnes s'élançant alors à la mer pour saisir les débris des embarcations dont le navire était entouré, ou tenter de se sauver à la nage. La plupart périrent. Ce ne fut qu'après des efforts désespérés que quelques-unes parvinrent à Azimour, village situé à trois milles au nord du lieu où le *Papin* avait fait côte. Celles-ci trouvèrent sur la plage des Marocains qui vinrent avec empressement à leur aide. L'un d'eux donna son burnous à M. Du Bourdieu, commissaire ordonnateur à Gorée, passager sur le *Papin*, et des charbonniers chargés de broussailles étant arrivés là, les Arabes allumèrent, avec des marques du vivo sympathie, un grand feu pour réchauffer les naufragés.

«A onze heures du matin, les personnes qui avaient réussi à se sauver à terre n'étaient qu'un nombre de trente. Le grand mat du navire, qui jusque-là avait résisté, bien que le *Papin* fût coupé en deux à l'arrière des tambours, s'abîma en écrasant dans sa chute une trentaine de personnes.»





# L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉZOLIVIER, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (Corse).

Les succès obtenus par le cabinet ont tout à fait déconcerté l'opposition. Elle a peine à se remettre des coups successifs qu'elle a reçus.

Les journaux qui s'étaient espérés la succession du ministère et qui avaient déjà dressé une espèce de programme, très timide il est vrai, fort de promesses et qui s'étaient partagé l'héritage sont déçus et au dernier point. Ils font toutes sortes de suppositions et de calculs pour se prouver à eux-mêmes que battus sur la question des personnes ils se relèveront sur la question de principes et ils ajoutent ainsi, pour soutenir leur confiance, la chute du cabinet qu'ils sont impatients de voir remplacer par leurs amis. Ce sont là d'innocentes distractions qui ne font illusion à personne et la presse de l'opposition extrême, c'est une justice à lui rendre, se raille assez agréablement de cette robuste assurance de quelques feuilles qui, dans la politique, ne sont habituées qu'à voir des personnes et aucun système. Espérons que cette nouvelle épreuve ouvrira les yeux à plus d'un homme et qu'on finira par comprendre enfin qu'un grand pays, comme la France, doit se préoccuper, avant tout, des principes. Quand les esprits ne seront arrivés à cette situation normale, l'administration des affaires y gagnera : l'opposition elle-même se fortifiera et quand on n'aura plus à choisir qu'entre deux systèmes nettement arrêtés et parfaitement tranchés les débats seront plus simples; l'expédition des affaires s'accélérera et nous serons enfin en plein et véritable gouvernement représentatif.

La fixité du cabinet, qui dure depuis cinq ans, a déjà produit un résultat favorable. C'est qu'enfin en France on commence à pouvoir compter sur un lendemain; c'est que les ambitions impatientes, prêtes à d'échecs éprouvés, après le dernier qui confirme tous les autres, doivent se dire que la Chambre n'est pas aussi disposée qu'ils pouvaient le croire, à faire les affaires de telle ou telle fraction et dès lors ils seront bien forcés de tourner leur activité vers l'étude des lois, vers l'amélioration de notre législation, vers le perfectionnement de notre état social. C'est là un concours qui ne peut que tourner au bien du pays, en même temps que le pouvoir moins préoccupé du soin assez naturel de sa défense personnelle, pourra, lui aussi, consacrer ses loisirs à étudier les questions qui attendent encore une solution.

Le ministre des finances, quoique en aient dit certains journaux qui prétendent savoir mieux que le ministère ce qu'il doit faire, a présenté le budget des recettes et des dépenses pour 1847. La situation financière du pays s'améliore tous les jours. Les déficits des exercices précédents diminuent, grâce à l'augmentation des recettes qui accusent ainsi un progrès dans la prospérité du pays et qui permettront de proposer quelques réformes, telle que la réforme postale qui diminuerait d'une manière significative le port des lettres, puisque trois taxes seraient seules maintenues, 10, 15, 20 c. Le ministre a pris l'engagement dans les bureaux de présenter prochainement un projet de loi à ce sujet. Ce sera là un grand bienfait pour le pays, qui multipliera les rapports des citoyens entre eux, facilitera les relations commerciales et qui, grâce à cette accélération de correspondance, indemniserait en peu de temps le trésor des sacrifices momentanés qu'il aura faits pour nous doter de cette utile réforme.

Le budget de 1847 se présente avec un excédant de recette d'un peu plus de trois millions, bien que chaque ministère ait demandé des augmentations assez considérables pour améliorer les services publics. Sans doute cet excédant est faible; sans doute encore, il ne faut se faire illusion sur rien, surtout en finances, il aura de la peine à se maintenir, car des crédits extraordinaires sont déjà demandés et le seront sans doute encore; mais l'accroissement des recettes, qui, chaque année, suit une marche progressive, viendra atténuer cette différence entre les dépenses et les recettes et le mo-

ment est proche ou cet équilibre si désiré et si nécessaire sera enfin réalisé. Il ne faut pas oublier les charges énormes que les événements de 1840 ont imposé à la France. Quelques années encore nécessaires pour sortir de cette situation.

Le ministre de la marine a présenté un projet de loi demandant un crédit de 93 millions pour mettre nos armements sur un pied respectable. Depuis longtemps les esprits sérieux se préoccupaient de cette nécessité. Nous voyons avec plaisir qu'on y ait satisfait. Cette dépense sera répartie sur sept exercices.

Une élection d'un député, nouvellement nommé, a été annulée, parce que le scrutin n'était pas resté ouvert pendant six heures consécutives, ainsi que le veut la loi. M. Delzers, qui devra ainsi se représenter devant les électeurs, était classé par l'opposition comme lui appartenant.

Nous avons, à diverses reprises, entretenu nos lecteurs de la nouvelle industrie dont M. Illiani s'efforçait de doter la Corse. C'est qu'en effet tout ce qui tend à développer l'activité et le travail dans notre île est un fait trop important pour que nous le passions sous silence. Des efforts de cette nature méritent les sympathies publiques et ont droit à l'encouragement de tous. Aussi est-ce avec un véritable plaisir que nous constatons de nouveaux progrès accomplis par l'usine de la Restonica et nous verrons avec moins de plaisir le conseil municipal d'Ajaccio à associer à ces tentatives et les récompenser comme elles le méritent. Ainsi un atelier pour l'exploitation des marbres de la Corse, sous la direction de M. Illiani, pourra être établi à Ajaccio grâce au concours du conseil municipal de cette ville, et comme on se propose d'appliquer à ces travaux les enfants trouvés, on leur créera ainsi une occupation utile et qui, leur procurant les moyens de gagner honnêtement leur existence par leur travail, leur donnera ainsi des habitudes d'ordre et les enrichira en leur faisant trouver une industrie nouvelle.

Quant à l'usine établie depuis près d'un an à Corte, elle s'est développée chaque jour de plus en plus. Un atelier de polissage a été créé à Corte, un de même nature est aussi à Bastia, sur la traverse et il se trouve placé sous la conduite de M. Rossi et C<sup>ie</sup> maîtres marbriers de Marseille. Nous avons vu différents produits sortis de ces ateliers, et ces marbres parfaitement polis et travaillés ne laissent rien à désirer. On commence à Bastia à se servir de ces riches produits du pays et quelques maisons nouvellement élevées sur la Traversa adoptent ce genre d'ornement qui ne fait que leur donner plus de valeur, en les environnant d'un certain luxe qui charme les yeux.

Ces succès doivent récompenser M. Illiani de ses efforts persévérants, car c'est à son zèle, à son dévouement que la Corse sera redevable de cette branche d'industrie, qu'il a créée chez nous et qui permettra enfin d'utiliser les marbres nombreux qui existent dans notre département. C'était là une espèce de capital improductif jusqu'ici, qui, grâce à M. Illiani, va devenir fécond.

## RELEVÉ DES OPÉRATIONS DU JURY PENDANT LE 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 1845.

37 accusations ont été débattues aux assises.

Sur 10 assassinats, 3 ont été renvoyés à une autre session, 3 sont terminés par des acquittements, 1 seul assassinat a été déclaré constant, mais avec circonstances atténuantes.

Sur 2 tentatives de ce crime, il y a 1 acquittement, et 1 condamnation pour tentative de meurtre.

Un seul meurtre a été poursuivi; le coupable avait été provoqué.

Sur 8 tentatives de meurtre, 1 terminée par acquittement, dans les 7 autres le jury a reconnu l'excuse de la provocation.

Sur 9 vols, l'un s'est changé en recel de criminels, 7 en délit de vol simple, 1 seul a conservé son caractère de gravité. (Il est à remarquer que cinq des condamnés pour soustraction, sont étrangers à la Corse.)

Sur 3 blessures graves, une seule a été déclarée constante, mais avec provocation; les 2 autres sont devenues blessures simples.

2 Attentats à la pudeur.  
1 Bigamie.  
1 Avortement converti en délit de vente de substances nuisibles à la santé.

Après avoir péniblement traîné pendant près de cinquante jours, les mises ont été classées enfin par deux renvois à un autre trimestre.

Il est vrai que la session était fort surchargée; trente-trois affaires ont été soumises au jury; quelques unes d'entr'elles comprenaient des doubles accusations; dans d'autres, un même crime était commun à plusieurs accusés. Cependant cette surabondance de procès n'excuse pas entièrement un aussi long retard dans l'expédition des affaires criminelles. La raison en est unique et dans la grande difficulté de composer le jury, et dans la brièveté des audiences.

Dans la brièveté des audiences, puisque, ouvertes après onze heures (quelquefois bien plus tard encore), les audiences étaient régulièrement terminées entre quatre et cinq heures du soir; une seule fois on est allé jusqu'à dix heures.

Dans la difficulté de composer le jury, et c'est là surtout que nous devons aujourd'hui porter notre attention.

La cour d'assises effrayée, à juste titre peut-être, de l'énormité de l'amende prononcée par l'art. 396 du code d'Inst. Crim., est excessivement facile à admettre les excuses au moyen desquelles les jurés de l'intérieur se dispensent de payer leur dette aux institutions du pays. — D'ailleurs, la nécessité de pourvoir à l'ouverture de la session au remplacement de ces jurés de nom, et nullement de fait. — L'opération d'un tirage complémentaire occupe ordinairement le jour fixé pour le commencement des débats. D'ailleurs, ce jour-là, les jurés nouvellement tirés au sort ne sont pas à leur domicile; le lendemain seulement ils obéissent, à regret, à la notification que leur fait l'officier ministériel.

Ce premier jour perdu, on songe quelques temps après à congédier ceux des jurés de l'intérieur qui n'avaient pas cru devoir faire produire un certificat de maladie. — Quelquefois même on stimule ceux qui n'ont guères envie de se retirer; car les affaires sérieuses sont portées les dernières au rôle, et il est admis aujourd'hui que les jurés de Bastia doivent seuls en connaître.

Mais ici se présentent aussi de nouvelles entraves : le jury complémentaire se recrute en grande partie dans le barreau; or il arrive fort souvent qu'un avocat-juré est le défendeur d'un accusé. — Il faut alors remplacer ce juré. — Nouveau tirage, nouvel embarras pour retrouver ce dernier juré qui répond rarement à une invitation officieuse, qui en profite, au contraire, pour se tenir caché le reste du jour où il est averti; et qui ne se traîne le lendemain, au palais, que par la force de la citation officielle. — Et cet inconvénient ne se renouvelle que trop souvent.

Quelles en sont les conséquences?

Avant tout, c'est que la loi est évidemment violée, puisque les accusés auxquels on doit notifier le nom des jurés, pour qu'ils aient à exercer leurs récusations, sont placés dans l'impossibilité d'en user de ce droit avec succès. — La liste qui leur est signifiée 24 heures avant l'ouverture des débats, est la liste primitive c'est-à-dire celle qui a été dressée, à la suite du tirage fait par M. le premier président; or il arrive souvent que cette liste est complètement changée vers le milieu de la session : on assure même que quelquefois la liste signifiée aujourd'hui à un accusé dont l'affaire doit être jugée le lendemain, ne contient plus un seul nom des jurés

Suit le récit des efforts qu'on fit pour sauver l'équipage 76 personnes ont été arrachées à la mort. Tout l'état major a péri.

## Session des conseils généraux, de l'agriculture, du commerce et des manufactures.

Le 15, s'est ouverte la session des conseils généraux, de l'agriculture, du commerce et des manufactures. Nous extrayons du discours prononcé par M. le ministre du commerce et de l'agriculture l'exposé suivant de la situation de notre commerce extérieur :

« Le mouvement de nos échanges avec les pays étrangers est aujourd'hui plus actif qu'il n'a jamais été. Nous devons nous en féliciter d'autant plus que, pendant l'année 1842, année marquée par une crise qui a atteint les États-Unis, l'Angleterre et l'Espagne, et dont nous avons ressenti le contre-coup, ce mouvement avait semblé s'arrêter relativement à 1841. Ce temps d'arrêt n'a été que momentané. Dès 1843, nous avons repris le rang que nous occupions en 1841; une seule année a suffi pour nous y replacer.

« En 1841, le commerce général de la France avec ses colonies et les puissances étrangères a porté sur une valeur totale de 2 milliards 340 millions, ce qui donne 161 millions de plus qu'en 1843, et 248 millions de plus que la moyenne des cinq années antérieures (1839 à 1843). Ce chiffre de 2 milliards 340 millions comprend le commerce d'entrepôt et de transit, aussi bien que celui qui alimente les besoins de notre consommation et l'exportation des produits de notre sol et de nos manufactures.

« Au commerce spécial, le total des valeurs importées est de 867 millions : les produits naturels et les matières nécessaires à l'industrie y figurent pour 813 millions, et les produits fabriqués pour 54 millions seulement. Le total des valeurs exportées est de 790 millions : les produits de nos manufactures y comptent pour 600 millions, et les produits de notre sol pour 190.

« Les pays avec lesquels nos échanges ont eu le plus d'activité sont, dans l'ordre d'importance : les États-Unis, l'Angleterre, la Belgique, la Suisse, les États-Sardes, l'Association Allemande, l'Espagne, l'Algérie et nos colonies des Antilles et de Bourbon. Avec presque tous ces pays, il y a eu de notables augmentations, particulièrement avec l'Amérique.

« Parmi les principaux articles de nos exportations, les tissus de coton présentent, relativement à 1843, une augmentation de 26 millions sur 82; les tissus de laine, 24 millions sur 80; les tissus de soie, 14 millions sur 129; enfin les tissus de lin et de chanvre, 7 millions sur 21. Nos articles de Paris et nos vins ont aussi réalisé des accroissements.

« Le commerce de transit n'a offert, à aucune époque, des résultats plus considérables qu'en 1844 : il a porté 230 millions en valeur et sur 468,512 quintaux en poids; c'est 38 millions de francs et 83,004 quintaux de plus qu'en 1843. Ces résultats sont dus, en grande partie, à l'ordonnance du 10 décembre 1843, qui a supprimé les droits de transit.

« Le mouvement général de nos entrepôts a atteint le chiffre de 9,496,328 quintaux de marchandises, évalués à 664 millions de francs. Il offre, comparativement à 1843, sous le rapport du poids, un excédant de 100,236 quintaux.

« Dans l'ensemble de notre commerce extérieur, le commerce par mer figure pour 1,638 millions ou 71 p. 100, et le commerce par terre pour 682 millions ou 29 p. 100. Comparativement à 1843, l'accroissement est de 6 p. 100 pour le mouvement par mer, et de 12 p. 100 pour le mouvement par terre.

« Les transports maritimes se sont repartis de la manière suivante entre le pavillon français et les pavillons étrangers : Navires français. — Valeurs transportées, 764 mil. ou 46 p. 100. — Navires étrangers. — Valeurs transportées, 894 mil. ou 54 p. 100.

« Les transports ont employé 28,227 navires jaugeant 3 millions 285,000 tonneaux, dont 16,466 navires étrangers jaugeant 2,032,000 tonneaux, et 11,761 navires français jaugeant un million 256,000 tonneaux.

« En comparant ces résultats avec ceux de l'année 1843, on trouve pour le pavillon national, 330 navires et 54 tonneaux de plus; tandis que les pavillons étrangers ont perdu 99 navires et 10,000 tonneaux.

« Les opérations de notre marine, vous le savez, Messieurs, se divisent en deux branches : navigation réservée, navigation de concurrence. La navigation réservée, comprenant les relations avec les colonies, les possessions françaises hors d'Europe et la grande pêche, a employé, en 1844, 3,338 navires, jaugeant 485,000 tonneaux. Relativement à 1843, l'augmentation est de 5 p. 100 pour le nombre des navires, et de 4 p. 100 pour le tonnage.

« L'autre navigation, celle qui s'exerce en concurrence avec les autres marines du globe, a occupé 8,423 navires, jaugeant 771 tonneaux. Ici, comme pour la navigation réservée, l'augmentation est, quant au tonnage, de 4 p. 100.

« Ces résultats constatent que notre marine ne reste pas stationnaire. On en trouve une preuve plus frappante encore dans les comparaisons embrassant une plus longue période. En 1830, notre pavillon ne couvrait que 6,808 navires, jaugeant 705,000 tonneaux. Aujourd'hui il couvre 11,761 navires d'une capacité de 1,356,000 tonneaux. En 15 ans, c'est un accroissement de près de 5,000 navires ou 72 p. 100, et de 351,000 tonneaux ou 78 p. 100. Et, comme on le voit, notre marine fait aussi un meilleur emploi de ses moyens de transport, puisque l'augmentation du tonnage est pro-

portionnellement plus élevée que celle des navires. Toutefois, les progrès de notre navigation n'ont pas été aussi grands que ceux de notre commerce extérieur qui pendant le même espace de temps, s'est accru du près de 100 p. 100 (860 millions en 1830, et 1,638 millions en 1844).

« Un journal contient les détails suivants sur la seconde entrevue de S. S. avec l'Empereur, à la date du 18 décembre :

« La veille de son départ, le 16, l'Empereur est retourné chez le Pape pour faire à S. S. une visite d'adieu. Cette dernière audience a duré trois quarts d'heure. Après quelques compliments échangés, le Souverain-pontife a dit à l'Empereur :

« Dans ce moment tout l'univers a les yeux fixés sur nous, et tous les catholiques sont dans l'attente du résultat de notre entrevue. Le résultat ne tardera pas à être connu; le Pape en fera l'objet d'une allocution au sacré collège dans le prochain consistoire qui aura lieu dans le mois de janvier. Mais dès à présent je puis vous assurer, ajoute notre correspondant, que le Saint-Père a parlé véritablement en pape, da papa. L'attitude digne et calme du vénérable pontife, son langage empreint d'une douce tristesse et d'une fermeté pleine de mesure, ont fait la plus vive impression sur l'âme de l'Empereur. Personne ne doute plus à Rome que les catholiques russes et polonais ne ressentent bientôt quelques heureux effets de cette anguste intervention du chef de l'Eglise auprès de leur souverain temporel.

« Le dimanche 14, le Crar est monté vers midi à la coupole de Saint-Pierre. Une collation lui avait été préparée par ordre du major-domo. Il a accepté quelques rafraichissements, et a porté un toast au Pape en ces termes : « A la santé du Pape ! Que Dieu conserve ce vénérable vieillard et lui concède tout ce qu'il désire ! »

« Les conseils généraux sont appelés à donner leur avis sur la question des irrigations, question importante pour l'agriculture, car de l'usage des terres dépendent les progrès dans la production fourragère, dans l'augmentation des animaux domestiques, dans une foule d'autres produits territoriaux.

« Le gouvernement, dans sa sollicitude pour l'intérêt général de l'agriculture et l'industrie manufacturière, a cru devoir appeler l'attention des conseils généraux des départements sur le meilleur système d'irrigation à créer, système que les diverses lois promulguées depuis la loi du 22 décembre 1789 jusqu'à la loi des finances pour 1846 n'ont pu réglementer selon les besoins croissants de l'agriculture et du commerce. Des mesures de deux natures sont donc à prendre : mesures législatives et mesures d'exécution matérielle.

« C'est sur ces dernières mesures que le ministre de l'agriculture et du commerce a invité les conseils généraux des départements à donner leur avis. Trois questions leur ont été posées, savoir :

« Première question. — A fin de régler ce qu'on appelle le droit de barrage, ne conviendrait-il pas d'accorder aux propriétaires de terrains irrigables, sans qu'il soit en rien dérogé aux lois qui régissent la police des eaux, le droit d'appuyer sur l'héritage d'autrui, à la charge d'une juste et préalable indemnité, les ouvrages d'art nécessaires à la prise d'eau ? »

« Sur cette première question, 59 conseils généraux ont répondu affirmativement; 1 seul propose de modifier la proposition contenue dans la question, 6 ont répondu négativement, 5 ont ajourné leur réponse, et 15 n'ont pas délibéré ou n'ont donné aucune solution.

« Seconde question. — Pour rendre possible une plus grande extension de l'arrosage des terres, en faveur de la création de nombreuses associations, ne serait-il pas bon de déclarer d'utilité publique l'entrepreneur de propriétés qui, possédant plus de la moitié en étendue des terrains riverains d'un cours d'eau non navigable ni flottable, ou d'une section de ce même cours d'eau déterminée par l'administration, demanderait à s'associer pour faire une prise d'eau commune à l'usage des riverains et pour l'irrigation de leurs propriétés ? »

« Sur cette seconde question, 38 conseils généraux ont répondu affirmativement, 3 ont proposé des modifications, 18 ont répondu négativement, 9 ont ajourné leur réponse, 18 n'ont pas délibéré ou n'avaient pas de solution.

« Troisième question. — Ne faudrait-il pas que cette déclaration (d'utilité publique) entraînât le droit d'expropriation du droit d'usage des eaux contre tous les riverains qui ne voudraient pas faire partie de l'association pour tous les terrains appartenant à autrui, nécessaires à l'établissement de la prise d'eau ? »

« Sur cette troisième question, 30 conseils généraux ont répondu affirmativement, 15 ont proposé des modifications, 23 ont répondu négativement, 9 ont ajourné leur réponse, 19 n'ont pas délibéré ou n'avaient pas de solution.

Maintenant c'est aux conseils généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce à examiner les réponses des divers conseils généraux des départements qui se sont occupés des trois questions posées par le ministre de l'agriculture et du commerce, et de les faire concorder avec les besoins généraux de l'agriculture, du commerce et l'industrie manufacturière.

Au milieu de ce déluge de journaux dont Paris inonde la province depuis quelques mois, il en est un, le Bazar, qui nous paraît appelé à un grand succès dans notre pays comme partout ailleurs, parce qu'il s'adresse à la classe de la société la plus nombreuse, l'ouvrier.

des plus intéressantes de toutes, celle des marchands. Le tableau colorié qui l'accompagne, est une idée neuve, qui a été favorablement accueillie dans la capitale, et qui doit être mieux encore en province, où les marchands se trouveront fort heureux de pouvoir prendre connaissance des nouveaux produits de l'industrie et de la fabrique française, tout en faisant une grande économie de temps et de ports de lettres. Voilà vraiment une pensée utile, et sous ce rapport nous lui devons le concours de notre publicité. (Voir aux annonces.)

## VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Le dix-huit du courant à midi précis, il sera procédé sur la place publique du vieux Marché de cette ville, au profit du plus offrant et dernier enchérisseur, à la vente de plusieurs meubles et d'un bonf saisis à la requête de sieur Alexandre Renucci, propriétaire à Pieve sur les sieurs Joseph et Jérôme conjoints Moracchini, demeurants à Vignale.

Le prix sera payé comptant.

Bastia le 6 janvier 1846.

Signé : COSTA, huissier.

## LE BAZAR,

### JOURNAL DES MARCHANDS,

Paraissant tous les Dimanches en huit pages de texte inédit, format grand in-4°, avec un tableau mensuel colorié, représentant généralement tous les nouveaux produits de l'industrie française et des modes.

1 an, 18 fr. — 6 mois, 10 fr. — 3 mois, 6 fr.

On s'abonne à Paris, rue Saint-Honoré, 315, ou au bureau de notre Journal. (Affranchir.)

## SIROP D'ÉCORCES D'ORANGES, TONIQUE ANTI-NERVEUX,

de J. P. LAROSE pharmacien à Paris.

Les expériences de M. le baron Lécuyer, docteur en médecine de la Faculté de Paris, prouvent son efficacité dans l'absence d'appétit, mauvaise digestion, convalescences traînantes, langueur, dépression, constipation, débilitation organique, gastralgie, gastrite aiguë ou chronique. 3 fr. le flacon avec la notice sur son application. On évitera les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Larose. Dépôt chez M. P. Moracchini pharmacien à Bastia. (7627).

Le COMMERCE DE BASTIA de la Comp<sup>te</sup> Valéry partira pour Marseille dimanche 11 du courant à 8 du matin.

## AVIS.

E stato smarrito nel mese di novembre ultimo nel luogo detto Gola, cantone di Pero e Casereccia una giumenta di color bajo, alta un metro e cinquanta centimetri marcata colla lettera G sulla spalla dritta e con una macchia sulla schiena.

Colui che l'avesse ritrovata è pregato darne recapito al proprietario signor Carlo Matteo Giabiconne del comune di Velone e Orneto, il quale offre una convenevole ricompensa.

## PORT DE BASTIA.

### ARRIVÉES.

Marseille, 31 décembre, paquebot Bastia, de l'État, de 120 ch. c. Santi lieutenant de v., dépêches et pass.

Livourne, 1<sup>er</sup> janvier, bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 28 tx. c. Batiati, passagers.

Ajaccio, 1<sup>er</sup> id. bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx. c. Bugliani, passagers.

Livourne, 3 id. bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx. c. Bugliani, passagers.

Livourne, 3 id. urick-goëlette Conception, français, de 60 tx. c. Ersi, bié et diverses.

Livourne, 4 id. goëlette Assomption, français, de 42 tx. c. Thiers, bié et diverses.

Livourne, 29 id. goëlette Assomption, français, de 10 tx. c. Rutali, mais.

Livourne, 6 id. brick-goëlette Deux Amis, français, de 65 tx. c. Gaché, bié.

Naples, 6 id. balancet S<sup>te</sup> Alphonse sicilien, de 38 tx. c. Novella, en lest.

Livourne, 6 id. brick-goëlette Assomption, français, de 60 tx. c. Gentil, bié et div.

Livourne, 6 id. mistick Miséricorde, français, de 44 tx. c. Gabrielli, bié et diverses.

Marseille, 7 id. paquebot Bastia, français de 120 ch. c. Santi, dépêches.

Da Cap-Corse, et de la plage 4 bâtiments, avec vin, bois, planches etc.

## DÉPARTS.

Livourne, 1<sup>er</sup> janvier, bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx. c. Bugliani.

Marseille, 2 id. paquebot Bastia, français, de 120 ch. c. Santi, lieutenant de v., dépêches.

Marseille, 4 id. bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx. c. Bugliani, diverses.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.



devant connaître de cette même affaire. Comment exercer ainsi le droit de récusation ? Il faut pourtant que cet acte soit intelligent ; il faut que l'accusé sache si tel juré sera pour lui un juge impartial ; mais pour cela faut-il au moins qu'il connaisse ses juges ; il faut au moins que leur nom figure sur la liste qui lui est signifiée aux termes de l'article 393 du code d'Inst. Crim.

De plus, le trésor public est constitué en frais par ces tirages abusifs et illégaux, pensons-nous, de jurés complémentaires, et du retard dans les décisions criminelles qui en est la conséquence forcée. — Il faut indépendamment de l'indemnité de route, payer aux témoins un salaire pour chaque journée de séjour à Bastia : quelquefois le séjour est fort long, et les témoins nombreux. Aussi dans une affaire de Bastelica, une vingtaine de témoins assignés pour le 15 décembre n'ont cependant été entendus que le 27, c'est-à-dire après un retard de 13 jours. Si l'on considère après cela, que l'artière dans les affaires de la dernière session a commencé dès le premier jour, si l'on envisage d'autre part qu'il y a eu des procès dans lesquels 20 ou 30 témoins n'ont été entendus qu'après 10 à 12 journées de séjour, l'on pourra facilement se convaincre, qu'en présence d'accusés insolubles pour la plupart, le trésor fait en pure perte des déboursés considérables.

Il est une autre considération qui doit aussi vivement nous préoccuper. C'est qu'à la suite des congés ou excuses des jurés de l'intérieur, il arrive souvent qu'un négociant, un propriétaire, ou tout autre juré de Bastia, obligé de siéger aux quatre sessions de l'année, abandonne forcément ses propres affaires pendant quatre bons mois ; on en connaît même qui ont servi durant cinq trimestres consécutifs, car quelquefois, souvent même, la liste des 200 ne contient pas assez de jurés de Bastia, et l'on doit alors, pour des tirages complémentaires, recourir à la liste générale des 800.

Un autre inconvénient mérite d'être signalé, car il tient aux intérêts privés des familles. — La marche de la justice civile est entravée pendant les assises ; quelquefois, la cour royale a dû, après l'appel des causes, lever l'audience faute d'avocats. Ces derniers étaient ou jurés ou défenseurs d'office, ou même appelés à compléter la cour d'assises. — Nous en avons vu de bien jeunes siéger comme assesseurs, sans qu'on ait pris soin de s'assurer au préalable si leur âge leur permettait d'être juges criminels. Espérons que l'honorable compagnie, composée de dix-huit membres pouvant tous juger en cour d'assises, n'aura que fort rarement recours à l'assistance d'hommes honorés sans doute, mais souvent aussi embarrassés de leur titre de magistrats provinciaux.

Nous avons signalé le mal, dans notre prochain numéro nous en indiquerons le remède.

Le 2 janvier courant, le brick-golette *la Corse*, capitaine Marinetti, du port de Bastia, se trouvant à la plage de Prunette, où il chargeait de vin, lorsque le vent du Nord, qui s'éleva avec violence, le força à aller se réfugier à Portovechio ; mais malheureusement au moment où il allait atteindre le mouillage de la Figa, il heurta contre un rescif, et il alla échouer à la côte et bientôt il fut rempli d'eau. La population entière de Portovechio vint à son secours et l'on put débarquer la cargaison, mais le manque d'appareils nécessaires empêcha de relever le navire, qui probablement aurait péri sans le secours du bateau à vapeur le stationnaire de l'Etat l'*Antilope* qui arriva le 11, apportant une compagnie de voligeurs corses à Portovechio. M. de Sthal, commandant de l'*Antilope*, à son arrivée sur les lieux, se disposa à sauver le navire. Grâce à ses soins intelligents, au zèle de son équipage, parfaitement secondé par la population de Portovechio, qui se mit à l'œuvre, bien qu'elle dût entrer dans l'eau, par M. le lieutenant des douanes et par les hommes sous ses ordres, le brick-golette *la Corse* a pu être relevé et mis à flot. Trois bateaux marchands qui se trouvaient sur les lieux ont prêté aussi un concours actif au sauvetage de ce navire. Le maître de l'équipage de l'*Antilope*, M. Minichetti, a parfaitement secondé les instructions de son commandant. Nous sommes heureux d'acquiescer ici le tribut d'hommage et de reconnaissance qui sont dus aux efforts intelligents de M. de Sthal et de tout son équipage qui a rendu un service signalé à notre marine. M. de Sthal n'a pas voulu que son service fut incomplet et il a répêché, en revenant à Bastia, l'ancre que *la Corse* avait été contrainte d'abandonner à Prunette.

Le public s'est vivement ému du déplorable événement arrivé à Livourne à bord du bateau à vapeur le

*Maréchal Sébastiani*, qui a coûté la vie à trois personnes et dont quelques journaux ont déjà parlé. Nous nous sommes jusqu'ici sur ce sinistre, parce que nous avons voulu ne rien hasarder et avoir avant tout des renseignements précis à ce sujet.

Aujourd'hui nous avons sous les yeux le rapport fait à M. le Consul de France à Livourne par la commission nommée par ce fonctionnaire et dans laquelle figurent un ingénieur et un mécanicien anglais.

Or il résulte de ce document officiel que l'accident, qui a eu un si fâcheux résultat, ne peut être imputé ni à l'administration des bateaux, ni au capitaine, ni à l'équipage et qu'il doit être attribué à l'engagement accidentel des soupapes, lesquelles ainsi obstruées ne pouvaient donner passage à la vapeur amassée pour le départ du bateau. Sans rechercher la cause qui a pu produire cet engorgement, nous nous bornons à constater avec le rapport des experts qu'aucun blâme ne peut être imputé dans cette malheureuse circonstance à l'administration des bateaux à vapeur. Cette administration déplore bien sincèrement sans doute le cruel événement qui a enlevé trois hommes nécessaires à leurs familles. Mais elle ne saurait, sans injustice, être chargée de la responsabilité d'un événement qu'il n'a pas dépendu d'elle d'empêcher.

De reste, il n'est pas d'entreprise, pas d'établissement qui ne soient exposés à des accidents plus ou moins graves dans leurs résultats. Ceux qui les dirigent ont rempli la mesure de leurs obligations, quand ils peuvent établir que ces accidents ne doivent être imputés ni à leur négligence, ni à une mauvaise administration de leur part. Or nous sommes heureux de pouvoir certifier avec le rapport des hommes de l'art que la compagnie Valéry n'a absolument rien à se reprocher dans cette triste et malheureuse circonstance et nous prenons sur nous d'assurer que le Public peut compter sur la constante sollicitude que les gérants de cette société apportent toujours à ce que leurs bateaux réunissent autant que possible toutes les garanties qu'exigent la sûreté et le bien-être des voyageurs.

(Correspondance particulière du *Courrier d'Afrique*.)

Constantine, le 24 décembre 1845. La petite colonne commandée par M. le colonel Buttafoco, et composée d'un bataillon du 2<sup>e</sup> de ligne et de 150 spahis ou chasseurs, est rentrée à Constantine le 22, après être restée un mois dehors. La mission confiée au colonel Buttafoco, était on ne peut plus délicate et difficile, eu égard aux circonstances actuelles. Il s'agissait pour lui 1<sup>o</sup> de consolider le pouvoir de Benzegry, un des plus anciens et des plus fidèles partisans de la France, sur les tribus turbulentes et pillardes qui lui ont été confiées. 2<sup>o</sup> de forcer les frères Ben-Aidyne, à rendre le butin qu'ils avaient fait quelques jours auparavant sur des tribus à nous soumises ; 3<sup>o</sup> de faire tout cela sans amener de nouvelles complications, c'est-à-dire en ménageant sa poudre et le sang de ses soldats. Le colonel Buttafoco a rempli le triple but de sa mission avec une prudence et une fermeté dignes des plus grands éloges, et nous pourrions dire avec une abnégation de tout intérêt personnel bien rare et bien méritoire par le temps qui court. En effet la puissance de Benzegry a été assise sur des bases solides : les frères Ben-Aidyne ont rendu tout le butin qu'ils avaient fait sur les tribus à nous soumises, et, de plus payé une amende ou contribution de guerre de 1000 fr. ; puis, enfin, tout cela s'est fait sans qu'il y ait eu une seule cartouche de brûlée, et sans que nous ayons à craindre le mauvais effet qu'aurait produit sur les esprits l'établissement d'un nouveau foyer d'insurrection aux portes mêmes de Constantine.

Par arrêté de M. le ministre de l'instruction publique, en date du 31 décembre 1845, M. Braive, inspecteur de l'Académie de Bourges, est nommé recteur de l'Académie de la Corse, en remplacement de M. Huart, qui a été appelé au rectorat de Limoges.

Nous avons eu ville des cas de variole. Les pères et mères qui ont négligé de faire vacciner leurs enfants à l'époque des vaccinations de 1845, devraient les faire vacciner le plus tôt possible pour les soustraire au danger imminent qui les menace.

La chambre des pairs a commencé, dans la séance du 8 janvier, la discussion du projet de réponse au discours du trône.

La commission de la chambre des députés, chargée de préparer un projet de réponse à ce même discours, s'est déjà assemblée plusieurs fois, après avoir enten-

du à différentes reprises MM. les ministres et avoir obtenu le dépôt de différentes pièces diplomatiques relatives aux affaires de la Plata, de Madagascar, du Maroc, pièces qui ont été également fournies à la chambre des pairs. La commission a choisi M. Vitet pour son rapporteur, sur dix votants. M. Vitet a obtenu huit voix. On présumait que la discussion de cette adresse pourrait commencer le lundi 12 janvier.

## Nouvelles diverses.

On lit dans le *Nouveliste du 19*.

— Le Sphinx, vapeur de la correspondance d'Afrique, parti d'Alger le 7 au matin, est entré dans la nuit du 9 au 10 à Marseille.

Nous avons reçu par ce steamer quelques détails circonstanciés sur le combat du 23 décembre livré par le général Jussuf aux réguliers d'Abd-el-Kader, brillant épisode qui a été plus un fait nouveau pour Marseille, car un précédent courrier nous l'avait déjà fait connaître.

On lit dans l'*Akhbar* du 4 janvier :

Nous nous empressons de faire connaître à nos lecteurs les détails qui nous sont parvenus sur le combat brillant et sérieux livré le 23 décembre, par la cavalerie de M. le maréchal-gouverneur, aux réguliers d'Abd-el-Kader, à la tête desquels combattait l'Emir en personne.

Des renseignements certains ayant appris qu'Abd-el-Kader avait établi son camp au nord de la montagne de Bout-Chetoute, M. le duc d'Alby prit les dispositions suivantes pour l'y aller combattre. Le 22, à l'entrée de la nuit, toute la cavalerie commandée par le général Yussuf, reçut l'ordre de se mettre en mouvement, pendant que M. le maréchal devait partir lui-même, à 4 points du jour, avec l'infanterie et les bagages pour s'emparer d'un débouché par où l'Emir pouvait tenter d'échapper à notre cavalerie.

En arrivant dans la vallée de Temda, le général Yussuf fut bientôt sur les traces de l'ennemi qui venait de quitter son bivouac. D'un côté était celle de sa nombreuse cavalerie, de l'autre celle de son convoi ; ce fut à la poursuite de cette dernière, que s'arrêta le général Yussuf. C'était le plus sûr moyen d'obliger l'Emir à livrer ce combat que nous désirions si ardemment. En effet, nos escadrons étaient déjà si fatigués par la marche de nuit, qu'ils n'auraient pu atteindre sa cavalerie reposée, et il eût échappé encore, tandis qu'en attaquant son convoi, on était sûr de l'atteindre et Abd-el-Kader ne pouvait sans se déconsidérer le laisser piller et prendre ses serviteurs.

Déjà une partie des bagages de l'ennemi était tombé en notre pouvoir, lorsque l'Emir se présenta sur la gauche, à la tête de 7 à 800 cavaliers réguliers qui s'avancèrent au trot dans un ordre parfait. Le général Yussuf lança aussitôt ses escadrons qui ne peuvent être arrêtés par une décharge meurtrière faite à cinquante pas, et bientôt la mêlée fut générale. Cette cavalerie d'élite, comprenant toute l'importance de l'action qui s'engageait, fit des efforts prodigieux pour résister au choc et à l'ardeur de nos soldats, mais son intrépidité dut plier devant le courage de nos chasseurs, gendarmes et spahis, réduits à 450 combattants environ.

C'est alors que l'Emir se retira sur une position en arrière en ralliant autour de son drapeau blanc, ses cavaliers en désordre, mais, sans lui laisser le temps, nos escadrons reprirent l'attaque et les dispersèrent de nouveau. Chacun put voir pendant le second épisode, les cavaliers Arabes se précipiter sur leur chef, dont le cheval venait d'être tué, et le placer sur une autre monture.

L'ennemi prit alors une troisième position dont il fut chassé avec la même rapidité : puis l'Emir se retira définitivement laissant entre nos mains ses morts et ses blessés, des chevaux, des tentes et des bagages.

L'effet moral de cette action va certainement produire sur nos affaires la plus plus heureuse influence et porter un rude échec à Abd-el-Kader dans l'esprit des populations de cette contrée, qui, du haut de leurs montagnes, assistaient à cet imposant spectacle.

Au dire des prisonniers, les pertes de l'ennemi ont été beaucoup plus considérables que les nôtres, qui se composent cependant de dix sous-officiers ou soldats tués et d'une vingtaine de blessés ; nous avons perdu, en outre, soixante chevaux, tués ou morts de fatigue.

— En réponse au discours du général Jacqueminot, le roi tenant le comte de Paris par la main, a dit :

« J'aime à présenter mon petit-fils à la garde nationale, et à lui dire que fidèle héritier de ce fils qu'elle

pleure avec moi, le comte de Paris marchera sur les traces de son père et de ses oncles, et comme eux, il répondra à l'appel de la France et à la mienne. » Cette allocution a été accueillie par les cris de vive le roi ! vive le comte de Paris !

— On écrit de Rome au *Journal des Débats* :

« L'empereur Nicolas, en quittant Rome, avait fait remettre aux curés des paroisses de Rome une somme de 10,000 écus (53,000 fr. environ) à distribuer aux pauvres. Les curés ont priés M. le ministre de Russie de vouloir bien se charger lui-même de la distribution, attendu qu'ils ne pouvaient accepter d'ordres de la part d'un ennemi aussi acharné de leur foi. »

— L'empereur Nicolas est arrivé à Vienne dans la nuit du 28 au 29 décembre : il n'a pas voulu descendre au palais impérial, mais s'est rendu à l'hôtel de l'ambassade russe. Le lendemain il a dîné avec la famille impériale d'Autriche, après avoir assisté à une revue des troupes de la garnison ; il a dû repartir pour Saint-Petersbourg le 31, en passant par Varsovie. Son séjour à Vienne aura donc été à peine de quarante-huit heures.

— Pendant son séjour à Vienne, l'empereur Nicolas n'a pas reçu les membres du corps diplomatique, excepté les représentants des divers états d'Italie qu'il venait de visiter. Le duc de Bordeaux, qui, depuis plusieurs semaines, dit la *Gazette d'Augsbourg*, avait écrit à l'empereur afin d'obtenir la permission de se présenter devant lui, à reçu la réponse flatteuse que S. M. se serait charmée de faire connaissance avec lui. Le duc de Bordeaux est donc arrivé à Vienne le 31 décembre, avec la duchesse d'Angoulême, qui paraît avoir également manifesté le désir d'être reçue par le czar. La *Gazette d'Augsbourg* ne nous apprend pas, d'ailleurs, si cette entrevue a eu lieu ou si le départ précipité de l'empereur l'a empêchée.

— Le navire *Hermès*, entré le 6 janvier à Liverpool, y a rapporté des nouvelles de Buenos-Ayres jusqu'à la date du 29 octobre. Tous les étrangers qui habitaient les villes de Colonia et de Mercedes dont les forces alliées se sont emparées, ont été entraînés de force dans l'intérieur par les troupes de Rosas, qui leur ont fait faire plus de 50 lieues à pied dans l'espace de quelques jours, et se sont livrés contre eux à toute sorte de services et de brutalités. Malgré le blocus et les hostilités, il y a eu échange presque continu de notes diplomatiques entre les ministres de France et d'Angleterre et le gouvernement argentin ; mais on n'a aucune confiance dans l'issue de ces négociations. Les choses sont trop avancées pour que des relations amicales puissent être reprises entre Rosas et les agents de puissances intervenantes, et la chute du dictateur pourrait seule amener le rétablissement de la paix.

— Les familles anglaises continuent à s'éloigner de Buenos-Ayres, malgré les obstacles que l'on cherche à opposer à leur départ.

— Les exercices militaires auxquels le gouvernement astreignait tous les habitants de cette capitale, presque sans distinction d'âge, ont occasionné un mécontentement tel que l'on a été obligé de se relâcher un peu de la rigueur des premiers décrets, et de renoncer à convertir quand même de paisibles citoyens en soldats endurcis et disciplinés.

— Presidentio Rosas, frère du dictateur, s'étant obstiné dans le midi de la république à enlever bon gré mal gré tous les citoyens, s'est vu enlever par la désertion plus de 500 hommes qui se sont immédiatement tournés contre lui, et ont même eu avec les troupes restées fidèles diverses escarmouches dans lesquelles les avantages ont été balancés. Presidentio Rosas, paralysé par ces déflections, est donc réduit à une inaction complète et ne peut venir en aide à son frère.

— Beschid-Pacha, arrivé à Constantinople le 11 décembre, a pris possession du ministère des affaires étrangères le 14. Ali-Effendi, qui gérait l'intérieur de ce département, en est nommé sous-secrétaire d'état, et cumulera ces fonctions avec celles de beylikdji (directeur de la chancellerie du divan).

C'était donc à tort que l'on avait annoncé qu'Ali-Effendi traiterait occuper le poste d'ambassadeur à Londres, en remplacement de Chekib-Effendi ; et si la disgrâce de ce dernier est réelle, il faudra que la Porte lui donne un autre successeur près du gouvernement britannique.

— La *Gazette de Londres* du 30 décembre publie l'ordre de conseil suivant, en date du 26 décembre : S. M. la reine, de l'avis de son conseil privé, ordonne qu'il sera permis aux navires français d'importer dans l'île de Sainte-Hélène, des possessions de la France, toutes les marchandises produites dans ces possessions,

ainsi que d'exporter de cette île, pour tous pays étrangers, les marchandises qu'il leur est permis d'importer et d'exporter respectivement des possessions de S. M. B. dans les Indes-Orientales et dans l'Amérique, en vertu d'un ordre du conseil rendu, par feu S. M. Georges IV le 1<sup>er</sup> juin 1826, ou de tout autre ordre actuellement en vigueur.

— Une expédition doit être dirigée sur le fleuve du Sénégal au mois de février prochain. Elle se composera de quelques bâtiments légers, et aura pour but de compléter les reconnaissances faites sous le précédent gouverneur et aussi de contracter des traités avec les souverains les plus importants de ces pays.

— On assure, dit le *Journal d'Algérie*, que M. Dachaueu, consul intérimaire à Tanger, est nommé consul général et chargé du Maroc, et que M. Léon Roches, interprète en chef de l'armée d'Afrique, est nommé consul à Tanger.

— MM. Ferrière et J. Petit ont visité la ligne du Nord. Ils ont annoncé l'intention de mettre en exploitation pour le mois de mars la ligne de Douai à Valenciennes et de Douai à Lille.

— Tous les travaux de grosse construction du chemin de fer atmosphérique de St-Germain sont terminés depuis plusieurs jours. Le pont double sur la Seine et le grand viaduc de vingt arches, élevé de vingt mètres au dessus de la vallée, sont complètement achevés ; les drapeaux plantés par les ouvriers en décorent aujourd'hui les sommets.

— Les nouveaux modes de fondation des piles du pont, la hardiesse du vision, les précautions particulières qu'il a fallu prendre pour consolider un sol de la plus mauvaise qualité et le mettre en état de supporter sans fléchir d'aussi grandes masses, enfin, la ponctualité avec laquelle toutes les prévisions des études ont été remplies, font le plus grand honneur à M. l'ingénieur en chef, M. Eugène Flachet, qui a conduit lui-même tous les travaux.

— On annonce le prochain départ de M. le duc de Montpensier pour Madrid.

— Le *Moniteur* vient de publier le tableau des principales marchandises importées en France pendant les onze premiers mois de l'année 1845, ainsi que les droits qui ont été perçus par le trésor, et au moyen desquels l'administration des douanes a l'habitude de comparer, tous les mois, les résultats de l'année courante avec ceux des deux années précédentes.

L'ensemble des droits perçus pendant les onze premiers mois de 1845 forme un total de 139 millions 3 dixièmes ; il n'était que de 138 millions 7 dixièmes en 1844, et de 131 millions 5 dixièmes en 1843. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer, les augmentations ont porté, cette année, sur les cotons en laine, sur les laines, les houilles, les sucres, et sur la plupart des articles. Mais l'accroissement des produits du trésor s'est trouvé diminué par le ralentissement qui s'est manifesté dans l'importation des céréales, et qui a fortement contribué à faire fléchir la somme des droits perçus pendant les derniers mois de l'année. C'est ainsi que le mois de novembre n'a produit au trésor que 11 millions 7 dixièmes, un million de moins qu'en 1844. Tout porte à croire que le mois de décembre nous offrira le même résultat, quand nous connaîtrons les faits qui s'y rapportent.

Cette différence dans les importations de céréales entre les deux années 1844 et 1845 et l'année 1845, qui devait voir une disette, au dire de quelques journaux mal renseignés, est assez remarquable. Il était arrivé dix-sept cent mille quintaux métriques en 1843, deux millions six cent quintaux en 1844, et seulement treize cent mille quintaux en 1845. Mais la différence est bien plus grande dans les quantités acquittées qui ont produit les droits. Ces droits ont dépassé neuf millions en 1844 et n'ont pas atteint quatre millions pendant les onze premiers mois de 1845. En citant ces chiffres, nous voulons rappeler leur peu d'importance relativement à l'énorme chiffre de la consommation française ; nous voulons, dire encore une fois combien nous avons raison de combattre les frayeurs exagérées qui se sont manifestées au sujet de l'approvisionnement général du pays.

— Une loi sera prochainement portée aux chambres, à l'effet de leur demander l'ouverture d'un crédit applicable au reboisement des Alpes et des Pyrénées.

— On réunit en ce moment au ministère des finances, les documents nécessaires à la discussion de la loi qui doit être présentée par le ministre des finances pour l'introduction de la réforme postale, aussitôt après le vote de l'Adresse ; 3 tarifs sont admis par le ministre ; les lettres paieront 10 c. toutes les fois qu'elles ne fran-

chiront pas un espace de 40 kilomètres ; 15 c. par 100 kilomètres, et 20 c. pour la plus grande distance ; le port sera double pour l'étranger.

— On lit dans un journal :

« L'instruction publique va être organisée dans l'Afrique française, au moyen de la création à Alger d'une académie semblable à celles qui existent dans plusieurs grandes villes de France ; tous les établissements d'instruction publique dépendront de cette académie, qui dépendra elle-même de l'université. M. le ministre de l'instruction publique a eu avec son collègue de la guerre plusieurs conférences relatives à ce projet, qui sera présenté aux chambres dans la session. »

— Le monde financier n'est occupé, que de la disparition de M. A..., un des banquiers de Paris, qui avait reçu les souscriptions d'une des compagnies formées pour la ligne de Lyon qui s'était retirée avant l'adjudication. On assure que le passif de ce banquier est considérable.

— On lit dans le *Journal des Pyrénées-Orientales* : « S. A. Ibrahim-Pacha est entièrement rétabli de sa maladie ; dans peu de jours, il reprendra ses promenades habituelles dans les délicieux vallons de Vernet et de Cornella. »

« L'hiver nous a menacés un seul jour ; le lendemain, un beau soleil a fait disparaître le peu de neige qui était tombée, et depuis la température est si douce, qu'on se croirait aux premiers jours de septembre. Aussi nos Egyptiens sont étonnés de voir entre les mains des dames des bouquets composés des plus belles fleurs du printemps, venus en pleine terre. Je ne sais si l'on doit se féliciter de cette chaleur anticipée. »

— M. Philippe Dupin, qui se trouve en ce moment à Gènes, a été reçu de la manière la plus brillante par le barreau de cette ville. Un banquet lui a été offert ; il s'est présenté en compagnie de M. de Chateaugiron, consul de France. Une allocution des plus flatteuses a été adressée au frère de l'illustre procureur général de la cour de cassation.

— Une correspondance du journal de New-York, le *Herald*, annonce l'arrivée aux Etats-Unis de M. Amory Edwards, citoyen de l'Union, venu de Buenos-Ayres avec la mission que lui a donnée le président Rosas, d'invoquer l'appui des Etats-Unis contre l'intervention anglo-française dans la Plata. D'après ce journal, le président Polk aurait répondu qu'une intervention, sous quelque forme que ce soit, dans les affaires des autres peuples, était contraire à la ligne politique suivie par les Etats-Unis.

— Le ministre de l'intérieur du royaume de Saxo vient de prévenir l'éditeur du journal intitulé *Sachsische-Varterlandsbletter*, que l'autorisation qui lui avait été donnée de publier cette feuille cesserait au 1<sup>er</sup> janvier 1846. Cette feuille était le principal organe du radicalisme en Saxe, et le plus chaleureux défenseur des doctrines Rouges en Allemagne.

— On écrit de Berlin, le 29 décembre à la *Gazette d'Etat* :

« La conférence des députés des princes protestants de l'Allemagne, aura lieu dans les premiers jours de l'année prochaine. On espère beaucoup de cette réunion. L'idée de cette conférence appartient à un prince ecclésiastique de l'Allemagne du midi, et le roi l'a chaudement accueillie. »

— Depuis l'année 1836 jusqu'en 1843, cent-un paricides ont comparu devant les cours d'assises du royaume ; 74 ont obtenu des circonstances atténuantes, 27 ont été condamnés par ces cours à la peine de mort et exécutés.

— On lit dans le *Courier du Havre* :

« L'essai du système mixte en navigation transatlantique (la vapeur auxiliaire de la voile) n'a pas de succès. Le navire américain le *Massachusetts*, arrivé de New-York à Liverpool, a eu vingt jours de traversée ; il a été devancé par tous les paquebots ordinaires à voiles partis à la même époque pour Liverpool comme pour le Havre, et il a mis presque le double du paquebot à vapeur *Arcadia* pour le même parcours. On se rappelle que ce même bâtiment, à son dernier voyage à New-York, n'a pas tenu convenablement la mer, et qu'il a été, comme le *Great-Britain*, jeté sur les bancs de Nantucket. »

— Une riche capitaliste de Madrid, qui a fait construire une somptueuse habitation, y a planté dernièrement la crémillère. A la fin du magnifique banquet qu'il a offert à ses amis, on a servi au dessert à chacun des convives, et en cadeau, une boîte de bombons en argent d'un travail de ciselure admirable.

— Il vient de paraître à Madrid un journal du format de l'*Époque*. Il a pour titre : l'*Universel*.



## L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉJOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (Corse).

La chambre des pairs est occupée depuis plusieurs jours de la discussion de l'adresse en réponse au discours de la couronne. L'ordonnance royale du 7 décembre qui a reconstitué le conseil royal de l'Université sur les bases anciennes a donné lieu à un débat assez vif entre M. Cousin et M. le ministre de l'Instruction publique. M. Cousin reproche à l'ordonnance de violer en plusieurs points le décret de 1808 qu'elle s'applique à faire revivre et d'après lui le nouveau conseil ne présenterait pas des garanties égales à celles qu'offrait l'ancien. M. le ministre a répondu à ces objections et s'est attaché à prouver que le conseil ancien, avec les attributions qu'il avait successivement acquises, réduisait presque à rien l'autorité du ministre qui, après tout, est seul responsable. M. Villain, qui depuis sa sortie des affaires n'avait point encore abordé la tribune, a pris la parole sur la même question et tout en reconnaissant la légalité de l'ordonnance du 7 décembre et l'opportunité de l'augmentation des membres du conseil royal de l'université, il a critiqué l'ordonnance en elle-même, comme n'étant nécessaire par aucune urgence, l'ancien conseil tel qu'il fonctionnait n'entraînant en rien la liberté du ministère. La chambre des pairs n'a pas paru apporter à ces débats toute l'attention que M. Cousin aurait voulu sans doute exciter. Après tout, il s'agit plutôt ici d'intérêt personnel, de positions particulières amplies ou réduites qu'un intérêt public et puisque M. Cousin lui-même était obligé de reconnaître la légalité de l'ordonnance, qu'il n'en demandait point le rappel, mais qu'il se contentait de dire que c'était à la loi à réglementer cette affaire, objection à laquelle M. Salvandy a du reste répondu d'une manière satisfaisante, on ne comprend pas trop l'importance que l'honorable pair apportait à cette question.

La question de la Syrie a donné lieu à des débats assez vifs. M. de Montalembert qui réclamait une protection vive et énergique de la France en faveur des Chrétiens d'Orient, a amené M. le ministre des affaires étrangères à la tribune. M. le ministre a réitéré avec vigueur les abominables excès commis en Syrie par les représentants de la Porte, excès dont ne sauraient être responsables les gouvernements de l'Europe, qui ont tout fait pour les prévenir, pour les réparer et qui ont enfin obtenu un commencement de satisfaction. Tout fait espérer que ces actes de barbarie ne se renouveleront plus à l'avenir et que la Porte prendra des mesures pour donner satisfaction à l'opinion publique et faire respecter les lois sacrées de l'humanité. Ces déclarations de M. le ministre sont d'accord avec les nouvelles d'Orient que nous trouvons aujourd'hui dans les journaux de Marseille et qui annoncent la nomination d'un nouveau gouverneur de la Syrie, dont les antécédents et le caractère connus donnent à cet égard toutes les garanties désirables. Ajoutons que le nouveau ministre des affaires étrangères de la Turquie, Reschid-Pacha, un des représentants les plus éclairés et les plus dévoués de la civilisation à Constantinople, qui a appris à aimer et à estimer la France, et à propager dans son pays les grandes idées d'humanité, usera de son influence décisive pour rendre impossible le retour de pareilles horreurs.

M. Guizot a expliqué aussi à la chambre les raisons qui avaient décidé le ministère à combattre l'annexion du Texas aux États-Unis. Comme les tarifs commerciaux qui existent par les traités entre le Texas et la France étaient beaucoup plus favorables à notre commerce que les tarifs des États-Unis, il devenait par là même important de tâcher d'empêcher une réunion qui pourrait nous être défavorable. En outre, la trop grande extension des États-Unis d'Amérique peut devenir un jour menaçante et il est d'une bonne politique de s'efforcer de s'opposer à un agrandissement qui menace d'absorber toute l'Amérique du nord.

La discussion a continué plus ou moins vive sur les autres paragraphes de l'adresse. Les neuf premiers ont été successivement adoptés. La chambre des députés avait fixé la discussion de son adresse au vendredi 16 janvier, mais sur la demande de M. le ministre de l'intérieur, les membres du cabinet étant retenus au Luxembourg, l'ouverture de ces débats a été renvoyée au lundi 19 janvier.

Les assises du 1<sup>er</sup> trimestre 1846, s'ouvriront à Bastia le 27 février prochain, sous la présidence de M. le conseiller Jourd'au, assisté de MM. Colonna d'Istria et Andrau-Moral.

On nous écrit de Pietralba le 11 janvier :

« Le mois dernier le nommé Marcelli, Jean-Thomas, berger de cette commune ayant été arrêté par la gendarmerie de Lama, comme débiteur envers l'Etat de la somme de 35 fr. et 45 c. le gendarme Cagnazoli, François-Xavier de cette même résidence a jeté un regard de compassion sur sa malheureuse famille éplorée, a payé cette somme à M. le receveur et a rendu ce père à ses enfants. »

## NÉCROLOGIE.

M. Bonaccorsi Joseph-Marie, de Calenzana, est décédé le 31 décembre dernier à 11 heures du matin. Il était né le 15 octobre 1781.

Sa mort a été calme comme sa vie, et il a conservé toutes ses facultés jusqu'au moment où il a fermé les yeux pour toujours : on peut dire que la lampe s'est éteinte faute d'aliment.

La Corse vient de perdre un de ses hommes les plus éminents ; mais son nom vivra longtemps. En songeant à sa vaste intelligence, à sa immense érudition, à sa bonté à toute épreuve, à la douceur de son caractère, à sa noble générosité, à son amour du bien, aux services qu'il a rendus dans toutes les positions de sa vie on est tenté de répéter :

..... Qui pudor, et iustitia secor  
Incorrupta fides, nudaque veritas  
Quando ullum inveniant parem ?

On lit dans le Nouvelliste du 20 :

Le Toulonnais du 18, qui nous est parvenu hier soir, au moment où nous étions sous presse, publie sur l'expédition du général Levasseur, dont nous avons parlé nous-même hier, d'après le *Moniteur Algérien*, des détails nouveaux et d'une nature tellement grave qu'ils nous paraissent empreints d'une certaine exagération. Le correspondant de la feuille toulonnaise compte que nous aurons en tout 800 morts et un plus grand nombre des pieds ou les mains gelés. Nous aimons à douter encore d'un résultat aussi meurtrier, d'un point de vue au feu de l'ennemi, mais à l'évidence contraire, aux neiges de l'hiver, sous le ciel africain. En attendant que des renseignements officiels nous soient fournis à ce sujet, nous publions sous toute réserve l'affligeant récit du Toulonnais :

CONSTANTINE, 13 janvier. — Depuis le 7, nous recevons de Séfif les nouvelles les plus alarmantes sur le grand désastre dont a été victime la colonne expéditionnaire du général Levasseur. Notre ville est dans la consternation : toute la vérité n'étant pas encore connue, on ne sait si la renommée exagère ou si la discrétion des rapports officiels cache tous les résultats d'une catastrophe qui rappelle la première retraite de Constantine en 1836.

On savait déjà que le général Levasseur, à la tête de 2 mille baïonnettes, opérant depuis le 9 décembre dans le pays situé entre Séfif et Bathéna ; il comptait, par sa présence, imposer à des tribus turbulentes du Belezma, et rétablir l'ordre chez les Ouled-Derradj du Hodna.

Tout présageait un heureux et facile résultat à cette imposante colonne, qui devait rallier, le 13 décembre,

les forces du colonel Herbillon, du 61<sup>e</sup>. Il avait suffi à ces troupes de se montrer pour faire rentrer les Ouled-Selam dans leurs montagnes. Les Ouled-Abdi étaient tranquilles, depuis que leur kaid avait livré aux Français un chérif perturbateur. Quant aux Ouled-Derradj, ils devaient facilement être maintenus par l'influence de notre kaid de la Medjana. D'ailleurs la saison des labours occupait les tribus, et la difficulté de se maintenir dans l'Aurès, pays montagneux et couvert de neiges en hiver, faisait croire à un prompt et prudent retour.

On connaît déjà la razzia du 15 décembre, opérée par M. Levasseur, et l'attaque du camp de ce général pendant la nuit du 29, où les Arabes éprouvèrent des pertes assez notables ; mais ce que l'on ignorait encore, c'est le sort de ces 2,000 et quelques hommes, depuis le 31 décembre jusqu'au 4 janvier. — Le général continuait de s'avancer dans ces contrées montagneuses, malgré la rigueur de la saison et la chute des neiges. Le froid devint bientôt si intense, que les hommes et les mulets ne pouvaient plus avancer ; il fallut songer au retour. Ce fut alors une débacle complète, et telles furent, dit-on, les misères de nos pauvres soldats, mourant de froid dans la neige, que des Arabes, les prenant en pitié, leur prodiguèrent des secours !

Le général Levasseur, secondé par le colonel Bouscarin et ses officiers fit tous ses efforts pour sauver et rallier le plus grand nombre d'hommes. Il fallut recourir à des Arabes pour se faire guider jusqu'à Séfif, à travers ces nouveaux déserts de neige, tandis que d'autres indigènes, moins généreux, inquiétaient encore l'arrière-garde. Enfin, ce ne fut que le 4 au soir, que cette malheureuse troupe désorganisée et décimée par le froid, parvint à gagner Séfif. Officiers et soldats entrèrent à l'hôpital, du moins la grande majorité, presque tous pour des membres gelés.

Il y a beaucoup d'hommes morts, égarés ou rendus invalides mais on ne saurait encore fixer le nombre des uns ni des autres. Nous saurons ici le 8, qu'il y avait eu 250 hommes ayant les pieds gelés ; le 10, nous apprîmes que les prolonges avaient ramassé 283 hommes morts de froid. Selon les bruits qui circulent à Constantine, et des lettres particulières de Séfif, la colonne avait perdu 1200 fusils, presque tous ses mulets, ses convois de vivres, ses cantines, tentes, caisses etc.

Le 43<sup>e</sup> de ligne, arrivé depuis un mois en Afrique, avait fourni 8 compagnies, dont 4 d'élite, à cette colonne. A quelle rude épreuve a été soumis ce régiment pour ses débuts en Afrique ! Huit de ses officiers sont entrés à l'hôpital avec les pieds ou les mains gelées. Le nombre des sous-officiers ou soldats morts ou égarés ne sera connu que plus tard, il dépasse la centaine pour le 43<sup>e</sup> ; le 2<sup>e</sup> de ligne, le 31<sup>e</sup> (qui avaient fourni chacun 2 compagnies) 150 chasseurs et d'autres fractions de corps ont subi des pertes proportionnelles au nombre de leurs hommes.

Le 8 de ce mois, 4 jours après l'arrivée à Séfif, il manquait encore 800 hommes dont le sort était inconnu.

L'hôpital de Séfif est tellement encombré qu'on évacuera au plus tôt les malades sur Constantine. Plusieurs officiers malades préfèrent garder la chambre. On cite comme ayant les pieds gelés des officiers supérieurs et autres de tous les corps : état-major, intendance, cavalerie, infanterie, toutes les armes (les cavaliers surtout) ont été plus ou moins maltraités.

En apprenant ces désastres nouvelles, ne croirait-on pas être reporté au temps et au climat de la retraite de Russie.

Séfif, 10 janvier. — Vous n'avez pas oublié le temps affreux qu'il a fait pendant les premiers jours de ce mois. La colonne du général Levasseur se trouvait à 15 ou 20 lieues de Séfif. Le 1<sup>er</sup>, elle se mit en route, et le 2, elle atteignait le village où se trouvait le Schérif qui en ce moment prêchait la guerre sainte dans notre province. Il se sauva, ainsi que la population, et le général

— Un ingénieur français qui se trouve en ce moment à Londres, M. Léonard vient de découvrir un moyen fort simple de diminuer la quantité de combustible nécessaire pour engendrer la vapeur. Son invention pour laquelle il a pris un brevet, consiste à introduire de l'huile de balais ou toute autre espèce d'huile de poisson dans la chaudière sans la mêler avec de l'eau ou du moins en y ajoutant une très-petite portion d'eau. Lorsque l'huile se trouve à la température qui produit la vapeur, l'eau se précipite à l'intérieur et la vapeur est générée aussi vite qu'on peut le désirer sans que l'huile passe à l'état de vapeur ou se décompose. On a déjà fait diverses expériences, et l'on a reconnu qu'il en résultait une économie de 40 à 50 %, dans le combustible.

— On trouve dans le mémoire de M. de Tchihatcheff sur la constitution géologique de l'Altai, et dans le savant rapport que M. Elie de Beaumont en a fait à l'Académie des Sciences, des détails curieux sur les sables aurifères de la Sibirie, et sur leur exploitation. On y voit que ces richesses sont tellement considérables, que peut-être elles opérèrent bientôt en Europe une révolution analogue à celle qui résulta de l'importation des trésors du Pérou. La production s'est accrue de 1 à 200 dans l'espace de quatorze ans ; et le manque d'ouvriers, bien que sur plus de 130,000 exilés colons 11,000 soient employés au lavage des sables aurifères, s'oppose seul à ce que cet accroissement soit plus considérable encore.

Cette industrie, qui ne fournissait en 1830 que 95 kilogrammes d'or, représentant une valeur de 3,230,000 fr., rapporte aujourd'hui plus de 18,000 kilogrammes d'or, ou 61,200,000 fr. M. Beudant a évalué la quantité d'or extraite annuellement, sur tous les points du globe, à 24,000 kilogrammes, valant 82 millions ; et dans ce chiffre il attribue à l'Amérique équatoriale 64 millions et à la Sibirie 8 millions seulement ; mais maintenant, comme on vient de le voir, ces termes de comparaison sont tout à fait changés, et la production tend à augmenter sans cesse dans le nord de l'Asie.

La Sibirie, si cette progression continue, fournira à elle seule plus d'or que tout le reste du monde, et d'ici à vingt ans, elle mettra chaque année en circulation une quantité d'or au moins double de celle que l'on consomme aujourd'hui. Une révolution analogue s'opère en Espagne : déchue de ses droits sur le Mexique et le Pérou, elle tire aujourd'hui de l'argent de son propre sol, et l'extraction y devient considérable. L'histoire de l'exploitation des mines fournit un grand nombre d'exemples de ces vicissitudes. Tout récemment encore, M. Dufrenoy, en rendant compte à l'Académie des sciences de divers mémoires de M. Am. Burat, faisait remarquer qu'un déplacement semblable à celui que les lagons de Toscane ont produit dans le commerce du borax, pourrait résulter du travail des mines de cuivre du même pays, qui ont été exploitées à l'époque de la grandeur de Rome, et qui sont remarquables par leur étendue et par leur richesse.

Depuis le 2 novembre, la *Démocratie pacifique* a ré-élu une innovation importante. Elle publie tous les quinze jours un *numéro double* qui réunit, non seulement ses abonnements ordinaires à 10 et 12 fr. par trimestre, mais encore des abonnés spéciaux à 6 fr. par an. — Ce numéro qui contient des résumés de faits, nouvelles, etc., suffisants pour tenir les abonnés spéciaux au courant du mouvement politique et social, sert de récapitulation de consciences pour l'abonné quotidien qui peut ainsi, mieux assouvi son jugement et ses souvenirs sur les principaux événements contemporains. Des articles intéressants de polémique et de critique sociale, de comptes-rendus et de projets d'institutions de prévoyance, les articles de M. V. Meunier, intitulés : LA SCIENCE POUR TOUS, la Magie démasquée par l'Industrie, etc., enfin des feuilletons-nouvelles, signés de MM. E. Souvestre, E. Maron, A. Ponroy, E. Camus, et où figurent principalement les classes laborieuses, font de ce numéro une publication éminemment propre à favoriser l'éducation du peuple et à lui ouvrir la voie de son émancipation progressive.

Le dernier numéro de quinzaine (28 décembre 1845), contient la 1<sup>re</sup> partie du roman que publie annuellement Ch. Dickens, l'écrivain démocratique de la Grande-Bretagne, et qui a pour titre, cette année, LE GRILLON SUR LE FOYER. — Le nom de Dickens ne peut manquer d'obtenir en France une popularité comparable à celle de Walter Scott ; celui-ci, en effet, n'était que le poète de la tradition, il avait l'œil tourné vers le passé ; celui-là regarde l'avenir, c'est le chanteur inspiré du socialisme, l'impitoyable critique des sociétés civilisées. — Dans le but de contribuer pour sa part à une popularité si bien méritée, la *Démocratie pacifique*, qui termine en ce moment le CHEVALIER DE MAISON ROUGE, par M. ALEXANDRE DUMAS, commencera, pour ses lecteurs quotidiens, dans la 1<sup>re</sup> quinzaine de janvier, MARTIN CHUZZLEWIT, roman en 6 volumes, traduit,

pour la 1<sup>re</sup> fois en France, par la plume élégante de M. Louis SW. BOLLON.

MARTIN CHUZZLEWIT est une admirable et palpitante peinture des vices et des travers du temps. Comme il le dit lui-même, Dickens « peint d'après nature. » Qui n'a rencontré Pecksniff, le bêtard pédagogue de morale ? Qui n'a fait être la dupe de Figg, l'éhonté fondateur de la compagnie d'assurance et de prêts d'argent ? Mais aussi, qui n'a eu dans sa vie quelque révélation partielle de la candide probité de Tom Pinch, du généreux dévouement de Mark Tapley ? — Il y a dans ce livre des touches comiques que n'eût pas dédaignées Molière, et des scènes dramatiques telles que Shakespeare les eût inventées.

Parmi les autres ouvrages que la *Démocratie pacifique* tient en réserve, nous citerons, pour son numéro quotidien, le VICOMTE DE CHATELAIN, et LA FERME ET LE CHATEAU, par M. EUGÈNE CAMUS ; et pour son numéro de quinzaine : DEUX MARTYRS, et LA CIGALE ET LA FOURMI, par le même auteur.

La *Démocratie pacifique* continue de publier des feuilletons de Chasse, par M. A. TOUSSENET, et d'Horticulture par M. YANBOU, qui sont très recherchés.

N. B. On peut encore faire remonter l'abonnement au N<sup>o</sup> de quinzaine (6 fr. par an), jusqu'au 2 novembre dernier. 1<sup>er</sup> N<sup>o</sup> de quinzaine.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Sur la demande de la dame Eugénie Mouthon, née Duernet, feseuse de modes domiciliée à Bastia, le tribunal civil étant à Bastia, par jugements de défaut des 21 février et 4 avril dernier dûment enregistrés, signifiés à avoué, et à partie, a ordonné la séparation de corps de ladite dame Mouthon d'avec son mari, le sieur Joseph Mouthon, ex-employé de la Compagnie Corse demeurant actuellement à Marseille.

Pour extrait, certifié sincère et véritable par moi avoué soussigné au tribunal précité, et de la demande sus-nommée.

Bastia, le 13 janvier 1846.

V. CAGNIANI, Avoué.

## A LA LIBRAIRIE FABIANI,

RUE DES JÉSUITES A BASTIA.

## DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Sixième édition, publiée en 1835

précédée d'un Discours sur la langue française

Par M. VILLEMAIN.

2 volumes in-8<sup>e</sup> reliés 42 fr.

## COMPLÉMENT

## DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Publié sous la direction d'un membre de l'Académie, par MM. les Membres de l'Institut et les professeurs de l'Université, savants et artistes.

Un très-gros volume in-4<sup>e</sup> 34 fr.

Les trois volumes ensemble 72 fr.

## GRAND DICTIONNAIRE GÉNÉRAL DES DICTIONNAIRES FRANÇAIS

PAR NAPOLEON LANDAIS

8<sup>e</sup> édition revue et corrigée. 2 forts volumes grand in-4<sup>e</sup> reliés (1845) 33 fr.

## GRAMMAIRE GÉNÉRALE DES GRAMMAIRES FRANÇAISES

PAR LE MÊME AUTEUR

Un volume in-4<sup>e</sup> imprimé sur 2 colonnes relié 14 fr.

## VOCABULAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

extraît de la dernière édition

DU DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE publiée en 1835 par M. Ch. Nodding : 1 gros volume in-8<sup>e</sup> de 1,100 pages, adopté par l'Université. Prix : cartonné à l'anglaise 6 fr.

## DICTIONNAIRE UNIVERSEL DE LA LANGUE FRANÇAISE

PAR BOIST

Dixième édition. 1 volume in-4<sup>e</sup> relié 24 francs.

## GRAND DICTIONNAIRE FRANÇAIS-ITALIEN ET ITALIEN-FRANÇAIS

PAR LIBERTI

2 gros volumes grand in-4<sup>e</sup> 2<sup>e</sup> édition. De Milan, reliés 50 fr.

## LA SAINTE BIBLE

TRANSCRIPTION NOUVELLE

PAR M. DE GÉNOUË

4<sup>e</sup> édition revue et corrigée. 2 vol. format Charpentier

Prix : 7 fr.

## LE

## GUIDE DES CURÉS

DANS

L'ADMINISTRATION TEMPORIELLE DES PAROISSES

PAR M. L'ABBÉ JULLIARD

3<sup>e</sup> édition, 2 volumes in-8<sup>e</sup> 10 fr.

Plus de dents à arracher.

Au moyen d'un ciment métallique : M. MÉDAILLE fabrique toutes les dents carées, sans pression ni douleur.

Il est actuellement logé rue Neuve, maison Furiani, au 3<sup>e</sup> étage.

## AVIS.

Les actionnaires des bateaux à vapeur de la compagnie Valéry frères sont invités à se présenter au bureau des gérants pour retirer la part du dividende du 2<sup>e</sup> semestre de 1845.

PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES

Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

LA LETIZIA

Partira de Bastia pour Marseille dimanche 18 courant à 8 heures du matin.

## PORT DE BASTIA. ARRIVÉES.

Marseille, 8 janvier, bat. à vap. Commerce de Bastia, français, de 104 tx, c. Valzi, divers.

Livourne, 11 id., bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 28 tx, c. Bateotti, passagers.

Terra-Nova, Sardaigne, 11 id., bouf. St-Nicolas, sardo, de 11 tx, c. Grimaldi, fromage.

Marseille, 12 id., mistick St-Vincent-Ferreri, français, de 30 tx, c. Battestini, divers.

Marseille, 12 id., bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx, c. Bugliani, divers.

Be-Madeleine, 13 id., bouf. Ste-Madeleine, Sarde, de 19 tx, c. Valsi, fromage.

Porto-Vecchio, 13 id., bat. à vap. Antilope, français, de 60 tx, c. de Sthal, lieutenant, de v., Voltigeurs corses.

Marseille, 14 id., paquebot Bastia, français, de 120 cn.

C. Santi, lieutenant, de v., dépêches.

Du Cap-Corse, du littoral et de la plage 26 bâtiments, avec charbon, vin, et bois.

## DÉPARTS.

Marseille, 9 janvier, paquebot Bastia, de l'Etat, de 120 ch. c. Santi, lieutenant, de v., dépêches.

Marseille, 9 id., brick-golette Solenzara, français, de 69 tx, c. Monégia, fonte en fer.

Marseille, 9 id., brick-golette Constance, français, de 39 tx, c. Valzi, fonte en fer.

Marseille, 9 id., ch. marée Amélie, français, de 56 tx, c. Bonelli, fonte en fer.

Livourne, 9 id., bouf. Conception, français, de 22 tx, c. Dapelo, en lest.

Livourne, 9 id., bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 28 tx, Battestini, poissons.

Porto-Vecchio, 10 id., bat. à vap. Antilope, français, de 60 tx, c. de Sthal, lieutenant, de v., Voltigeurs corses.

Porto-Vecchio, 10 id., gondole Augustino, français de 4 tx, c. Laporta, divers.

Livourne, 10 id., brick G. Sébastiani, français, de 119 tx, c. Valzi, en lest.

Livourne, 10 id., mistick Conception, français, de 30 tx, c. Bonelli, en lest.

Livourne, 10 id., golette Assomption, français, de 42 tx, c. Thiers, en lest.

Livourne, 10 id., mistick Assomption, français, de 29 tx, c. Stretti, en lest.

Livourne, 10 id., brick-golette Conception, français, de 60 tx, c. Ersi, en lest.

Marseille, 10 id., brick-golette Conception, français, de 40 tx, c. Marini, fonte en fer.

Marseille, 11 id., bat. à vap. Commerce de Bastia, français, de 104 tx, c. Valsi, divers.

Livourne, 12 id., bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx, c. Bugliani, passagers.

Livourne, 13 id., brick-golette Deux Amis, français de 65 tx, c. Gaché, poissons.

Livourne, 14 id., brick-golette Assomption, français, de 60 tx, c. Gentil, poissons.

A la Plage, au Cap-Corse et au littoral 24 bâtiments, blé, fonte et divers.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.



ordonna la destruction du village, en y faisant mettre le feu.

Le 3, en regagnant la montagne, nous rencontrâmes un dromadaire qui avait été tué. Les hommes de nos malheurs. La nuit approchait, la neige tombait à gros flocons, mêlée d'une pluie glaciale et d'un vent semblable. Le lendemain, nous avions déjà dix morts, et nous ne trouvions plus notre route, qu'en voyant les cadavres et les bagages de deux bataillons qui nous avaient précédés. L'administration a été obligée d'abandonner tous ses vivres, la plupart des mulets sont morts de faim et de froid. Enfin, après des souffrances inouïes, l'armée est arrivée comme elle a pu à Sétif, ayant plus de mille hommes de moins. Nous avons déjà 420 morts, et tous les jours on en amène d'autres. Ceux qui ne sont pas morts sont gelés et mourants. Le cœur saigne au récit de tant de souffrances.

L'hôpital de Sétif est plein. On a pris, par ordre du général Levassur, une caserne dont on vient de faire un hôpital provisoire; toute la population s'est dignement conduite. Le fort Galbois est aussi transformé en hôpital, et au moment où je vous écris, il nous arrive deux médecins de Constantine.

Le bataillon indigène est celui, qui, proportion gardée, a le plus souffert. M. le capitaine Taverne qui le commandait en l'absence du commandant Thomas, s'est multiplié autant qu'il a pu, et mérite de grands éloges, aussi bien que le capitaine Vindros qui, à ses pieds gelés. Le général Levassur a moralement fait tout ce qu'il a pu; mais que pouvait-il contre les éléments!

On compte que nous aurons en tout environ 800 morts, et un plus grand nombre les pieds ou les mains gelés. M. Thomas, commandant le bataillon indigène, retenu au lit depuis 4 mois, apprenant le malheur qui pèse plus particulièrement sur son bataillon s'est évanoui et a éprouvé une crise dont son état malade rend les suites dangereuses, mais il était difficile, lui à Sétif, de lui cacher cette affreuse catastrophe, qui frappé de mort tant d'hommes de son corps.

J'ai les mains tellement enflées que je ne puis vous en dire davantage, sinon que nous pensons quitter Sétif dès que la neige se sera fondue; peut-être demain commencera-t-on le mouvement.

Voici le texte du projet d'Adresse de la chambre des députés, en réponse au discours de la Couronne, lu dans la séance du 12 :

« Sire, « La chambre des députés se félicite avec vous de l'état général de la France; l'accord des grands pouvoirs et le maintien de notre politique d'ordre et de conservation assureront de plus en plus le développement régulier de nos institutions, l'affermissement de nos libertés et les progrès de la prospérité nationale.

« Votre gouvernement s'applique à poursuivre l'exécution des grands travaux de défense et d'utilité publique dont le pays demande le prompt achèvement. Ces nouveaux éléments de force et de richesse nous donnent, dans peu d'années, les garanties que notre sécurité réclame, répandront sur toutes les parties du territoire et dans toutes les classes de la population le travail et le bien-être, et nous fourniront les moyens de féconder notre industrie, de vivifier notre commerce et de préparer pour notre agriculture des jours plus heureux et un plus digne prix de ses laborieux efforts. La chambre examinera avec sollicitude, sans s'écarter des limites de la prudence, les mesures qui lui seront proposées pour compléter ce grand ensemble de travaux.

« Votre majesté nous donne l'assurance que notre situation financière est devenue de plus en plus satisfaisante; nous essaierons de l'améliorer encore en faisant présider à l'emploi de nos ressources une vigilance et un sage économie.

« Les divers projets de loi dont votre majesté nous annonce la présentation seront l'objet de notre sérieuse étude.

« Nous sommes heureux d'apprendre que vous continuez à recevoir de toutes les puissances étrangères des assurances pacifiques et amicales. La paix est désormais le premier besoin des peuples. Il appartient à ceux dont la force égale le courage d'en proclamer hautement les bienfaits.

« La politique qui a maintenu la paix générale à travers tant d'orages avec l'appui des pouvoirs de l'Etat et de la raison publique, excite aujourd'hui la reconnaissance des peuples; un jour, Sire, elle fera dans l'histoire l'honneur de votre règne.

« Les témoignages réitérés de l'amitié qui vous unit à

la reine de la Grande-Bretagne et la confiance mutuelle des deux gouvernements ont heureusement assuré les relations amicales des deux Etats. Votre majesté nous annonce que la convention récemment conclue pour mettre un terme à un odieux trafic reçoit en ce moment son exécution. Ainsi se réalise le vœu constamment exprimé par la chambre: les droits de l'humanité seront efficacement protégés et notre commerce sera placé sous la surveillance exclusive de notre pavillon.

« Nous simons à espérer que la France et l'Angleterre, par une action commune qui n'a pour but que d'arrêter l'effusion du sang et de rétablir des relations commerciales sûres et régulières, amèneront enfin la paix sur les bords de la Plata.

« Fidèle aux engagements qu'elle contracte, la France est en droit d'invoquer le respect des traités. Elle rappelle à l'Europe les solennelles garanties stipulées en faveur d'un peuple généreux.

« Nous déplorons avec votre majesté les événements qui ont troublé notre possession d'Afrique, et nous partageons les sentiments que vous inspire l'héroïsme de nos soldats. La France les suit dans leurs périls avec sollicitude et reconnaissance. Elle applaudit aux promptes mesures que vous avez prises pour conserver en Algérie sa force et sa domination. Rien ne pourra lasser notre persévérance, et nos énergiques efforts parviendront à fonder une sécurité prospère et féconde sur cette terre que nous avons proclamée française.

« Sire, votre sagesse et votre courage vous ont fait accomplir au milieu des plus rudes épreuves la noble mission que vous tenez de vœu national: la nôtre est de vous prêter un loyal concours et d'établir avec vous sur d'impérissables bases le gouvernement et la dynastie de notre choix. La providence a béni nos efforts; elle vous envoie des consolations qui pour nous sont des garanties. Vos petits-fils suivront l'exemple de leurs pères, ces nobles princes qui partout où ils ont paru ont dignement porté le nom de la France. Sire, vos vœux sont exaucés, l'affection du pays vous est à jamais acquise et chaque jour rend plus indissoluble l'union de votre famille et de votre patrie.

## Nouvelles diverses.

— On lit dans le *Moniteur Algérien* du 10 :

« M. le maréchal gouverneur-général est arrivé le 29 décembre à Orléansville pour y ravitailler les troupes sous ses ordres, et prendre les vivres nécessaires, afin de poursuivre ses opérations contre Abd-el-Kader, dont la présence était encore signalée au milieu des montagnes de l'Ouarsenis. M. le duc d'Isly a quitté cette place le 31 décembre, se dirigeant vers l'Oued-el-Hardjem, pour reprendre l'offensive contre l'Emir, et le refouler dans le sud-ouest, tout en lui fermant les passages qui conduisent au Chéiff et dans la subdivision de Milianah, but de tous ses efforts.

« Pendant que M. le maréchal se rapprochait d'Orléansville, le général Jusuf a été envoyé à Taret avec une colonne légère, ayant pour mission de ne laisser aucun repos à l'Emir. A la date du 30, cet officier général avait essayé, par plusieurs marches de nuit, de surprendre de nouveau Abd-el-Kader, et de le contraindre à combattre; mais ses mouvements étaient restés infructueux par suite de la vigilance avec laquelle il se garde, vigilance qui a encore augmenté, s'il est possible, depuis le combat du 23.

« Le cercle de Cherchell reste étranger à tout désordre; l'armée frappée sur les Tactas et les Beni Bou-Melenk, qui avaient reçu au commencement de l'insurrection, des émissaires de Bou-Maza, a été payée intégralement et sans la moindre difficulté. Aucun événement n'est survenu dans les subdivisions de Médéah et de Milianah. Le lieutenant-général Bédan, libre de tout embaras dans l'est depuis la soumission des Beni-Djihad, s'est porté sur l'Oued-Deur, entre Milianah et Tounet-el-Had, pour défendre contre Abd-el-Kader, l'accès de la contrée qu'il protège.

« Province d'Oran. — Le lieutenant-général de Lamoricière se trouvait le 29 sur le Tat où il attendait un convoi de vivres pour se porter sur Taret et agir de concert avec le général Jusuf, contre Abd-el-Kader qui s'était retiré de ce côté après le combat du 23 décembre.

« L'aghalik des Sdams est totalement reconquis; toute cette tribu, moins quelques tentes des Oulad-Bouzeid, sont dans leur pays. La partie des Kheloua qui s'était retirée dans le désert a demandé l'aman. Les tribus de la Yacoubia commencent à se soumettre; les Oulad Ibrahim, les Oulad Ahouf, les Assasenas et les

Harrars révoltés ont fait des démarches pour rentrer en grâce. Du côté de Saida, le général Korta a exécuté une troisième expédition qui a porté sur des fractions des tribus et dont le résultat a été fait sentir par des marches de nuit.

Dans la subdivision de Mostaganem, le colonel Pellissier protège contre les tentatives de l'Emir les tribus de la basse Mina rentrées et soumises au khalifat Sidi-el-Arabi, et continue son action contre les fractions des Piltas encore récalcitrantes. Cet officier supérieur a dû arriver le 2 janvier à Taret avec un convoi considérable de vivres destiné au ravitaillement des diverses colonnes qui opèrent dans l'Ouarsenis sous les ordres de M. le maréchal contre Abd-el-Kader.

« Le bateau à vapeur le Titan arrive des ports de l'est au moment où nous mettons sous presse; les nouvelles qu'il apporte de la province de Constantine sont de la nature la plus satisfaisante.

— On écrit de Médéah, le 3 janvier au *Courrier d'Afrique* :

« Abd-el-Kader vient d'organiser un nouveau gouvernement, dont le siège est à Goufah. Un khalifa du nom de Sidi-Chérif, des agas placés à la tête de chacune des tribus qui se sont ralliées à lui, les Oulad-Kreiff, les Oulad-Aïad, les Oulad-Nail, etc., en sont les chefs, sous la haute direction de l'Emir. Avant qu'il est permis d'en juger, son plan paraît devoir s'appuyer sur une grande ligne, entre les Oulad-Nail et le Jurjura, aux extrémités opposées de laquelle seraient les deux khalifs, Ben-Salem et Sidi-Chérif.

« Les Oulad-Nail ayant à leur tête le khalif Sidi-Chérif et deux des agas nommés par Abd-el-Kader, ont fait, le 28 décembre, une razzia à six lieues de notre camp sur les Rahman. C'est le premier acte d'agression du nouveau gouvernement constitué par l'Emir. Il était neuf heures du matin lorsque l'avis de cet événement est parvenu au camp. Les gourd et les chasseurs d'Afrique sont montés à cheval immédiatement; mais mal dirigés par l'Arabe qui leur servait de guide, ils ont parcouru un trajet de sept lieues sans rien voir, et par conséquent, sans pouvoir utiliser leur bonne volonté. Le général suivait la cavalerie avec 400 hommes d'infanterie qui avaient déposé leurs sacs. La rentrée au camp s'est opérée pendant la nuit.

— On lit dans le *Journal la France* :

« Plusieurs journaux ayant parlé de façons diverses de l'entrevue qui a eu lieu, à Vienne, entre l'empereur de Russie et M. le comte de Chambord, nous sommes en mesure de préciser les faits.

« L'empereur est arrivé à Vienne le 29 décembre. Le jeudi, M. le comte de Chambord est allé faire une visite à l'empereur, qui a reçu le jeune prince avec l'empressement le plus affectueux. La conversation s'est prolongée pendant plus de deux heures. Quelques instants après la sortie du prince, l'empereur a été lui rendre sa visite, et la conversation s'est encore prolongée fort longtemps. Dans ces deux circonstances, les augustes visiteurs ont été entièrement seuls. Ainsi les détails qu'on peut donner sur ce qui a fait le sujet de leurs conversations ne méritent aucune critique.

« Le roi a décidé que le comte de Paris partirait aussitôt après les vacances de Pâques, les cours du collège Rollin. Le choix de ce collège vient de ce qu'il est, comme on sait, la propriété de la ville de Paris.

(Constitutionnel.)

« Nous avons parlé du banquet que les trois conseils réduits de l'agriculture, du commerce et des manufactures ont offert aux princes et au ministre du commerce; et qui doit avoir lieu lundi. Voulez-vous ajouter à la solennité de cette réunion toute nationale, les trois conseils généraux viennent également d'adresser des invitations aux présidents et vice-présidents des deux chambres, au gouverneur de la banque, aux présidents de la cour de cassation et de la cour des comptes, au lieutenant-général commandant la place de Paris, enfin à tous les personnages placés à la tête des grands corps constitués.

« Il est arrivé de nouvelles de New-York du 17 décembre: Une conférence avait eu lieu entre M. Buchanan et le ministre anglais, probablement au sujet de l'affaire de l'Oregon. — Le plan révolutionnaire au Mexique tendrait à créer une junte de gouvernement composée de MM. Bravo, Almaraz et Paredes.

« On a reçu à Londres des nouvelles datées de New-York, 17 décembre, qui ont généralement été appréciées comme peu rassurantes, dans la Cité. Le jour même du départ du courrier (17 décembre), fort orageux avait eu lieu dans le sénat. Le général Cass y avait présenté sa motion, dont nous avons déjà fait connaître la substance, et qui a pour objet les prépa-

ratifs de guerre et de défense rendus nécessaires par la situation des Etats-Unis envers la Grande-Bretagne, à propos de la question de l'Oregon; les discours que l'honorable général a prononcés à l'appui de sa motion renferment encore sur le ton tranchant du passage de M. Polk.

— On écrit de Sarrebruck (Prusse), 5 janvier, au *Courrier de la Meuse* :

« S. M. le roi de Prusse vient d'autoriser la construction du chemin de fer de la frontière de France à celle de Bavière, à Sarrebruck. En vertu de cette autorisation, le ministre des finances a posé certaines conditions à la société qui s'est formée ici pour la construction de ce chemin, et s'est réservé la faculté de continuer par l'Etat, si la société n'accepte pas les conditions imposées.

« L'Auxiliaire breton publie une lettre écrite de Papelet, le 27 juin, par une personne de Rennes, qui occupe, dit ce journal, un poste important à Taiti. Sans offrir rien de nouveau, cette lettre a quelques détails qui ne manquent pas d'intérêt; nous la reproduisons :

« Taiti est vraiment une île faite pour être une belle colonie. Tout y est beau, le climat surtout la terre est cultivable et semble ne demander qu'à produire. Papelet même, qui est déjà presque une ville, est dans une position superbe, soit pour un port de commerce, soit pour un port militaire; aussi, dès qu'on la voit, on comprend à l'avance que nous aurons les Anglais menés à nous déposer de ce point important, où ils s'étaient établis en maîtres.

« Il faut rendre justice aux missionnaires anglais, en ce sens qu'ils ont fait beaucoup ici pour la civilisation: grâce à leur zèle, il y a peu de Tahitiens qui ne sachent lire, écrire et compter. Mais, en revanche, ils ont corrompu l'excellente nature de ces braves gens. De bons et francs ils les ont rendus faux et vicieux. Ils étaient établis à Taiti en dominateurs, s'étaient attribués le droit de rendre justice, et presque toutes les peines qu'ils prononçaient étaient des amendes à leur profit.

« Le commerce, d'ailleurs, est tombé sous leur monopole; les Anglais eux-mêmes étaient exposés à leurs vexations, ainsi que les naturels qui allaient se fournir ailleurs que chez eux. Le dirai-je, enfin, ils protégeaient la débauche quand elle devait avoir pour résultat de faire prononcer une de ces amendes dont ils profitaient si bien. En un mot, rien ne leur coûtait pour arriver à leur but, c'est à dire à s'enrichir.

« Aujourd'hui tous leurs efforts tendent à prouver aux insulaires que la France n'est rien et que l'Angleterre est toute-puissante. Au nombre des ruses qu'ils mettent en jeu, en voici une toute récente qui donne une juste idée de leur esprit: ils ont fait venir des cartes géographiques de la France, de l'Angleterre et de Taiti. Or, celles qui représentent l'Angleterre sont à grand point, tandis que celles de la France sont sur une petite échelle. Ils montrent les deux aux naturels, et les comparant à la carte de Taiti, qui est à grand point, ils tentent de leur persuader que la France est grande à peine comme leur île, tandis que l'Angleterre contiendrait cinq fois les deux royaumes.

« Ils ont beau faire, cependant, il commence à comprendre que leur temps est passé. Du jour où ils ont vu qu'ils ne travaillaient plus pour eux, ils ont fermé les écoles, et c'est tout au plus s'ils ouvrent leur temple une fois par semaine. Grâce à leur découragement, le bon naturel revient peu à peu aux Tahitiens; grâce aussi au système paterne adopté récemment par M. le gouverneur. Les Indiens sont toujours, à la vérité, dans leurs deux camps à l'est et à l'ouest de Papelet, mais tous les jours ils viennent nous voir et sont bien reçus. D'un autre côté, malgré la défense qui en a été faite, beaucoup de nos officiers vont les visiter, et n'ont qu'à se louer de l'accueil qu'ils reçoivent.

« Que maintenant l'amiral anglais vienne saluer notre pavillon, et tout sera dit; jusque-là ils croient toujours un peu ce qu'on leur a dit, que Pomaré reviendra avec l'escadre anglaise, et que, quand elle nous aura chassés, ceux qui auront été pour nous seront mis à mort.

« Voilà où en sont les choses, et malheureusement tout ce qui a été dit sur la conduite du commandant du *Kelch* la *Rastie* est bien vrai. Grâce à ses manœuvres et aux précautions qu'elles nous ont forcés de prendre, peu de navires nous visitent, à l'exception de ceux qui nous viennent du Chili. Tout est donc hors de prix ici, car les flots de l'Archipel ont peu à peu cessé tout rapport avec Taiti. Dès que nous serons mieux connus, tout cela changera, et cela ne tardera pas; car nous n'avons qu'à gagner à nous faire connaître, et les missionnaires anglais n'ont qu'à y perdre.

— *Éboulement du viaduc de Barantin.* — Le viaduc de Barantin (chemin de fer de Rouen au Havre) n'est plus qu'une masse de débris.

Vendredi de hier, vers six heures du matin, un bruit épouvantable qui retentit jusqu'à Paviy, 2 kilomètres et demi de distance, réveilla les habitants de Barantin: c'étaient les 28 piliers qui soutenaient les routes du viaduc à 32 mètres au-dessus du sol, qui venaient de tomber successivement et presque instantanément, en se couchant les uns sur les autres. La population tout entière de Barantin se rendit aussitôt sur le lieu de l'éboulement, chacun devait supposer qu'un aussi grand désastre, arrivé tout près de nombreuses habitations, avait fait des victimes; mais on fut heureusement bientôt convaincu que la pecté était toute matérielle, le viaduc s'étant écroulé sur lui-même. Si, dans la chute des énormes piliers, il y avait eu seulement une déviation de quelques mètres, un grand nombre de personnes eussent été englouties et écrasées pendant le sommeil.

Un seul bâtiment a été atteint par l'éboulement: c'est un moulin à blé qui était assésur la rivière de Ste-Austreberthe. Il a été entièrement renversé. Le sieur Augustin, garçon de moulin, venait de s'éveiller, quand il a ressenti l'effet de la terrible secousse qui se propageait d'un bout à l'autre du viaduc. Par un heureux instinct, il s'est réfugié sous une énorme poutre qui l'a garanti de la chute des matériaux.

Le viaduc qui, vient de s'écrouler a été commencé pendant le printemps de 1844. A partir de cette époque, deux ou trois cents ouvriers ont été constamment occupés à sa construction. Depuis quelque temps seulement, les travaux étant presque achevés, il n'était resté qu'une quarantaine de travailleurs. Cet ouvrage d'art, d'un aspect gigantesque, se composait de vingt-sept arches en briques, ayant chacune 15 mètres d'ouverture et soutenues par vingt-huit piliers aussi en briques, posés sur des socles en pierres de taille dont quelques-uns étaient assésur sur pilotis. Chaque pilier avait 4 mètres d'épaisseur. La plus haute élévation était de 32 mètres. Il ne restait plus à poser que les pierres d'entablement du parapet. On achevait les derniers remblais sur lesquels devaient être mis les rails définitifs. La longueur totale du viaduc était d'environ 500 mètres.

De cette immense construction, il reste à peine le pied des piliers, encore chacun d'eux est-il fendu. On ne sait à quoi ni à qui attribuer, quant à présent, la cause de ce désastre.

Depuis l'achèvement des travaux du viaduc et le dégauchement des échafaudages, tous ceux qui traversaient cette vallée restaient confondus de ce qu'il y avait de réellement gigantesque dans une pareille œuvre. Mais si pour les uns la légèreté élégante de cette masse était considérée comme une sorte de triomphe de l'art, pour les autres c'était un véritable sujet d'étonnement quand ils pensaient aux risques auxquels pouvaient être exposés, par sa base même ou par la charge du fût, ce monument si fragile sur son aspect.

Le *Journal de Rouen*, auquel nous empruntons les détails qui précèdent, porte l'évaluation de la perte à 1,200,000 fr.; mais nous lisons aujourd'hui dans le *Moniteur* :

« La réparation va commencer immédiatement. Ce sinistre causera aux constructeurs une perte de 5 à 6 cent mille francs, et retardera de deux ou trois mois l'ouverture du chemin. »

— Bruxelles, le 9 janvier 1846.

« Vous savez déjà sans doute le grand événement qui nous préoccupe depuis deux jours. Voici de nouveaux rapports commerciaux avec la Hollande menacés de suspension comme de 1830 à 1839. Un arrêté du 5 janvier élève de 100, 200 et même 4 et 500 p. le tarif des principaux objets de notre commerce avec les Pays-Bas. Cette mesure est motivée par la réserve que notre gouvernement a apportée au renouvellement relatif à l'entrée par la Meuse des cafés hollandais, dont il a élevé le droit de 3 fr. 50 c. à 11 fr. 50 c.

« Cette mesure était assez inattendue; les négociateurs hollandais n'y songeaient pas; un ordre venu d'en haut l'a provoquée. Il paraît que le roi Guillaume II, depuis le départ de M. Rochussen pour les Indes, a pris de nouveau la Belgique en une sainte horreur. On attribue surtout cette bouderie royale à la décision prise par le roi des Belges, et en vertu de laquelle aucune décoration étrangère ne serait admise, au profit d'un sujet belge, si préalablement le gouvernement n'avait été consulté par la cour qui devait le décerner. Cet arrêté était visiblement dirigé contre la Hollande, qui récompensait par des décorations les services rendus à sa cause, depuis 1830 même, par des Belges no-

tairement désignés pour leur attachement à l'ancien ordre de choses. Quoi qu'il en soit, c'est par la volonté expresse du roi de Hollande qu'a la suite de la hausse sur le tarif des cafés de Java en Belgique, est intervenu l'arrêté du 5 janvier, auquel, dit-on, le ministère hollandais a fait l'opposition la plus vive.

« Cet arrêté a provoqué ici, par contre, une immense riposte. Tous les journaux à l'envi ont crié aux représailles. Le cabinet, en l'absence du roi, a envoyé un courrier au château d'Ardennes, où se trouve S. M.; et l'on attend cette après-midi même la réponse du roi Léopold.

« 4 HEURES. — Le courrier attendu d'Ardennes vient d'arriver. Il apporte l'arrêt suivant, qui doit paraître dans un tirage extraordinaire du *Moniteur* : « Léopold, etc.

« 1° Notre arrêté du 29 décembre est rapporté. Les cafés originaux des colonies hollandaises et des Indes Orientales, et le tabac, importés des Pays-Bas en Belgique, sont provisoirement soumis aux droits généraux du tarif.

« 2° Le présent arrêté sera obligatoire le jour même de sa publication.

« Donné à Ardennes, le 8 janvier 1846. LÉOPOLD.

« Par le roi, le ministre des finances, MALOU.

« Le ministre des affaires étrangères, DUCHAMPS. »

## VARIÉTÉS

De 1836 à 1843, cent un parricides ont comparu devant les assises; soixante-quinze ont obtenu le bénéfice des circonstances atténuantes. Quatre condamnations pour le même crime viennent d'être prononcées dans le court espace d'une semaine, et quatre fois le jury a admis encore des circonstances atténuantes.

De là, grande émotion dans la Presse! Voilà donc vos jurés probes et libres, disent les feuilles d'opposition? Ils sont trais!

Voilà donc votre institution du Jury, disent les feuilles conservatrices? Elle est gentille!

Nous parlerons de cela tout à l'heure.

D'abord, faisons remarquer qu'en permettant au jury d'introduire dans ses verdicts la circonstance atténuante, de même que de réprimer l'excès du crime au moyen de certains faits de son détail — la préméditation et la provocation qu'il constate bien ou mal, — on a faussé le caractère de l'institution.

Est-ce que le principe unique sur lequel repose cette institution n'est pas la garantie pour chaque individu, que les accusations dirigées contre lui par le parquet ne seront reconnues justes qu'après la sanction de ses concitoyens, de ses égaux, de ses familiers, libres de toute dépendance vis-à-vis du pouvoir? — Envers lequel la seule cette confiance est absurde puisque le pouvoir n'est pas une chose qui nous soit ni ennemie ni étrangère, mais tout au rebours, une chose qui émane de nous et nous représente.

Lors donc qu'à la question essentielle le jury a répondu: « Oui, l'accusé est coupable, » le but de l'institution est atteint! l'accusé a obtenu son offensement et illogique garantie contre le pouvoir, le reste appartient aux magistrats de la cour.

Si les jurés font ou pas de bien, s'ils régent la valeur, l'étendue et l'espèce du crime, ils anticipent sur le droit des organes de la puissance sociale, sur le droit d'une magistrature spécialement établie pour juger les méfaits; et la société est découverte, et le jury absorbe cette magistrature spéciale, réduite alors à n'être plus qu'un glaive, qu'un outil, qu'un scribe écrivant sous la dictée d'un tribunal sans expérience.

Prétendra-t-on qu'il soit juste et avantageux d'étendre l'autorité du jury aux dépens de l'autorité d'une magistrature dont les garanties sont pourtant bien plus rassurantes? — A la bonne heure! mais que l'on s'assure au moins de la capacité du jury.

Ce ne sera qu'un corps judiciaire en plus. N'oubliez pas toutefois que la fonction doit être gratuite, pour maintenir nos précieuses garanties contre le pouvoir!

Et si vous parvenez à faire tenir debout sur ses trois pieds et à mettre en mouvement la trilogie de l'intelligence, de l'équité et de la gratuité, — vous aurez fait un miracle comme on n'en voit plus.

Quant aux récriminations des feuilles quotidiennes qui à la droite, qui à la gauche, se rapprochent leur institution et leurs jurés, il y a encore ceci à répondre :

L'institution et les individus ne sont pas plus mauvais que tout ce qu'a produit le moteur par lequel s'agit notre société : le matérialisme.

La sainte appréciation du bien et du mal découle de la morale du christianisme indivisible de la foi et de sa surhumaine nature; cette foi est comme une source de toute morale et de toute lumière, et le plus grand honneur y brachant avec mépris plutôt que d'y boire l'eau pure de la vie, la sainte appréciation du bien et du mal a dû se perdre.

M. Dupin ne nous disait-il pas hier en pleine acadé-



mie, que la vertu ne se comprenait point ? Que le bien et le mal n'avaient que deux proportions : le service rendu à l'Etat, et le dommage causé ; c'est-à-dire deux faits matériels, deux faits palpables avec le sens unique de l'égoïsme ?

Eh bien, pensent les jurés, en quoi le meurtre d'un père est-il plus dommageable à la société qu'un autre meurtre ? C'est un homme de moins, voilà tout ; et un homme nécessairement vieux, donc presque inutile ; — circonstance atténuante s'il en fut jamais au point de vue matériel.

Objetiez tout le caractère odieux du crime de parricide.

Ils répondront : « Qu'est-ce que cela veut dire odieux (comme M. Dupin dirait) ? Qu'est-ce que cela signifie odieux ? Odieux par rapport à quoi ? Nous ne tenons pour odieux que ce qui fait à la société un mal incommensurable, et encore un coup, l'intérêt positif de la société souffre moins de la mort d'un vieillard que de la mort d'un homme jeune. »

Parlez-vous des Grecs ou des Romains, ils vous opposeront les Chinois qui passent pour autoriser le meurtre de septuagénaires coupables du délit de bouches inutiles.

Cette maxime affreuse n'est pourtant que la traduction du matérialisme ; et je dénie qu'on la réfute avec d'autres arguments que ceux tirés de la religion : arme impuissante que ces arguments, puisque la religion a été chassée de nos lois et presque de nos mœurs, par les philosophes voltairiens.

J'ai vu exécuter en 1843 le parricide Claude Armand, d'assez célèbre mémoire.

M. Marillat, frère du paysagiste que vous connaissez, souvenait l'accusation.

— Malheureux ! lui cria-t-il du haut de son siège très-irrité du procureur du roi, tuer son père, c'est le plus grand de tous les crimes ! C'est un crime impardonnable devant les hommes et devant Dieu ! (Sensation.)

— « Il était tant vieux ! » murmura Claude Armand (Rires).

Claude Armand est parti de la prison pieds-nus, avec sa chemise et un caleçon pour tous vêtements, les mains nouées derrière le dos et la tête couverte d'un voile noir.

Croyez-vous qu'on se rappelait autour de l'échafaud les circonstances atroces du crime : un père tué par son fils à coups de piochet pendant son sommeil, puis enterré de suite, encore vivant peut-être ?

Non. Le seul sentiment de la pitié animait la foule. — Et quelle espèce de pitié ?

— Il doit avoir bien froid ! — Mon Dieu qu'il est pâle ! — Est-ce qu'on va lui couper le poignet ? — Il ne manquera que cela ! c'est bien assez de cette mascarade inutile. — Sans doute : un homme a tué un homme, il est jugé dangereux, on s'en débarrasse, rien de plus. — Qui, la civilisation voulait qu'on supprimât cette sauvage boucherie, elle supprimera bientôt le voile noir, la chemise et les pieds nus. — A quoi bon en effet ? On comprend que la société fasse disparaître un individu qui la gêne ; on ne comprend pas qu'elle le martyrise ni qu'elle l'humilie sans nécessité. — C'est un spectacle dégoûtant ! —

Et lorsque le greffier donna lecture de la sentence, ce qui dura bien trois minutes, il n'y avait qu'une malédiction contre l'habitude barbare : « Ah ! quelle atrocité ! — Le malheureux ! — Peut-on faire souffrir ainsi un homme ! — C'est le tuer deux fois. — L'imbécille greffier pourrait bien aller plus vite, etc. »

Et l'exécuteur qui le renversa et l'attacha sur la planche ; et l'aide qui fut obligé de le saisir aux cheveux et de lui retener la tête violemment tandis que l'exécuteur fixait le coussinet. Ce n'était qu'un cri d'indignation dans le peuple contre ces deux misérables, en faveur de cet intéressé assassin !

Si l'on obligeait les jurés à faire escorte au coupable ou à lui lire leur verdict en place du greffier, soyez sûrs que ceux qui avaient condamné le parricide eussent recueilli leur part des apostrophes philanthropiques.

Et vous vous indignez contre les circonstances atténuantes de la part du jury ? — Le peuple les admet bien d'avance !

Mais c'est vous, messieurs de la démocratie, de la philanthropie et de la philosophie, tous enfants de la même famille de démolisseurs, c'est vous qui provoquez cet fatale indulgence, tantôt en ramenant les questions de bien et de mal à une simple valeur d'intérêt matériel, tantôt en les confondant dans l'esprit de la multitude par le spectacle de vos injures et de vos tyrannies atroces contre tout ce qui appelle encore le respect instinctif des masses ; par le scandale de vos tolérances pour les vices de la faimée, de la jalousie et de l'ambition que vous érigez en vertus politiques ; par l'exemple de votre égoïsme et de votre furieuse amour de l'argent et des honneurs !

Vous méprisez le bien ou vous le niez, et vous faites toujours et partout le mal. Comment le peuple, auquel vous imposez votre professorat sous toutes les formes, y entendrait-il rien ?

Il va au hasard dans ses voies de juré, d'électeur, de citoyen, de père de famille, comme vous allez dans les vôtres, tour à tour bénévoles ou assassins, facile candidat, rude au pouvoir et insouciant à ses enfants qui ne sont pour lui qu'une terre où semer beaucoup de désirs ambitieux pour récolter beaucoup de satisfactions d'orgueil.

D'ailleurs, si l'infanticide est à peine puni, pourquoi le parricide ne le serait-il pas ? — je ne veux pas achever.

(La Cravache.)

## ANNONCES ET AVIS DIVERS.

L'an mil huit cent quarante-six et le vingt janvier, à Bastia, à la requête des sieurs Jean-Mathieu et Joseph Valéry frères, négociants et propriétaires domiciliés de droit dans la commune de Brando et demeurant à Bastia, patentes sous les n<sup>os</sup> 721, 742 2<sup>e</sup> classe ; Je Louis Dellepiane, huissier soussigné exerçant près les tribunaux civil et de commerce de Bastia, demeurant en cette ville, ai signifié 1<sup>er</sup> à la dame Anne-Marie Cecconi, épouse du sieur Antoine-Dominique Berlingieri propriétaire demeurant à Bastia, 2<sup>e</sup> à M. le procureur du roi près le tribunal civil de Bastia, l'extrait de l'acte de dépôt fait au greffe dudit tribunal, de l'exécution en forme d'un acte reçu par M<sup>re</sup> Antoine-Joseph Gasco, notaire à Bastia, le douze décembre mil huit cent quarante-cinq d'après lequel, portant vente de la part dudit sieur Antoine-Dominique Berlingieri au profit des requérants sieurs Valéry frères d'un magasin sis au rez-de-chaussée de la maison Franceschini sur le nouveau quai du port de Bastia, moyennant le prix de deux mille deux cents francs ou plutôt de trois mille deux cents francs, par le même acte les dits requérants ayant acquis aussi par cession et transport pour la somme de mille cent quatre-vingt-dix francs tous les droits que le sieur François Loti propriétaire et négociant à Bastia avait sur le même magasin ; ledit dépôt ayant été fait pour la purge légale dudit immeuble, si jamais il en existe ; déclarant à M. le procureur du roi que ceux des chefs desquels il pourrait être formé des inscriptions pour raison d'hypothèques légales existantes indépendamment de l'inscription n'étant pas tous connus, les requérants feront publier la présente signification dans les formes prescrites par l'article 683 du code de procédure civile. Et afin que M. le procureur du roi et la dame Berlingieri n'en ignorent, je leur ai laissé à chacun d'eux copie de l'acte de dépôt et du présent, pour la dame Berlingieri en son domicile parlant à sa personne et pour M. le procureur du roi en son parquet, parlant à M. Graziani, avocat, f. f. de procureur du roi, lequel a bien voulu viser le présent original de ce requis. Dont acte. Le coût est de 7 fr. et 70 c.

DELLEPIANE.

Vu et reçu copie par nous juge suppléant, f. f. de procureur du roi.

Bastia, le 20 janvier 1846.

CH. GRAZIANI.

Enregistré à Bastia le 21 janvier 1846, folio 3, verso case 2, reçu 2 fr. et 20 c. pour décime.

CASANOVA.

## A LA LIBRAIRIE FABIANI,

RUE DES JÉSUITES A BASTIA.

NOUVELLES NARRATIONS FRANÇAISES, précédées d'examen préparatoire, par M. Filon, 4<sup>e</sup> édition revue et augmentée, 1 v. in-12 (1846), 4 fr.

ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE GÉNÉRALE DES TEMPS MODERNES, depuis la prise de Constantinople par les Turcs 1453 jusqu'à la révolution française, par F. Ragon, 5<sup>e</sup> édition revue et corrigée, 3 volumes in-8<sup>e</sup>, ..... 21 fr.

ABRÉGÉ DE GÉOGRAPHIE, rédigé sur un nouveau plan, par Adrien Balbi, 3<sup>e</sup> édition revue et considérablement augmentée par l'auteur et accompagnée de 24 cartes et plans, gros volume in-8<sup>e</sup> de 1400 pages à 2 colonnes, relié ..... 30 fr.

HISTOIRE DE NAPOLEON, par M. de Norvins, illustrée par Baffet, 1 vol. gros in-8<sup>e</sup> relié. .... 26 fr.

ABRÉGÉ DU DICTIONNAIRE DE L'ACADEMIE FRANÇAISE, par M. P. Lorrain, 2 volumes in-8<sup>e</sup> reliés en un seul, ..... 10 fr. 50 c.

THEATRE COMPLET DE J. RACINE, 1 v. in-12 3 fr.

THEATRE DE P. ET T. CORNEILLE, avec notes et commentaires, 2 vol. in-12 ..... 6 fr.

OEUVRES COMPLETES D'EUGENE SUE, jolie édition in-18, format Cazin. — Prix : 1 fr. le volume.

Prix un franc la vingt-deuxième édition de

## LA CONSTIPATION DÉTRUITE

SANS LAVEMENTS, SANS MÉDECINE ET SANS SAIGNS,

se vend chez tous les libraires et à la maison Warton, à Paris, 68, rue Richelieu, l'exposition d'un moyen NATUREL agréable et infaillible (très simple), non seulement de vaincre, mais aussi de détruire complètement la Constipation rebelle ; suivi de nombreux certificats de médecins célèbres et d'autres personnes de distinction. La même, franco par la poste, 1 fr. 50 c., à envoyer en un bon sur la poste. (Affranchir.)

## LE SIROP LAROSE

d'écrouilles d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est proposé par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et du système nerveux, rétablit la digestion, guérit les gastralgies, la langueur, le dérangement du système organique, abaisse les convulsions trépidantes, détruit la constipation, 3 fr. le flacon. On enlève les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Larose. — Dépôt spécial chez M. Pignatelli pharmacien à Bastia. (7667).

SONT PARUS :

Arthur, 3 vol. — Mathilde, 6 vol. — Les Mystères de Paris, 10 vol.

## LEÇONS DE DANSE.

M. VOLTAPAJOLA JEAN, maître de danse à Bastia, a l'honneur d'informer les personnes qui désireraient prendre des leçons qu'il est à même de leur apprendre la Polka de salon. S'adresser rue Napoléon, près du sieur Valéry, épiciers.

LE

## ISTORIE FIORENTINE

DI NICCOLÒ MACHIAVELLI  
diligentissima riveduta nella miglior edizione  
preceduta da Notizie intorno alla Vita dell'Autore  
SCRITTA DA G. B. NICCOLINI.  
1 vol. — 3 fr. 75 c.



PAQUEBOTS A VAPEUR DE LA COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES

Service régulier entre Bastia et Marseille

et entre Bastia et Livourne.

## LE COMMERCE DE BASTIA

Partira de Bastia pour Marseille dimanche 25 courant à 8 heures du matin.

Un bateau à vapeur de la même compagnie partira de Bastia pour Ajaccio le 30 courant à 6 heures du matin touchant à l'île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le 31 dans la matinée.

Il repartira pour Bastia le 1<sup>er</sup> février, à 6 heures du soir relachant de même à Calvi et l'île-Rousse.

## PORT DE BASTIA.

### ARRIVÉES.

Livourne, 18 janvier, bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 28 tx, c. Battesti, passagers.

Marseille, 19 id. bat. 5 vap. Commerce de Bastia, français de 104 tx, c. Valzi, divers.

Livourne, 19 id. balancelle St-François, sicilien, de 12 tx, c. Palomba, en lest.

Naples, 20 id. balancelle St-Philippe, Sicilien, de 38 tx, c. Godino, pates.

Livourne, 21 id. goëlette Assomption, français, de 42 tx, c. Thiers, blé.

Marseille, 21 id. paquebot Bastia, français, de 120 ch. c. Santi, lieutenant de v., dépêches.

Marseille, 21 id. brick-goëlette Ville de Bastia, français, de 75 tx, c. Zuani, divers.

Du Cap-Corse, du littoral et de la plage 15 bâtiments, avec vin, bois, planches et charbon.

### DÉPARTS.

Livourne, 15 janvier, bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 28 tx, Battesti, en lest.

Marseille, 16 id. paquebot Bastia, de l'Etat, de 120 ch. c. Santi, lieutenant de v., dépêches.

Marseille, 18 id. bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx, c. Bugliani, divers et pass.

Livourne, 19 id. bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 28 tx, c. Bertocci, passagers.

Marseille, 20 id. brick Mont-Liban, français, de 147 tx, c. Cambiaggi, fonte en fer.

Livourne, 21 id. mistick Misericorde, français, de 44 tx, c. Gabrielli, citrons, poissons.

Livourne, 21 id. mistick St-Vincent-Ferreri, français, de 30 tx, c. Battesti, en lest.

Livourne, 21 id. brick G. Sébastiani, français, de 119 tx, c. Valzi, en lest.

Au Cap-Corse et au littoral 11 bâtiments avec blé, et divers.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

# L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 10 fr., Six mois 5 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Insulaire, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (Corse).

Depuis plusieurs années, ainsi que nous l'avons fait remarquer, à diverses reprises, les affaires du port de Bastia suivent un mouvement progressif fort considérable et qui témoigne ainsi des progrès du commerce de notre ville, malgré les conditions défavorables où il se trouve par rapport au port. Ainsi les recettes de la douane de Bastia qui, pour l'année 1844, s'élevaient à 471,911 fr. ont atteint, en 1845, à la somme de 545,397 fr. c'est donc une augmentation de 73,486 fr. sur 1844 pour 1845. Ce chiffre est très remarquable. Sans doute les mauvaises récoltes de l'année 1845 auront forcé l'introduction d'une grande quantité de blé étranger, mais comme cette malheureuse circonstance avait eu lieu en 1844, la progression des recettes de la douane, que nous signalons pour 1845, n'en est pas moins significative. C'est donc un accroissement remarquable d'affaires qu'accuse cette augmentation de près de 100,000 fr. sur l'exercice de l'année précédente.

Nous pouvons espérer que cette année, où les récoltes se présentent jusqu'ici de la manière la plus favorable, ne nécessitera pas, plus tard, une introduction de blés étrangers aussi considérable que celle qui a eu lieu les années précédentes et que les chiffres des recettes de la douane pourront suivre, sans qu'on puisse leur attribuer la cause fâcheuse, que nous rappelons ici, la même ascension qu'on remarque depuis plusieurs années, et qui constatait l'extension plus grande que prend chaque jour le commerce de notre place.

La discussion de l'adresse a commencé lundi 19 janvier à la chambre des députés. Les débats ont été jusqu'ici animés et ont porté sur la confection des listes électorales, sur la politique suivie à l'extérieur soit vis-à-vis du Texas, soit vis-à-vis de Montevideo et sur la politique intérieure. Mais ce qui a excité le plus l'attention, ce sont les faits relatifs à la confection des listes électorales. Quelques orateurs MM. Corne, Leyraud, de Payramont et Malleville ont articulé plusieurs faits assez graves qui ont provoqué plusieurs réponses de la part du ministre de l'intérieur. Ces débats qui, au fond, sont très importants puisqu'ils touchent à la base même du gouvernement représentatif, ont le grave inconvénient de ne pouvoir jamais être établis d'une manière bien nette devant la chambre, placée qu'elle est entre des affirmations positives, mais qui tout en étant fondées sur la bonne foi, ne sont pas cependant à l'abri de toute erreur et entre les dénégations du gouvernement qui n'a pu ni n'a donné des ordres pour que les listes soient composées d'une manière irrégulière. Mais ce qui ressort de ces débats c'est le devoir pour le gouvernement de rechercher attentivement les abus signalés et d'accorder, s'il y a lieu, une satisfaction à l'opinion publique. Il importe pour tous que les listes électorales soient composées avec impartialité. C'est là le devoir le plus strict des agents du pouvoir. Toutefois l'amendement proposé à cet égard par M. Odilon-Barrot, a été repoussé par la chambre à la majorité de 208 contre 166, c'est-à-dire à la majorité de 42 voix.

M. Ledru-Rollin, député et représentant les opinions de l'extrême gauche, a attaqué vivement l'alliance de la gauche et du centre gauche et a appelé M. Thiers à la tribune. Celui-ci a protesté de son dévouement à la cause monarchique et a déclaré que les accusations de M. Ledru-Rollin étaient la meilleure justification de la conduite qu'il avait suivie depuis sa sortie des affaires. Puis, M. Thiers a vivement attaqué le système de politique extérieure suivi par le cabinet notamment pour les affaires du Texas. M. Goizot a répondu à l'honorable orateur et a reproduit les explications qu'il avait données à la chambre des pairs sur cette question. La conduite du cabinet n'a pas été

agressive contre les États-Unis. Il s'est borné à la plus stricte neutralité et par conséquent rien n'explique et ne justifie l'irritation qu'a manifestée le président de l'Union américaine dans son message. D'autres orateurs ont encore abordé la tribune. MM. Duvorgier de Hauranne, Billaut, Desmoussaux de Givré, Barrot, de Gasparin, de Larcy, sur différents points.

La discussion générale avait été close au commencement de la séance du 23 janvier et le premier amendement proposé par l'opposition avait été rejeté, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Il est vraisemblable que la discussion aura duré au delà de samedi dernier, puisque la chambre à la date du 23 n'était encore arrivée qu'à la discussion du premier paragraphe de l'adresse.

## Par ordonnance royale du 23 décembre 1845 :

M. Maisani Thomas, adjudant sous-officier au 43<sup>e</sup> de ligne, a été promu au grade de sous-lieutenant au même corps.

M. Gressier Barthélemy, adjudant sous-officier au 19<sup>e</sup> léger, a été promu au grade de sous-lieutenant au 55<sup>e</sup> de ligne.

M. Malbort André-Noël, sergent-major au 2<sup>e</sup> régiment de la légion étrangère a été promu au grade de sous-lieutenant au 21<sup>e</sup> léger.

## NOUVELLES D'AFRIQUE.

— On lit dans le *Nouveliste* du 22 janvier.

La correspondance insérée dans le *Toulonnais* et qu'il a reçue par le Labrador, confirme malheureusement les relations déjà publiées sur cette déplorable affaire. Les souffrances éprouvées par la colonne expéditionnaire n'avaient point été exagérées !

On écrit de Constantine le 11 janvier : La colonne se composait, après avoir rallié les troupes du colonel Herbillon du 61<sup>e</sup>, de 2,500 hommes environ ; elle était formée du 1<sup>er</sup> bataillon du 43<sup>e</sup> de ligne, 2 bataillons du 61<sup>e</sup> ; 360 zéphirs, 4 compagnies d'élite des 2<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup> régiments de ligne ; plus de petit attirail qui suit un corps d'armée, génie, artillerie, ambulance, etc., etc.

Le 15 décembre la colonne tomba sur une tribu qui émigrant, une razzia complète fut faite, les Arabes prirent la fuite. Le 43<sup>e</sup> régiment de ligne se conduisit très bien dans cette affaire où il a fait ses premières armes.

Le 21, la colonne leva le camp d'Aïn-Cheddy et se dirigea sur le pays des Ali-ben-Sabor pour venger le colonel Herbillon d'une insulte que cette tribu lui avait faite, en lui envoyant pour étage une vieille négresse montée sur un bourricot.

Quelques jours après, le camp du général Levasseur fut attaqué de nuit, et le lendemain eut lieu un engagement peu meurtrier pour nous, mais qui dura pourtant une bonne partie de la journée.

Le 2 janvier on s'était rapproché des montagnes des Aurès. Le froid était devenu si intense que l'eau gela dans les bidons des soldats. Le général Levasseur n'était pas éloigné de Bathena et pouvait s'y réfugier. Il jugea plus convenable de rebrousser chemin du côté de Sétif, toujours dans les montagnes... Mais alors au beau temps, au froid ordinaire de décembre et de janvier, dans ces districts montagneux, avaient tout-à-coup succédé un vent glacial, une neige épaisse, continue. Le lendemain au réveil la terre en était couverte de plus de 3 pieds. Un froid intense l'avait gelée, de sorte que pour découvrir les effets laissés hors des tentes, il fallut se servir de la hache. Les tentes des malheureux soldats étaient ensevelies sous la neige (vous savez qu'elles sont faites avec deux petits sacs de toile dits de campement.) Forcé fut donc de battre en retraite, et alors une débacle générale commença.

Après bien des peines on parvint à réunir le gros de la colonne qui arriva à l'entrée d'un défilé. C'était le

soir. On dut y passer la nuit pour le franchir le lendemain. Cette nuit fut affreuse : Pour ne pas geler sur place, on fut obligé d'organiser des danses, on brûla les biscuits, les caisses qui les renfermaient, tout ce qu'on put trouver, et cependant combien de malheureux ne purent le lendemain se mettre en route avec leurs camarades ; leurs pieds s'étaient gelés pendant la nuit.

Ce fut un bataillon d'élite (2 compagnies du 31<sup>e</sup> et 2 du 2<sup>e</sup> de ligne) qui sous les ordres du brave commandant Chapuy du 2<sup>e</sup>, dut former l'arrière garde. Elle fut attaquée dans sa marche par quelques pillards et des coups de fusil furent échangés. On abandonna les convois de vivres, et c'est en vain qu'on invitait les soldats à aller se charger de café, de biscuits, etc., aucun d'eux ne bougeait. On obéissait la faim et la soif, on gela !

Les souffrances ne furent pas terminées ! Le défilé qu'en temps ordinaire, on aurait franchi en une heure, demanda toute la journée. L'arrière garde se mit en marche à 4 heures, le chemin était épouvantable. A chaque instant des hommes disparaissaient perdus dans des cavités profondes ; d'autres rendus impuissants par le froid, tombaient pour ne plus se relever ; quelques-uns perdant la trace de la route, par l'impossibilité où ils étaient de suivre ont été s'égarer dans les montagnes pour n'en plus revenir.

Le défilé franchi on se trouva en face d'une vaste nappe de neige, on se croyait près de Sétif, on en était encore à 9 lieues. Des Arabes émus à la vue de ces hommes qui gelaient et meurent en place, leur donnent l'hospitalité et les réchauffent. D'autres se déterminent à guider la colonne, et enfin le 4 au soir, commencèrent à arriver à Sétif et à entrer à l'hôpital ces troupes si rudement éprouvées.

L'hôpital a reçu 500 malades, tout ce qu'il pouvait contenir, le reste s'est éparpillé dans les établissements du camp et chez les colons. Le 5, la neige ayant cessé de tomber, des prolonges fournies par le camp se dirigèrent dans la direction de la marche de la colonne, et le 6, elles rentrèrent rapportant au camp deux cent quatre-vingt-trois cadavres — parmi lesquels 130 environ appartiennent au 43<sup>e</sup>. Le 7 il manquait encore plus de 500 hommes ; mais il y en a encore tant d'égarés, qu'on ne comptait pas en juste le total des morts. Toujours est-il que cette colonne forte de 2500 hommes à son départ sur la route 1200 fusils, perdu sa caisse qui contenait 2000 francs, ses tentes, ses mulets, ses vivres, etc.

Les officiers ont plus souffert peut-être que les soldats. Nous en avons 17 ou 18 à l'hôpital, malades ou gelés. On parle de la mort d'un lieutenant et de l'amputation d'un pied gelé à un officier du 43<sup>e</sup>.

M. le chef d'escadron d'état-major Devilliers est complètement gelé ; M. le lieutenant d'état-major, Schmiot, a eu les reins gelés ; M. le sous-lieutenant Ariolles, jeune homme de 31 ans, les deux pieds gelés ; 2 officiers de chasseurs d'Afrique, les pieds gelés ; M. Chevrillon chef de bataillon au 43<sup>e</sup>, a les pieds, les mains et une joue gelés. Il y a des officiers dangereusement malades mais il n'en est pas resté un seul de mort en route.

Aussitôt que ce désastre fut connu à Constantine, la moitié du personnel de l'hôpital militaire fut dirigée sur Sétif, ainsi qu'un convoi portant des approvisionnements en tous genres, parmi lesquels 2,000 paires de souliers.

Toujours est-il qu'on ne connaît pas encore le chiffre exact des morts. Le général Levasseur n'a pas osé l'écrire, car dans l'avis qu'il faisait parvenir au colonel du 31<sup>e</sup>, commandant de Constantine par intérim, il lui disait, qu'arrivé à Sétif, non sans nombre de morts, il se réservait de lui en donner les détails de vive voix. M. le colonel Cornilhe, gravement indisposé, était néanmoins parti, malgré l'avis des médecins ; mais se sentant encore plus malade et voyant qu'il ne pouvait continuer l'expédition, il était revenu à Constantine, et a



avait remis le commandement du 43<sup>e</sup> à M. le chef de bataillon Chevillon.

Nous avons ici les plus grandes inquiétudes sur le colonel d'Arbouville, partie depuis quelque temps du Soudan; on nous dit qu'elle s'est perdue dans les neiges, mais ce n'est qu'un bruit qui mérite confirmation.

Nous recevons de Gignelly une note très succincte dont nous donnons ici la copie littérale.

Le 9 janvier, les Arabes ont tenté d'attaquer les ouvriers qui se rendaient à la Carrière, mais la présence de l'escorte, qui a exécuté une décharge heureuse, a suffi pour les mettre en fuite.

Le 10, quatorze hommes du 2<sup>e</sup> de ligne ont été tués dans un blockus de cette place.

Dans un de nos précédents numéros, nous avons établi qu'il était presque impossible, en Corse, de composer un jury légal; nous en avons même signalé les graves inconvénients. Le remède à ce mal serait pourtant bien facile: il suffirait, d'après nous, d'introduire dans ce pays l'usage, déjà établi sur le continent, des sessions extraordinaires.

S'il en était ainsi, le jury ne siégerait désormais que de quinze à vingt jours seulement: et les jurés de l'intérieur, sûrs que leur absence ne sera pas de longue durée, s'empresseraient d'obéir à la loi; ils ne se verraient pas forcés de compromettre la conscience familiale pour quelques mérites de campagne: nous disons forcés, car les citoyens devant résider une quarantaine de jours à Bastia, s'effraient, à juste titre, des dépenses ruineuses qu'entraîne un pareil séjour, dépenses qu'absorbent quelquefois le revenu de toute une famille.

Quelques objections ont été élevées contre ce qu'on appelle l'innovation des sessions extraordinaires. Sont-elles sérieuses? Nous ne le pensons pas.

A ceux qui prétendent que les sessions extraordinaires constitueraient le trésor en frais, nous répondons qu'il tombent dans une grosse erreur. Le trésor, au contraire, gagnerait à l'innovation signalée. On ne l'a pas oublié, on ne donne aux jurés qu'une simple indemnité de route, tandis que quelquefois le salaire dû, pour séjour, aux témoins d'une seule affaire en retard, dépasse de beaucoup ce que le trésor donne à tous les jurés d'une session.

D'autres ajoutent que l'on éprouverait quelque difficulté à trouver des présidents pour chaque session. Une pareille objection est injurieuse pour la Corse. Les membres qui la composent tiendront tous à honneur de fidèlement remplir les devoirs de leur charge: aucun, que nous sachions, n'a encore décliné les fonctions de la présidence; aucun ne voudrait manquer à ses obligations.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que les présidents sont nommés pour le trimestre et non pas pour la session, et dès lors on n'éprouverait pas plus de difficulté qu'on n'en éprouve aujourd'hui. Nous pensons au contraire que le service de la présidence n'en serait que plus facile; car au lieu de s'occuper sans cesse de trente affaires, le président en ferait quinze d'abord, et ne reprendrait les quinze autres qu'après un mois de repos.

Quoiqu'il en soit, on ne saurait disconvenir que les sessions extraordinaires n'aient pour effet de partager entre plusieurs citoyens la charge qui pèse aujourd'hui sur les seuls jurés de Bastia, établis pour ainsi dire en commission permanente: et ce serait déjà un grand progrès. D'ailleurs, des plaintes ont été adressées à M. le procureur-général. Le ministre de la justice a été informé: nous verrons quelles mesures on prendra pour l'avenir.

La justice est le premier besoin des peuples: sans elle, point d'état social possible. Mais pour que justice soit efficacement rendue, il faut un nombre de juges proportionné au nombre des justiciables. Aussi, au moment où les chambres vont s'occuper du budget du ministère de la justice, et par suite de l'augmentation proposée dans le traitement des magistrats, il n'est peut-être pas sans intérêt d'appeler l'attention du gouvernement sur l'organisation actuelle et de la cour royale et du tribunal de Bastia.

Seule entre toutes les cours du royaume, celle qui siège à Bastia ne compte que vingt Conseillers ou Présidents (1). Depuis quelque temps il est question de donner

à ce corps judiciaire une organisation pareille à celle des cours du continent placées dans la même classe. Mais on attend encore la réalisation d'un projet aussi salutaire.

L'augmentation de la Cour Royale n'est cependant pas le besoin le plus pressant de la magistrature en Corse.

L'arrondissement de Bastia où 70,000 justiciables environ portent chaque année, devant le tribunal de première instance, un millier d'affaires soit civiles, soit correctionnelles, se compose des cinq anciennes juridictions royales, du Nebbio, Cap-Corse, Porta, Cervione, et Bastia, devenus plus tard tribunaux de district.

Dans chacune de ces circonscriptions, on comptait cinq juges et un membre du parquet. C'était peut-être plus qu'il n'en fallait; aussi le décret du 18 août 1810 vint-il modifier ces anciennes institutions judiciaires de la Corse et les cinq districts de l'arrondissement de Bastia ne devaient plus former qu'un seul tribunal, composé de sept juges et quatre suppléants. Ce décret portait en outre que lors de l'établissement du jury en Corse, le nombre des juges à Bastia serait porté à neuf.

Depuis, un autre décret impérial est venu suspendre provisoirement l'exécution du premier, et le tribunal de Bastia, composé alors, comme de nos jours, de quatre juges seulement a dû faire le travail autrefois partagé entre trente magistrats.

Si le personnel était trop considérable avec les juridictions royales, il est certes trop restreint aujourd'hui: aussi, serait-il temps que le gouvernement s'occupât sérieusement de l'augmentation de ce corps judiciaire. Le conseil d'arrondissement en a maintes fois exprimé le vœu.

Nous espérons que M. le garde-des-sceaux saisira une occasion aussi favorable que celle de la discussion de son budget, pour demander aux chambres l'augmentation du personnel de la cour et surtout du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Bastia.

Ce serait un acte de justice; les chambres, nous n'en doutons pas, s'y associeraient avec empressement.

Par arrêté de M. le préfet de la Corse en date du 20 du courant l'examen des tableaux de recensement des jeunes gens de la classe de 1845 et le tirage au sort pour la désignation du contingent cantonal, auront lieu pour chaque canton, aux lieux, jour et heure indiqués ci-après:

#### ARRONDISSEMENT D'AJACCIO.

Opérations des cantons de Piana et Evisa, à Vico, 26 février 1846, à 11 heures du matin; — de Salice et Soccia, à id., 27 id.; — de Vico, à id., 28 id.; à id.; — de Sari, à Sari, 1<sup>er</sup> mars, à midi; — de Bastelica, à Bastelica, 5 id., à 11 heures du matin; — de Santa-Marie-Siché, à Santa-Marie-Siché, 7 id., à midi; — de Zicavo, à Zicavo, 9 id., à 11 heures du matin; — de Bocognano, 12 id., de Sarrolo-Carcopino, 13 id., d'Ajaccio, 14 id., à Ajaccio, à midi.

#### ARRONDISSEMENT DE BASTIA.

Opérations du canton de Nonza, à Canari, 26 février 1846, à 9 heures du matin; — de Luri, à Luri, 27 id.; — de Rogliano, à Rogliano, 28 id., à id.; — de Brando, à Brando, 2 mars, à id.; — de Cervione et San-Nicola, à Cervione, 5 id., à id.; — de Peroccasevecchie et Vescovato, à Vescovato, 7 id., à id.; — de Porta, à Porta, 9 id., à id.; — de Campile, à Campile, 10 id., à id.; — de Lama et Campitello, à Volpajola, 11 id., à id.; — de Borgo et San-Martino, 13 id., de Bastia (Terranova) et Bastia (Terravecchia), 14 id., à Bastia, à id.; — de Saint-Florent, à Saint-Florent, 16 id., à id.; — d'Oletta, à Oletta, 17 id., à id.; — de San-Pietro et Murato, à Murato, 18 id., à id.

#### ARRONDISSEMENT DE CALVI.

Opération du canton de Calvi, à Calvi, 5 mars 1846, à midi; — de Calenzana, à Lumio, 7 id., à 11 heures du matin; — d'Algajola, à Muru, 9 id., à midi; — d'Olimi-Cappella, 12 id., à id.; — de Belgodere, à Belgodere, 14 id., à id.; — de l'île-Rousse, à l'île-Rousse, 16 id., à id.

#### ARRONDISSEMENT DE CORTE.

Opérations du canton de Serraggio, à Serraggio, 26 février 1846, à 9 heures du matin; — de Vezzani, à Vezzani, 28 id., à id.; — de Prunelli, à Prunelli, 2

mars, à id.; — de Pindicorte, à Pindicorte, 4 id., à id.; — de Moita, à Moita, 6 id., à id.; — de Pietra, à Pietra, 7 id., à id.; — de Valle, à Valle, 9 id., à id.; — de Pindicorte, à Pindicorte, 11 id., à id.; — de Morosaglia, à Morosaglia, 13 id., à id.; — de San-Lorenzo, à Morosaglia, 14 id., à id.; — de Castiglione, à Moltifao, 16 id., à id.; — de Calacuccia, à Calacuccia, 18 id., à id.; — d'Ometta, à Ometta, 20 id., à id.; — de Corte, à Corte, 21 id., à id.; — de Serrano, à Serrano, 23 id., à id.

#### ARRONDISSEMENT DE SARTENE.

Opérations du canton de Sartene, à Sartene, 26 février 1846, à midi; — d'Ometta, à Sartene, 27 id., à id.; — de Petreto-Bicchisano, à Petreto, 2 mars, à id.; — de Serra, à Serra, 5 id., à 11 heures du matin; — de Lorie, à Lorie, 6 id., à id.; — de Santa-Lucia, à Santa-Lucia, 7 id., à id.; — de Portovecchio, à Portovecchio, 10 id., à midi; — de Bonifacio, à Bonifacio, 12 id., à id.

### Nouvelles diverses.

On lit dans le *Moniteur Algérien* du 19: La colonne de cavalerie aux ordres du général Jusuf, vient d'être dissoute; les différents corps qui la composaient rentrent dans leurs cantonnements, afin d'y prendre le repos qui leur est si nécessaire. — Le général Jusuf est arrivé hier à Alger.

Dans la subdivision de Mostaganem, les tribus du khalifat Sidi-el-Arabi sont complètement renversées sur leur territoire et demeurent soumises à l'autorité de leur chef. Quelques douars des Moudes refusent obstinément de venir à composition; le colonel Pellissier les fait surveiller d'une manière toute particulière. Cet officier supérieur ayant acquis, dans la nuit du 10 janvier, des renseignements positifs sur la situation de cette fraction de tribu, lança contre elle les gouds et sa cavalerie, soutenus par un bataillon d'infanterie. Cette faible colonne, dirigée par le lieutenant-colonel Rosquet, a obtenu des résultats aussi complets qu'il était possible de l'espérer. Les douars récalcitrants sont entièrement tombés en notre pouvoir. Deux de leurs chefs qui avaient réussi à s'échapper, sont venus immédiatement implorer l'amn.

Ce coup de main a produit les plus heureux effets sur l'état de nos affaires, déjà en fort bonne voie dans cette subdivision.

Le 2 janvier, la colonne de M. le général Korte est arrivée à Mascara venant de Sidi-bel-Abbès; elle était forte de 3,500 hommes dont 700 cavaliers montés. Les 5, ces troupes sont parties pour la plaine d'El-Mehir, se dirigeant sur Cacherou. Dans la soirée du même jour, M. le colonel Renaud, du 6<sup>e</sup> léger, est sorti en toute hâte avec 1,200 hommes de la garnison pour se rendre à El-Bordj. On croyait généralement que ces mouvements de troupes avaient pour but d'arriver à cerner l'Emir qui parcourt en ce moment les parages de la Mina et qui, dit-on, a attaqué les tribus soumises de Damam avec une assez forte cavalerie; il a dû se rencontrer une résistance à laquelle il ne s'attendait pas. Abd-el-Kader, poursuivi de près par les généraux de Lamoricière et Yussuf, se trouvait rejeté sur la colonne du général Korte à Cacherou. D'un autre côté, la position occupée par M. le colonel Renaud, à El-Bordj, lui ferait un dernier passage. Sa situation devenait difficile.

Aussi, le 4 janvier, dans la matinée, on apprit à Mostaganem qu'Abd-el-Kader avait paru chez les Flittas, et le soir du même jour son arrivée à Touiza. Il fuyait devant le général de Lamoricière, qui ne perdait pas un instant ses traces, et qui, arrivé auprès des tribus soumises, fit tirer six coups de canon, signal convenu pour les avertir de ne point bouger et qu'elles allaient être protégées. Une d'elles avait déjà commencé à se mettre en mouvement.

Par un régulier qui a déserté du camp d'Abd-el-Kader dans la soirée du 4 et s'est rendu au khalifa Sidi-el-Arabi, on a su que l'émir avait d'abord voulu séjourner à Touiza; mais que se voyant vivement poursuivi, il avait pris le parti de remonter à cheval presque aussitôt son arrivée. Malheureusement, notre infanterie était harassée. Le général de Lamoricière a été forcé de s'arrêter un peu pour lui laisser prendre quelque repos, puis il a continué la poursuite de bivouac en bivouac. Abd-el-Kader se voyant serré de si près, s'est jeté dans le défilé de Tifouce, lieu tristement célèbre par la mort de M. le lieutenant-colonel Berthier, dans le combat du 22 septembre dernier. Là, se voyant près

d'être atteint, il a commencé à abandonner chevaux et mulets. Les Hachem-Cheraga soumis ont tiré sur sa troupe et lui ont pris huit chevaux. Les Sdamas lui ont aussi enlevé des coups de fusil.

On lit dans l'*Echo d'Oran* du 17:

Nos correspondants de Mascara et de Mostaganem nous font savoir que dans l'ouest de la province, le pays commence à se réorganiser. Cependant tout n'est point encore fini et il suffirait qu'Abd-el-Kader aujourd'hui retiré sur les hauts plateaux, reparût dans le Tell pour y soulever de nouveaux les malheureux tribus qui sont trop faibles pour lui résister, et que nos colonies ne puissent toujours protéger bien efficacement. Poussé de près pendant plusieurs jours par la colonne de M. le lieutenant-général de Lamoricière, et fort mal accueilli par les Ouled-Sabenis et les Sdamas, qui instruits de l'arrivée de nos troupes ont refusé de lui fournir des grains et se sont battus contre lui, l'émir a été forcé de se retirer en toute hâte sur le bord du Chottel-Cherguy, en un lieu dit Ain-Sekrouna, où il ne peut rester long-temps. Il est difficile de prévoir si du pays d'Ain-Sekrouna, il continuera sa marche vers le Maroc, ou bien s'il cherchera, par un de ces mouvements rapides qui lui sont propres, à pénétrer de nouveau dans le Tell.

Dans la subdivision de Mascara, les tribus continuent leurs labours. Les Harara, bien que leur pays situé entre le Tell et les Chotts, soit sans cesse exposé aux incursions de l'Emir sont à la veille de venir à nous. Leurs principaux chefs étaient ces jours derniers au camp de M. le lieutenant-général de Lamoricière. La colonne de cet officier général s'est remise, nous assure-t-on, à vivre comme dans l'hiver 1841-1842, sur les sîls des tribus insoumises. — Les soldats reçoivent du blé qu'ils convertissent eux-mêmes en farine, au moyen de moulins arabes, et dont ils font ensuite des galettes ou du pain.

Dans la subdivision de Mostaganem, le Dahra seul peut être considéré comme encore insoumis; espérons qu'il suffira, quand on en aura fini partout ailleurs, d'y envoyer une colonne pour que tout rentre dans l'ordre.

Les derniers arrivages de Saint-Domingue ont apporté les nouvelles les plus fâcheuses: la haine du président Pierrot contre les hommes de race blanche va jusqu'à la folie, et quelques-uns des actes de ce Toulou-saint-Louverture au petit pied rappellent les plus mauvais jours de l'époque de Dessalines et de ses sicaires.

M. Dubrac, agent temporaire de France au Cap, soupçonné d'entretenir des intelligences avec les Dominicains, a été arrêté, conduit à bord d'un navire haïtien, frappé à coups de bâton, jeté à l'eau, puis repêché, et incarcéré pendant quarante-huit heures sans nourriture. Il a fallu, pour le faire mettre en liberté, l'intervention du consul britannique. Du reste, le triomphe du président Pierrot aura été de courte durée; car, à la date des dernières nouvelles (1<sup>er</sup> décembre), l'escadre française était arrivée devant le Cap, ayant à bord le consul-général, et se préparait à obtenir, au besoin, par la force, la réparation de l'outrage fait à notre agent.

Le conseil des ministres s'est occupé de la question de savoir, si en raison des derniers événements d'Haïti et des attentats commis par le président Pierrot contre des Français, il y avait lieu d'interrompre toute relation officielle avec la république noire et d'en appeler à la force. Il a remis à statuer d'une manière définitive jusqu'à l'arrivée de rapports ultérieurs.

La première loi qui sera présentée aux chambres, après la discussion de l'Adresse, aura pour objet la demande des crédits applicables à l'expédition de Madagascar.

On s'occupe au ministère des travaux publics de préparer les projets de loi de chemin de fer qui devront être soumis aux chambres dans le courant de la session. Ces projets sont d'abord, les lois de concession des chemins de fer laissés l'année dernière à l'état de rapport; Bordeaux à Cette, Mulhouse à Dijon, Paris à Rennes; puis 3 nouveaux projets, l'un relatif au chemin de Caen, le second relatif à la continuation jusqu'à Limoges et Clermont du centre, le dernier à l'exécution d'un chemin de fer de Vitry les Français à Gray en remplacement du canal proposé l'an dernier dans cette direction.

Le gouvernement paraît décidé à ne plus donner à l'avenir, que des concessions directes, et, suivant toute probabilité les chemins de Caen, de Rennes, de Limoges et de Clermont seront donnés aux compagnies

de Rouen, de Versailles et d'Orléans dont ils forment des prolongements.

Il paraît qu'il se serait passé au ministère de la guerre, dans le bureau spécial du service des hôpitaux, des faits d'une nature assez grave pour qu'un conseil d'enquête ait dû être formé, afin de prononcer sur les imputations dont un sous-chef est l'objet. Ce conseil s'est réuni plusieurs fois depuis le 1<sup>er</sup> janvier; mais il n'a pas encore pris de décision.

On lit dans l'*Algérie*:

M. l'abbé Dupanch, évêque d'Alger, vient de donner sa démission; elle a été acceptée par le gouvernement. On parle de M. l'abbé Coqueran comme devant lui succéder; ce choix ne peut manquer d'être agréable à l'armée d'Afrique. Le nom de M. l'abbé Coqueran n'est pas étranger pour elle; les officiers et les soldats se rappellent avoir entendu sortir de la bouche de nos marins l'éloge de ce digne ecclésiastique, qui a si courageusement partagé leurs fatigues et leurs dangers dans la dernière campagne du Maroc, à Tanger et à Mogador.

On écrit de Paris au *Nouveliste*:

Les nouvelles arrivées des États-Unis sont plus belliqueuses que jamais; on dirait que toutes les imaginations transatlantiques sont en délire. Elles ne rêvent qu'agrandissements et conquêtes. Il semble, lorsqu'en Europe le besoin de la paix se fait généralement sentir, que le génie de la guerre se soit réfugié de l'autre côté des mers. Ce n'est plus seulement l'Oregon et le Texas que l'Amérique du nord veut s'incorporer, mais sa manie de fusion s'étend jusqu'au Mexique et même à Cuba.

En Angleterre on commence à craindre que les négociations soient impuissantes et qu'il ne faille décidément recourir aux coups de canon, comme argument suprême et décisif.

On écrit de Londres, le 17 janvier:

L'impression produite par les nouvelles des États-Unis a été très sensible. Aujourd'hui, il y a eu un conseil de cabinet au Foreign-Office. C'est ce matin que les lettres de convocation ont été envoyées. Avant la réunion des ministres, sir James Graham et le chancelier de l'échiquier ont eu des entrevues avec sir Robert Peel.

Le *Morning Chronicle* se montre fort alarmé des dernières nouvelles des États-Unis. Il pense que la diplomatie est à bout d'expédients et qu'il est bien difficile de faire revenir sur ses pas le gouvernement américain.

Il est question de créer à l'Académie des sciences morales et politiques une section d'agriculture, dans laquelle entreraient par voie d'élection, les hommes qui se sont livrés avec le plus de distinction aux sciences agronomiques.

Le *Morning Herald* publie le détail suivant de la répartition des forces navales anglaises sur les divers points du globe:

« La station de la Méditerranée se compose de 20 vaisseaux de toutes classes: 1 vaisseau à trois ponts, 3 frégates, 1 corvette, 3 sloop, 2 bâtiments de surveillance, 1 bâtiment de transport, 9 navires à vapeur dont 4 sont du rang des sloop 5 canonnières et 1 tug. La situation des Indes-Orientales, d'Halifax et de l'Amérique du Nord, comprend également 20 vaisseaux de tout rang: 5 frégates, 3 sloop, 1 schooner, 3 bâtiments de surveillance dont 1 est à vapeur, 2 bâtiments de transport, 6 navires à vapeur dont 2 ont le rang de sloop. Dans la station de l'Océan Pacifique, nous avons 15 vaisseaux: 1 vaisseau de ligne, 4 frégates, 3 corvettes et sloop, 1 brigantin et 1 bâtiment de transport, 3 navires à vapeur et 2 bâtiments de surveillance.

« Sur la côte sud-est d'Amérique, nous avons aussi 15 vaisseaux, dont 4 frégates, 3 sloop, 2 brigantins, 1 brick de surveillance, 1 bâtiment de transport et 4 navires à vapeur. La station des Indes-Orientales se compose de 31 vaisseaux de tout rang: 1 vaisseau de ligne, 6 frégates, 1 corvette, 10 sloop, 1 brick, 1 brick-hospital, 1 vaisseau pour le transport des troupes, 5 bâtiments de surveillance et 4 bâtiments à vapeur. Station du cap de Bonne-Espérance: 8 vaisseaux, dont 4 frégates, 3 sloop, et 1 sloop à vapeur. Dans notre station de la côte occidentale d'Afrique, nous avons 27 vaisseaux: 1 frégate, 18 sloop, 1 garde-côte, 7 navires à vapeur, dont 1 frégate, 4 sloop, 1 bâtiment surveillant, et 1 vaisseau attaché à la colonie. Les services détachés occupent 8 vaisseaux, 2 sont des vaisseaux de découverte, 3 sont des bâtiments de transport pour les troupes, et les 3 autres sont des bâtiments de surveillance à vapeur. »

— La salle des Ancêtres de Teutmes, ce précieux

monument d'archéologie égyptienne, dont l'antiquité remonte à 3,500 ans, est actuellement placée à la bibliothèque royale de Paris. En 1812, un voyageur français, M. Prisse, conçut l'heureuse idée d'enrichir notre musée de ce magnifique monument historique. Les pierres, enlevées une à une et soigneusement placées dans des caisses, furent transportées à bord d'un navire. La salle des Ancêtres est à la bibliothèque comme elle était à Carnak. Soixante statues de grandeur naturelle font partie de cette collection, plus un papyrus de trois mètres de longueur.

On attend tous les jours à Marseille le navire chargé de transporter en France le résultat des fouilles dirigées par notre consul à Mosou, sur l'emplacement de l'ancienne Ninive.

— Il résulte des rapports adressés au ministre de l'instruction publique que le nombre des élèves, dans les collèges royaux et communaux, s'est encore sensiblement accru cette année.

Au 1<sup>er</sup> décembre 1845, les collèges royaux comptaient. . . . . 23,270 élèves.  
Les collèges communaux. . . . . 37,015

Total. . . . . 60,315 élèves.  
En 1844, à la même époque, les collèges royaux comptaient. . . . . 21,890 élèves.  
Les collèges communaux. . . . . 34,979

Total. . . . . 56,869 élèves.

L'augmentation de cette année, comparativement à l'année précédente est donc de 3,446 élèves.

— On lit dans le *Lynn Advertiser*:

« Il y a quelques jours, une petite ménagerie de bêtes féroces traversait Potter Eigham pour se rendre à Yarmouth: le conducteur, en s'écartant pour faire place à une voiture, s'approcha un peu trop du bord du fossé, et sa ménagerie fut culbutée. Les barreaux de la cage du tigre n'étant pas assez solides pour supporter le poids qui les chargeait se rompirent, et l'animal féroce, ainsi délivré d'une manière inattendue, s'élança dans la campagne après avoir, pour premier exploit, enlevé la tête d'un aigle. Justement alarmés par leurs bestiaux et leurs hommes par la présence d'un hôte aussi redoutable, deux fermiers de Fendrit, MM. Rud et T.-R. Marrell, s'entendirent avec le propriétaire de la ménagerie afin de tâcher de s'emparer du tigre. Ils s'armèrent de fusils, et accompagnés du maître des animaux, ainsi que d'une foule d'hommes munis de fourons en fer, ils s'avancèrent pour essayer de le saisir avec un nouet coulant. Cette tentative ayant échoué, on plaça sur le chemin de l'animal un immense panier contenant un morceau de viande; le tigre sauta dedans pour saisir cet appât, et l'on abattit aussitôt le couvreur, ce qui l'on fixa solidement, pendant que la bête féroce poussait des hurlements terribles que les plus hardis des assaillants ne purent entendre sans frissonner. Par bonheur, il n'y eut personne de blessé.

Document curieux sur la mortalité.

Il a été reconnu que, dans la vie de l'homme, la mortalité augmente sensiblement, de 10 ans en 10 ans, et qu'il meurt beaucoup moins d'individus dans leurs 31<sup>e</sup>, 41<sup>e</sup>, 51<sup>e</sup>, 61<sup>e</sup>, 71<sup>e</sup> et 81<sup>e</sup> années que dans les âges intermédiaires: 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, etc. Ainsi, les proportions suivantes, prises à des sources officielles, sur de grandes tables de mortalité, ont été établies, sur un même nombre d'individus donné, il était mort: — 26,630 à 29 ans, 31,027 à 30 ans, et seulement 25,540 à 31 ans; — 23,301 à 39 ans, 33,513 à 40 ans, et seulement 20,989 à 41 ans; — 23,689 à 49 ans, 33,527 à 50 ans, et seulement 20,914 à 51 ans; — 25,782 à 59 ans, 43,270 à 60 ans; et seulement 26,084 à 61 ans; — enfin, 32,009 à 79 ans, 45,617 à 80 ans, et seulement 27,425 à 81 ans; — ou en réunissant les sommes 164,449 ans dans les âges du chiffre 9,240,910 ans dans les âges des dixaines justes, et seulement 153,111 ans dans les âges des années qui le suivent, c'est-à-dire dans les années du chiffre 1. — Ce résultat est étonnant, mais il est authentique; il faudrait en conclure que, de 10 ans en 10 ans, l'homme se trouve sous l'influence de quelque changement physique, et il semblerait que, chaque fois que cette époque critique est passée, il y ait un nouveau bail de vie de 10 années.

### VARIÉTÉS

#### L'OXALIS CRENATA.

Considéré comme plante alimentaire pouvant remplacer la pomme de terre, le cidre et la bière pour la nourriture de l'homme.

Déjà, à plusieurs reprises, j'ai cherché à faire connaître le parti qu'on peut retirer de cette plante précieuse; jusqu'ici cependant elle est restée le partage de quelques amateurs qui ne l'ont cultivée que par curiosité, sans chercher à découvrir tous les trésors qu'elle recèle. Cette indifférence a donc retardé sa propaga-

(1) Les vingt-sept Cours royales du royaume se divisent en trois classes.

1<sup>re</sup> Les Cours de première classe ont cinq chambres; elles se composent d'un premier Président, de cinq Présidents de chambre, et de trente-quatre Conseillers. Celle de Paris, par exception, en compte soixante.

2<sup>e</sup> Les Cours de 2<sup>e</sup> classe ont quatre chambres, elles se composent d'un premier Président, de quatre Présidents de chambre et de vingt-quatre Conseillers.

3<sup>e</sup> Les Cours de 3<sup>e</sup> classe ont trois chambres, elles se composent d'un premier Président, de trois Présidents de chambre et de vingt Conseillers. Toutefois, et par exception unique, la Cour de Bastia, qui appartient à cette classe, n'a que deux Présidents de chambre et dix-sept Conseillers.

(Annuaire de l'ordre judiciaire de France.)



# L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉZOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

## BASTIA (CORSE).

La discussion de l'adresse se poursuit toujours à la chambre des députés sans avancer beaucoup. Jusqu'ici trois amendements ont été proposés par l'opposition et ont été successivement rejetés à la majorité de 42, 25 et 49 voix. La question de l'exécution de la loi sur le Conseil d'Etat, sur la confection des listes électorales et sur l'exécution des chemins de fer ont tour-à-tour provoqué ces votes. Le gouvernement s'est rallié à un amendement de M. D'Arbay qui, tout en condamnant ce qu'il y a eu de déplorable et de funeste dans les spéculations de bourse relativement aux chemins de fer, écartait le gouvernement la responsabilité de ces actes auxquels il est demeuré étranger.

Trois séances ont été consacrées à la discussion de l'ordonnance du 7 décembre sur le Conseil royal de l'Université. MM. Dubois et St-Marc-Girardin l'ont fortement attaquée ainsi que l'avait fait M. Cousin à la Chambre des Pairs. M. Thiers est venu se joindre à eux tout en élevant le débat et en le faisant sortir des préoccupations personnelles qui percent dans les discours des membres de l'ancien Conseil : M. Salvandy a répondu longuement et dans deux séances, aux critiques auxquelles son ordonnance avait été exposée ; le débat quoique long et animé, n'a pas cependant été clos à la fin de la séance du 30 janvier ; M. Guizot avait demandé que la discussion fut renvoyée au lendemain. Du train dont va la discussion, elle court le risque de se prolonger encore longtemps. Voici près de cinq semaines que le parlement est assemblé, et il en est encore à la préface de ses opérations. Il est à craindre dès lors que cette session ne produise pas tous les fruits qu'on pourrait en attendre.

Il est de mode aujourd'hui d'attaquer le principe d'association, après l'avoir exalté. Jadis c'était à lui qu'on s'adressait pour toutes les entreprises qui demandaient un certain ensemble de forces ; maintenant on n'en veut plus, et bien des intérêts particuliers froissés par les succès obtenus par ce principe d'association, lui font une rude guerre. Ce qui se passe sur le continent a lieu aussi pour notre pays, et le National s'est rendu complaisamment l'écho des doléances peu délicates de quelques individus qui s'affligent sans doute de voir que des relations fréquentes et communes sont établies entre la Corse et le continent de la France et de l'Italie. Le National attaque donc très violemment la compagnie Valéry de notre ville et reproche contre elle les lieux communs usés qu'on a entassés à satiété contre les bateaux à vapeur, seulement le National n'a pas en le courage de la logique et il s'est arrêté sans conclure. Si, comme il le dit, la navigation à vapeur tue la marine à voile — ce qui n'est pas vrai et le contraire a été démontré par des chiffres, ailleurs comme à Bastia, où le nombre des bateaux à voiles s'accroît chaque année, alors surtout qu'on est obligé de faire appel à des bâtiments du dehors pour transporter à Marseille les fers et le minéral de l'usine de Toga, alors qu'on peut voir notre port presque complètement vide, tous les bâtiments de notre place étant occupés sur différents points, fait qui témoigne hautement que la marine à voile est loin d'être morte — si, comme le dit le National, la marine à vapeur tue la marine à voiles, il faut d'urgence supprimer la première, sans même lui accorder l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique... privée devrions-nous dire. La mesure serait au moins conséquente et expéditive. Le National a été retenu par la pudeur et il a mieux aimé être inconsequent qu'absurde. C'est déjà quelque chose.

Mais son correspondant s'en dédommage amplement en plaidant les circonstances aggravantes ; s'il n'ose attaquer le principe de la marine à vapeur d'une manière franche et ouverte, il procède par voie détournée et il accumule tant de reproches, formule tant d'accusations, qu'il espère bien obtenir qu'on jette l'interdit sur la compagnie Valéry et qu'ainsi la Corse se retrouve replacée dans les anciennes conditions où elle était il y a quinze ans, alors qu'il restait cinq ou six semaines sans recevoir des nouvelles du continent ; alors qu'un voyage en Italie, qui ne demande aujourd'hui que quelques heures, exigeait plusieurs jours. C'était là le beau temps sans doute pour Bastia. Le commerce languissait ; les relations étaient très difficiles, la progression impossible et la marine à voile, qu'on représentait aujourd'hui comme déchu, alors qu'elle augmentait chaque année ses moyens d'actions, était elle-même très peu considérable. En fait de monopole, puisqu'on en parle, il semble qu'il était plus facile de le réaliser alors qu'il n'y avait pas de concurrence à vapeur et que ce qu'on pouvait attendre des voiliers était peu redoutable. Est-ce là le bon temps qu'on regrette et on se pour le faire revenir qu'on donne de si curieuses notes au National ? On devrait au moins avoir le courage de le dire et d'essayer si on mériterait par cet excès de franchise les applaudissements du commerce et des habitants de notre ville.

Le National parle d'une décision qui aurait été prise par le ministre de la marine pour fixer le nombre des passagers qui seraient admis sur les bateaux à vapeur de la compagnie Valéry. Mais le fait qui est exact, est présenté d'une telle manière qu'il dénature tout-à-fait la portée de cette décision, qu'on représente comme une marque de défiance, comme une répression d'abus qui auraient eu lieu. Voici ce qui s'est passé à cet égard. Le gouvernement toscan, trompé par des rapports évidemment empreints d'exagération et qui péchaient par leur inexactitude, avait déterminé un nombre de passagers à admettre si restreint qu'il aurait compromis ou retardé de beaucoup l'émigration annuelle en Corse des ouvriers qui viennent, chaque année, suppléer à l'insuffisance des bras de notre pays. L'agriculture en Corse aurait ainsi reçu un coup défavorable. C'est alors qu'intervint M. le ministre de la marine qui nomma une commission pour examiner plus impartialement cette question et sur le rapport de cette commission, la première décision fut rapportée et alors intervint l'arrêté ministériel dont on parle, qui fixa un nombre de passagers de beaucoup supérieur à celui qui avait été déterminé par le gouvernement toscan. Que devient dès lors cet argument auquel le National paraît ajouter tant de confiance ?

Quant aux accidents, il était naturel qu'on en parlât, mais on s'est bien gardé de dire que depuis cinq à six ans que le service à vapeur existe, un seul a eu des résultats déplorables, sans doute, mais dont on ne saurait attribuer la responsabilité à la compagnie Valéry, puisqu'une commission nommée à Livourne par M. le consul-général de France a constaté, ainsi que nous avons eu occasion de le dire, qu'il n'y avait dans cette triste circonstance aucune faute à reprocher à l'administration du bateau, non plus qu'au capitaine et à son équipage. On le voit donc ce déplorable accident ne provient pas de ce que le bateau était chargé outre mesure et de manière à couler bas, comme le dit le National. En six ans, deux accidents, dont le premier n'a eu que des conséquences très peu graves, puisqu'il n'a eu pour résultat que d'allonger de quelques heures la traversée, dont le second est affreux, puisqu'il a causé la perte de trois personnes ; c'est sans doute trop ; mais est-il beaucoup de compagnies de ce genre qui n'aient pas eu à déplorer des malheurs plus nombreux et plus grands et était-ce bien le cas d'entasser tant d'accusations dénuées de fondement et de faire ab irato le procès à une compagnie, qui compte dans son sein les principaux négociants de notre ville, et qui rend des services si importants au pays ?

Nous ne répondrons pas aux autres assertions du National. Nous concevons qu'il lui serait agréable de voir nos navires prendre pour patrons les noms romains de quelques républicains de l'ancien ou du nouveau régime et qu'il voit avec peine qu'en Corse on ne s'accommode pas de noms qui sont populaires pour lui. C'est là une affaire de goût, sur laquelle il est assez difficile de discuter. Mais puisqu'il se propose de se livrer à des insinuations peu fondées, que nous sachions, il aurait dû articuler des faits, énumérer les faits obtenus. Cela eût été plus concluant pour le besoin de sa cause qui le porte trop facilement à dénigrer tout ce qui n'est pas lui et à vouloir imposer à tous le niveau de ses affections et de ses antipathies ; puisque'il accueillait si facilement un réquisitoire qui ne repose sur rien de réel, une imagination de plus n'eût pas coûté beaucoup, et son roman, sans être plus vrai, eût été plus complet.

Au reste ces attaques assez vieilles, qui ont pris d'abord la voie de Toulon, puis celle de Marseille, n'en seront pas plus heureuses pour venir de Paris. Les bateaux à vapeur rendent trop de services ici, en même temps que la navigation à voile s'étend elle-même, pour qu'on prenne au sérieux cette petite guerre faite dans l'ombre et pour qu'on se décide à renoncer à un mode de communication, qui certainement se développera encore, car il y a place pour tout le monde et pour toutes les industries et nous ne sachions pas que la féodalité industrielle soit fort à redouter dans notre pays. Il faut voir notre Ile des fenêtres de la rue Lepelletier à Paris pour écrire des phrases si retentissantes et si vides en même temps.

Dans toutes les villes du continent quand on fait dans les rues des travaux qui peuvent, la nuit, compromettre la sécurité des passants, on fait établir près de ces endroits des lumières qui signalent le danger. Ici on ne semble pas se douter de cette prévoyance si simple. Ainsi on creuse en ce moment des tranchées assez profondes dans deux endroits différents, sans que le soir rien ne prévienne les passants. Il serait trop tard d'attendre que des accidents aient lieu. Les règlements de police sont formels à cet égard et il nous semble qu'on ferait bien de les appliquer.

On écrit d'Alger : « Après avoir accepté la démission de Mgr. l'évêque d'Alger, le gouvernement songera sans doute à récompenser les services signalés de M. l'abbé Montera. Attaché à l'armée d'Afrique, cet ecclésiastique a fait les premières campagnes en qualité d'aumônier de brigade. Créé curé d'Alger, l'abbé Montera a su, dans ses nouvelles fonctions, déployer un zèle infatigable, et se concilier toutes les affections. Aussi, sa promotion à l'évêché d'Alger, serait-elle bien accueillie et par l'armée dont ce prêtre a, depuis la conquête, partagé les dangers, et par les populations de l'Algérie. »

Nous avons entendu parler d'une prétention très extraordinaire mise en avant par M. le commandant du stationnaire l'Antilope. Ce n'est pas sans peine que nous nous décidons à entretenir le public de cette affaire, car il nous en coûte d'employer un langage auquel M. le commandant du stationnaire ne nous avait pas accoutumés. Jusqu'ici nous avions été heureux de nous rendre les interprètes de l'opinion publique quand, dans de nombreuses circonstances que nous avons rappelées, elle s'adressait de lui adresser le témoignage mérité de sa reconnaissance pour les services qu'il avait rendus. Mais si nous avons été justes envers lui, nous devons l'être aussi envers nos concitoyens et accueillir leurs réclamations quand elles nous paraissent fondées. Voici le fait dont il s'agit.

M. le commandant de l'Antilope et les personnes de son bord pensent que les escaliers du petit débarcadère doivent leur être exclusivement réservés toutes les fois qu'ils se rendent à terre soit pour leurs affaires, soit pour leurs plaisirs et quand par rencontre, ce qui

tion et la prolongera longtemps encore si des hommes amis de leur pays et du bien-être des classes laborieuses ne viennent démontrer les immenses avantages que doit produire cette plante dans l'économie domestique, en procurant un nouvel aliment à toutes les classes de la société, par son abondance et le bas prix auquel il pourra descendre, quand la culture en aura été encouragée par des exemples et que les regards du cultivateur se seront tournés vers cette nouvelle source de prospérité.

Les nombreux essais que j'ai faits depuis plusieurs années, m'ayant fait connaître et apprécier la plupart des propriétés de l'oxalis, je crois devoir les faire connaître afin d'encourager sa culture et provoquer par là le développement d'une nouvelle industrie agricole dont les résultats assurés concourront puissamment à diminuer les privations des classes ouvrières et pauvres, tout en procurant de nouvelles jouissances à celles plus aisées.

Aucune plante cultivée dans les divers climats de la France n'offre d'aussi précieux avantages, ceux de procurer en même temps une nourriture et une boisson saine et agréable ; l'oxalis crenata donne abondamment l'une et l'autre.

Le tubercule se mange sous toutes les formes culinaires qu'on veut lui donner ; simplement cuit à l'eau et assaisonné de sel, il offre déjà un mets qui satisfait par sa saveur et par la quantité de subsistances nutritives qu'il contient ; réduit en bouillie, il donne un aliment qui convient à tous les tempéraments, même les plus faibles ; préalablement cuit à l'eau ou à la vapeur, il se prépare au beurre, à la graisse, dans la poêle ou la casserole ; il entre dans tous les ragoûts, dans toutes les sauces et ne répugne à aucun palais sous quelque préparation qu'il se présente.

La fécule qu'on en retire remplace l'arrowroot, dont il possède toutes les qualités.

La tige et la feuille de l'oxalis offrent pendant l'été un légume succulent qui remplace l'oseille, l'épinard et le pourpier ; les petits tubercules remplacent les petits pois pendant l'hiver ; les tiges larges qui se développent sur beaucoup de pieds peuvent se confire au sucre comme l'angelique, et être employées aux mêmes usages.

Toutes les tiges et les feuilles récoltées à leur maturité donnent un suc abondant qui, préparé après avoir subi la fermentation naturelle, procure une boisson abondante, apéritive, rafraîchissante, et qui plus est, éminemment anti-fébrile.

Dans sa pureté, ce suc sert à préserver les viandes de toute espèce de corruption pendant des mois entiers, à corriger les eaux qui servent de boisson habituelle aux ouvriers des champs et des villes, aux pauvres en général.

On en retire un extrait qui remplace avantageusement le suc de citron partout où celui-ci est employé.

Enfin, ce suc possède la qualité essentielle de pouvoir se conserver sans altération pendant plusieurs années, même dans des barriques en vidange.

Le marc séché après le pressurage et brûlé à feu couvert, donne un charbon propre à la clarification des liquides, et une poudre dentifrice qui surpasse toutes les préparations de ce genre.

Je ne m'étendrais pas davantage sur les propriétés de cette plante providentielle, et me résumerai en donnant un aperçu de ce qu'elle peut produire au minimum, comparativement aux autres cultures.

En demi-hectare froment, dans le meilleur sol et dans les conditions les plus favorables donnera de 10 à 12 hectolitres grains, soit 960 kilogrammes, et environ 1500 kil. paille, que j'évalue ensemble, ci. 285 fr. La dépense pour obtenir ce résultat sera de... 117

Revenu net, moins la location du sol..... 168 fr.

La même étendue de terrain plantée en oxalis crenata dans un sol de moyenne qualité et léger, donnera, savoir : 40 quintaux tubercules à 10 fr. l'un, ci. 400 fr. 200 hectolitres suc à 1 25, ci..... 250 Produits accessoires..... 60 710 fr.

La dépense de culture et manipulation..... 315

Revenu net, moins la location du sol..... 395 fr.

D'où il résulte un avantage de 227 fr. en faveur de l'oxalis. Ce n'est pas tout, les dépenses peuvent être diminuées de plus de 100 fr. en cultivant entre les lignes,

des betteraves ou des carottes à collet vert, qui ne nuisent en rien au développement de l'oxalis, qui la favorisent même, en entretenant une humidité favorable dans la terre. Elles peuvent être diminuées encore, en adoptant comme je l'ai fait, un mode de reproduction qui exempte de l'emploi du tubercule pour semence, et dont j'ai porté la valeur à 25 fr. dans la somme de frais.

De pareils résultats devraient, ce me semble, éveiller toute la sollicitude des hommes de bien qui ont à cœur les progrès de l'agriculture et l'amélioration du sort des classes vouées au travail.

Je dois donc espérer qu'il se trouvera des hommes généreux dont la philanthropie ne reculera point devant les moyens à employer pour provoquer et hâter la propagation de la culture de l'oxalis crenata, dont, j'ose le prédire, l'avenir est gros des plus heureux résultats pour l'humanité.

En provoquant un surcroît notable d'alimentation, qui convient au riche comme au pauvre, les hommes qui se dévoueront à cette œuvre de bienfaisance, mériteront de la patrie et recueilleront, à l'exemple de l'illustre et célèbre Parmentier, les bénédictions des générations présentes et futures.

Pour terminer cette notice incomplète, je ferai observer que les intempéries, telles que les pluies, les vents, la grêle, la sécheresse et les ravages des insectes qui frappent trop fréquemment les plus belles espérances des cultivateurs et les détruisent, n'ont, jusqu'ici, eu aucune influence sur l'oxalis, dont la végétation et les produits ont toujours été les mêmes depuis son introduction en France.

J'offre donc mon concours, mes procédés, mon expérience, acquise par de long travaux dans toutes les pratiques agricoles, à toute société qui voudrait se constituer pour l'exploitation d'une ferme de moyenne étendue, pour la culture de l'oxalis crenata et pour toutes les autres branches agricoles et d'économie rurale.

DE BELLEMAIN, Cultivateur, membre de la Société Nantaise d'Horticulture. (National de l'Ouest.)

## VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

D'un procès-verbal de Bernardini huissier, en date du 29 octobre dernier, enregistré, transcrit au bureau des hypothèques de Calvi le 11 novembre suivant, il appert que le S<sup>r</sup> Alphonse Sicard, ci-devant agent des bateaux à vapeur, domicilié à Bastia y demeurant, a saisi immobilièrement, pour être vendu aux enchères publiques, une maison appartenant au S<sup>r</sup> Ignace Galetti, propriétaire domicilié à Belgodere imposée à la matrice du rôle de la contribution de cette dernière commune. La dite maison se trouve bâtie sur la Route Royale, dans la dite commune de Belgodere ; elle présente à l'extérieur, du côté de la route où elle forme rez-de-chaussée, deux portes d'entrée, et deux fenêtres ; et sur la même ligne une nouvelle bâtisse, qui n'est pas encore achevée, adjointe à la dite maison, laquelle a aussi deux portes d'entrée sur la route royale et une troisième porte du côté du septentrion. Du côté du village de Belgodere la dite maison présente deux fenêtres, et cinq autres fenêtres du côté du Nord. Il existe adossée à la même, du côté de l'est, une cave avec une porte d'entrée. La dite maison sera enchérie sur la mise à prix de cinq mille francs, à l'audience des criées du tribunal civil de Calvi, du trois mars prochain à midi, poursuivies du dit S<sup>r</sup> Sicard, lequel a pour avoué M<sup>e</sup> Gaetan Flach demeurant à Calvi, aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du dit tribunal.

Signé : G. FLACH. A. SICARD.

**LE SIROP LAROZE** d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est prescrit avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastrites, gastralgies, la langueur, le déprimisme, la débilitation organique, abrège les convalescences traînantes, détruit la constipation. 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia.

**SIROP DE NAFÉ D'ARABIE,** PUISSANT PECTORAL ET ANTIPHLOGISTIQUE, seul approuvé par les médecins de tous les HOPITAUX de Paris. Dépôt chez M. Giralt ph. à Bastia, où se vend la PATE DE NAFÉ.

## A LA LIBRAIRIE FABIANI,

RUE DES JÉSUITES A BASTIA.

LEBAS, Précis de l'histoire moderne, 3 forts volumes in-18. fr. 6  
— Précis de l'histoire du moyen-âge, 1 vol. in-12. 3 50  
— Précis de l'histoire romaine, 1 vol. in-12. 3 50  
HERDER, Histoire de la poésie des Hébreux, 1 vol. in-12. 3  
BARTHELEMY, Voyage du jeune Anacharsis en Grèce, 2 vol. in-12. 6  
PLUTARQUE, Œuvres morales, 5 vol. in-12. 15  
— Les vies des hommes illustres 4 vol. in-12. 12  
STAEEL, Costume, ou l'Italie, 1 vol. in-12. 3  
ROUSSEAU J. J., Émile, 1 vol. in-12. 3  
— Les Confessions, 1 vol. 3  
— La Nouvelle Héloïse 1 vol. 3

Paris, à la Librairie Agricole, quai Malaquais, 19. En province, chez tous les Libraires et Correspondants du Comptoir central de la Librairie.

## MAISON RUSTIQUE

Publiée 3 Vol. in 4 avec plus de 2.500 gravures. Mise en vente du tome 5 et dernier, **ENCYCLOPÉDIE D'HORTICULTURE**, avec 500 grav. représentant les instruments, plantes, légumes, serres, jardins, etc. Chaque vol. 12 fr., les cinq vol. 50 fr. 50 c.

**JOURNAL D'AGRICULTURE PRATIQUE ET DE JARDINAGE**  
Publié sous la direction du D<sup>r</sup> BIXIO, par les rédacteurs de la MAISON RUSTIQUE.  
Un cahier de 30 pag. in-4° par mois, avec gravures Prix, franco 12 fr. par an.

## A VENDRE A L'AMIALE.

Pour cause de départ, divers meubles consistant en glaces, pianos, chaises, fauteuils, canapés, secrétaires, tables, lits, pendules etc. On peut les voir tous les jours de 2 à 3 heures, maison Ceconi 3<sup>e</sup> étage sur la traverse.



PAQUEBOTS A VAPEUR DE LA COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES  
Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

LA LETIZIA  
Partira de Bastia pour Marseille dimanche 1<sup>er</sup> février à 8 heures du matin.

## PORT DE BASTIA.

**ARRIVÉES.**  
Portovecchio, 23 janvier, gondole Augustine, français, de 4 tx, c. Laporta, en lest.  
Livourne, 23 id., bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 28 tx, c. Bertocci, passagers.  
Marseille, 26 id. bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx, c. Bugliani, passagers.  
Marseille, 28 id. paquebot Ajaccio, de l'État, de 120 ch., c. Blanc, dépêches.  
Du Cap-Corse, de la Plage et du Littoral 19 bâtiments, avec bois, vin, charbon, etc.

**DÉPARTS.**  
Marseille, 23 janvier, paquebot Bastia, de l'État, de 120 ch., c. Santilieu, de v., dépêches.  
A la mer, 23 id. bat. à vap. Antilope, de l'État, de 60 tx, c. de Stahl, lieutenant de v., rentré le même jour.  
Livourne, 23 id. golette Assomption, français, de 42 tx, c. Thiers, en lest.  
Marseille, 25 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, français, de 104 tx, c. Valzi, div. et passagers.  
Naples, 26 id. balancelle St-François, Sicilien, de 42 tx, c. Palomba, anguilles.  
Naples, 26 id. balancelle St-Philippe, Sicilien, de 38 tx, c. Godino, anguilles.  
Livourne, 26 id. bouf Ste-Madelaine, Sardie, de 19 tx, c. Varsi, en lest.  
Livourne, 26 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Bertocci, passagers.  
Livourne, 27 id. bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx, c. Bugliani, passagers.  
Au Littoral et au Cap-Corse 19 bâtiments, avec blé et diverses.

LE SIROP LAROZE d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est prescrit avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastrites, gastralgies, la langueur, le déprimisme, la débilitation organique, abrège les convalescences traînantes, détruit la constipation. 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia.

**SIROP DE NAFÉ D'ARABIE,** PUISSANT PECTORAL ET ANTIPHLOGISTIQUE, seul approuvé par les médecins de tous les HOPITAUX de Paris. Dépôt chez M. Giralt ph. à Bastia, où se vend la PATE DE NAFÉ.

ARTAROLI. | BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.